

LABORATOIRE D'ECONOMIE DE DAUPHINE

LEDa – EA 4404

Présentation du projet 2014-2018



Laboratoire d'Economie de Dauphine
UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75016 Paris

SOMMAIRE

1. Préambule	4
2. Projet du LEDa	5
2.1. Historique de l'UR et enseignements tirés du bilan 2007-2012	5
2.2. Orientations du projet de l'UR	6
2.3. Analyse SWOT du projet de l'UR	8
3. Projet de l'équipe CGEMP (Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières).....	10
3.1. Résumé	10
3.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux	11
3.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques	13
3.4. Mise en œuvre du projet de recherche	15
3.5. Annexes.....	15
4. Projet de l'équipe JEP (Jeux et Economie Publique)	19
4.1. Résumé	19
4.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux	20
4.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques	21
4.4. Mise en œuvre du projet de recherche	24
5. Projet de l'équipe LEGOS (Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé)	26
5.1. Résumé	26
5.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux	28
5.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques de l'équipe	29
5.4. Mise en œuvre du projet de recherche	32
5.5. Annexes.....	33
6. Projet de l'équipe SDFi (Stratégies et Dynamiques Financières)	38
6.1. Résumé	38
6.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux	39
6.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques	40
6.4. Mise en œuvre du projet de recherche	42

7. Projet de l'équipe UMR DIAL (<i>Développement, Institutions et Mondialisation</i>)	43
7.1. <i>Résumé</i>	43
7.2. <i>Présentation de l'équipe et de ses travaux</i>	45
7.3. <i>Analyse SWOT et objectifs scientifiques</i>	46
7.4. <i>Mise en œuvre du projet de recherche</i>	48
7.5. <i>Annexes : Projet détaillé de DIAL, UMR-IRD 225</i>	50

1. Préambule

Ce rapport présente le projet du LEDa (EA 4404) sur la période 2014-2018. Cette période fait suite à une première phase qui avait correspondu, à partir de 2009, à la création de l'UR, à l'issue de discussions internes amorcées en 2007.

Comme au cours de cette même période, le LEDa a constitué une UMR avec l'IRD, DIAL (UMR 225), la présentation d'un bilan par équipes, plutôt que sous un angle thématique, a ainsi été retenue en raison de la nécessité pour l'IRD de disposer d'un document recouvrant le périmètre scientifique de l'UMR relevant de sa tutelle. En outre, les équipes qui composent le LEDa couvrant chacune un champ thématique propre, cette présentation contribue à la lisibilité du bilan et du projet.

Il importe toutefois de souligner que la dynamique en cours est bien la constitution d'une collectivité de recherche au sein de laquelle :

- les membres partagent une approche commune de l'économie faisant recours aux outils de la modélisation économique, d'une part, et à ceux de l'économie quantitative, d'autre part.
- l'allocation des principales ressources est conduite de façon collégiale, dans le souci du développement de l'UR dans son ensemble,
- en veillant à la valorisation des synergies entre équipes.

Le principe directeur de la dynamique du LEDa est que son organisation en équipes constitue une richesse qu'il importe de faire fructifier en développant une culture scientifique commune autour des thèmes transversaux qui animent ses recherches : l'analyse économique des politiques publiques et de la régulation, dans leur interface avec l'entreprise.

Le document est structuré comme suit :

- La section 2 rappelle l'historique du LEDa, ainsi que les enseignements essentiels retenus du bilan et qui conduisent à formuler des orientations « transversales » pour l'ensemble de l'UR et à les soumettre au filtre d'une analyse SWOT.
- Le projet spécifique à chaque équipe est présenté dans les sections de 3 à 7. Pour l'UMR DIAL, l'annexe 7.3 revêt la forme d'un projet détaillé, conforme aux attentes de l'IRD.

2. Projet du LEDa

2.1. Historique de l'UR et enseignements tirés du bilan 2007-2012

Le Laboratoire d'Economie de Dauphine est une unité de recherches créée en 2009. Cette création s'inscrivait dans une évolution stratégique au sein de l'Université Paris-Dauphine conduisant vers un modèle de centre unique par discipline, à partir d'un paysage antérieurement assez fragmenté dans certains domaines, dont l'économie. Cette même orientation avait abouti, en 2005, au groupement des centres de gestion au sein de DRM (Dauphine Recherches en Management – UMR CNRS 7088).

Pour la période contractuelle à venir, le LEDa conservera sa structure en cinq « pôles » thématiques :

- Une équipe d'économie de l'énergie, le **CGEMP** (Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières).
- Une équipe d'économie de financière, **SDFi** (*Stratégies et Dynamiques Financières*).
- Une équipe d'économie de la santé, le **LEGOS** (Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé).
- Une équipe de théorie des jeux et d'économie publique, **JEP** (*Jeux et Economie Publique*), créée avec le LEDa en janvier 2009.
- Et une équipe d'économie internationale et du développement, **DIAL** (*Développement, Institutions et Mondialisation*), regroupement des compétences de Dauphine et de l'IRD dans ce champ sous la forme d'une UMR créée en janvier 2010.

Les enseignements essentiels tirés du bilan sont les suivants:

- Les règles d'une gouvernance collégiale ont été instituées et sont très solidement ancrées dans la culture interne (allocation des ressources humaines, financières et des espaces).
- Le mode d'organisation adopté a permis à la fois à chaque équipe de développer son projet propre (y compris au terme de réallocations internes de ressources), tout en veillant sur les déterminants de la « performance » collective à moyen terme (critères de recrutement plus élevés en termes de densité scientifique, mécanismes d'incitation à la publication, ...).
- Les actions communes aux équipes ont été soutenues (organisation de workshops internationaux, mise en commun des réseaux pour les invitations de chercheurs étrangers, ...), ainsi que l'animation d'un séminaire interne fluidifiant les échanges scientifiques entre équipes.
- La progression vers l'intégration au sein d'une collectivité de recherche s'est traduite par le regroupement de l'ensemble des membres du laboratoire, jusqu'alors « dispersés » dans le bâtiment de l'Université, en un lieu unique au printemps 2012¹.

Le précédent contrat a ainsi permis de capitaliser des progrès très notables, que ce soit dans l'évolution collective de l'UR ou celle de ses équipes, dans le sens des prescriptions formulées par l'AERES

Dans le prochain contrat, au-delà de cette dynamique, le LEDa tirera également avantage des opportunités offertes par l'intégration dans l>IDEX PSL* (tant en termes de projets transdisciplinaires, que de rapprochements entre économistes dans ce périmètre) et qui constitueront une donnée structurante de la prochaine séquence.

¹ A l'exception de la localisation d'une partie des chercheurs de l'UMR DIAL, dans des locaux de l'IRD rue d'Enghien, dans le 10^{ème} arrondissement parisien.

2.2. Orientations du projet de l'UR

La trajectoire du LEDa, comme en témoigne la période 2007-2012, ne peut être évaluée à la seule lecture des projets des équipes. Aussi, sont présentées ici les évolutions transversales susceptibles d'être engagées à court et moyen termes. Ces évolutions procèdent à la fois du retour d'expérience du précédent contrat (notamment en matière de recrutement) et des synergies induites par le regroupement « immobilier » intervenu en 2012.

Ces transformations concernent :

- Les processus de recrutement et d'intégration des enseignants-chercheurs
- Les modalités d'invitation des chercheurs étrangers
- L'animation des échanges scientifiques entre équipes
- L'association des doctorants à la vie de l'unité
- L'exploitation des opportunités offertes par PSL*
- La refonte de la gouvernance

2.2.1. Les processus de recrutement et d'intégration des enseignants-chercheurs

La dynamique collective du LEDa repose largement sur une évolution des pratiques de recrutement qui constituent un « actif » du précédent contrat (absence de recrutement local, renforcement des critères de publication dans les choix, prise en compte de l'intérêt croisé des équipes aux recrutements, réallocation des supports entre équipes, ...). D'ici à 2018, environ 15 postes seront à pourvoir, essentiellement du fait de départs en retraite (et compte tenu de 3 réussites à l'agrégation externe en 2012). Sur l'ensemble de la période couverte par les deux contrats plus d'un tiers des effectifs de l'UR auront été renouvelés, de sorte que la transformation du LEDa résultera largement de l'attention très élevée portée aux recrutements.

Le retour d'expérience permet d'identifier les pistes suivantes de progression:

- Une systématisation de la "publicité" internationale sur les postes offerts, selon la procédure expérimentée en 2011-2012 (via, notamment, le site de *job offers* de l'AEA).
- La capacité à accueillir des chercheurs étrangers suppose cependant une discussion « en amont », afin de définir un projet et des conditions d'intégration et à identifier les conditions administratives appropriées (notamment en termes de support contractuel).
- Pour les MCF, des séminaires seront organisés à partir de 2013 en amont des concours, selon une formule qui a déjà été mise en œuvre pour les professeurs.
- Ces échanges préalables permettront également de mieux valoriser le « package » d'accueil pour les MCF: décharge partielle de service de 3 ans (en vigueur dans l'établissement), budget garanti de ressources d'équipement (en vigueur dans les équipes), accès au BQR sur publications, ...
- Cette densification de la fonction « recrutement » requerra des évolutions dans la gouvernance détaillées plus loin (direction de la CCR découplée de celle du laboratoire, nomination d'un responsable des séminaires de pré-sélection, ...), ainsi que dans l'allocation budgétaire (une partie du budget « central » étant susceptible d'être fléchée pour les opérations de recrutement et d'accueil des nouvelles recrues).

2.2.2. Les modalités d'invitation des chercheurs étrangers

Les résultats du précédent contrat permettent également d'identifier des pistes de progression dans ce champ:

- Allocation d'une partie des "dotations" d'accueil pour des invitations de 3 ou 6 mois, afin d'ouvrir sur une réelle période d'insertion dans le laboratoire et, si opportun, d'organiser une discussion autour de perspectives de recrutement sur un support classique (PR ou MCF) ou spécifique (contrat de 3 années).
- Priorité aux demandes communes à 2 équipes et aux co-auteurs, en particulier des jeunes chercheurs (perspective susceptible d'être mise en avant au moment des recrutements).
- Systématisation des séminaires en petits nombres autour du chercheur invité (ou en face à face) avec les doctorants durant le séjour (y compris pour les invitations via les chaires).

2.2.3. L'animation des échanges scientifiques entre équipes

La grande dispersion des EC dans le bâtiment de Dauphine était peu propice aux interactions scientifiques entre équipes (quand bien même des liens importants existaient via l'animation de projets pédagogiques). La création du LEDa a permis de franchir une étape importante au travers de la création d'une gouvernance commune et le regroupement « immobilier » crée désormais les conditions de coopérations plus denses entre équipes.

Le retour d'expérience conduit à envisager différentes évolutions:

- Extension du soutien financier (via des demandes sur BQR et budget LEDa) aux manifestations communes ou aux papiers communs (traduction, organisation de conférences, ...).
- Poursuite du séminaire interne bimensuel (testé en 2011, et systématisé depuis début 2012) sur une plage horaire « sanctuarisée ». Ce séminaire est densifié depuis la rentrée 2012 avec une alternance de discussions autour d'un chercheur interne et externe au laboratoire.
- Priorité aux demandes d'invitation de chercheurs étrangers communes à 2 équipes ou plus.
- Offre d'expertise "technique" entre équipes pour l'encadrement de thèses.

2.2.4. L'association des doctorants à la vie de l'unité

Le regroupement immobilier permet d'envisager une amélioration des conditions d'intégration des doctorants au quotidien du laboratoire :

- 5 bureaux sont dédiés aux doctorants dans les nouveaux locaux, ce qui représente la capacité d'accueil permanente de 20 doctorants. Bien que ces capacités soient en deçà des besoins actuels, cette installation constitue néanmoins une amélioration de la situation. A ces capacités s'ajoutent celles disponibles en entreprise pour les doctorants CIFRE et les places au sein des bureaux de DIAL rue d'Enghien (6-8 doctorants en moyenne).
- Invitation des élus étudiants de l'ED aux conseils du laboratoire, selon l'ordre du jour.
- Invitation de l'ensemble des doctorants aux AG du laboratoire.
- Discussions en petits nombres spécifiquement dédiées aux doctorants autour des invités étrangers (ou discussion en « face à face »).

2.2.5. L'exploitation des opportunités offertes par PSL*

L'intégration de Dauphine au sein de l'IDEX PSL* offre diverses opportunités à certaines des équipes et qui sont détaillées dans leurs projets. De façon transversale, cependant, PSL* offre la possibilité d'accéder à des financements, via des appels d'offre internes, au sein de trois programmes différents :

- La création de Chaires d'excellence sur des thématiques stratégiques pour PSL (200 à 250 K euros annuels pour une chaire senior et de 150 K euros annuels pour une chaire junior).
- Des financements d'équipes de recherche recrutées sur des projets structurants qui peuvent être transdisciplinaires (financement annuel au maximum de 300 K euros). A ces équipes pourront être associées des chaires de 3 à 6 mois pour inviter des chercheurs étrangers.
- Le financement de restructuration/rapprochement entre équipes existantes au sein d'une même thématique entre plusieurs institutions de PSL ou à l'échelle de PSL (nouvelles UMR, fédérations de recherche, environ 100 K euros).

Outre leur qualité scientifique, les projets seront évalués sur la base de leur contribution à la dynamique et à la consolidation de PSL* (projets impliquant plusieurs institutions de PSL, projets favorisant la fluidité et les échanges entre institutions membres).

Ces programmes permettent, notamment, d'envisager des collaborations (y compris dans la formation recherche) avec des économistes de PSE ou de l'Ecole des Mines.

2.2.6. L'adaptation de la gouvernance du laboratoire

L'actuelle gouvernance a été efficace pour assurer les conditions d'un rapprochement des équipes durant le précédent contrat. Les résultats obtenus et la nouvelle organisation « immobilière » conduisent à faire évoluer la gouvernance, notamment afin de renforcer les « fonctions centrales », autour des responsables d'équipes et du directeur du laboratoire.

Une nouvelle gouvernance pourrait être adoptée selon les orientations suivantes :

- Différentes fonctions seraient déléguées à des « chargés de mission » : le pilotage des opérations de recrutement (avec un responsable de la CCR distinct du directeur de l'unité), les séminaires internes, l'association des doctorants à la vie de l'unité (responsable du programme économie de l'ED), l'animation du site web, ...
- Ces chargés de mission seraient associés aux travaux du Bureau avec les responsables d'équipe, la capacité décisionnelle sur les questions stratégiques restant toutefois la prérogative du Conseil.
- Afin d'étendre les occasions de discussions communes à l'ensemble des membres, les AG seraient biennuelles et étendues aux doctorants.

2.3. Analyse SWOT du projet de l'UR

2.3.1. Points forts

- Mécanismes de gouvernance éprouvés et efficaces en termes d'allocation cohérente des ressources entre équipes.
- Déficiences préalables au regroupement constitutif du LEDa désormais estompées.
- Capacité de fonctionnement « réticulaire » où la dynamique de l'unité n'a pas entravé la poursuite du déploiement des équipes dans leurs champs (exemple : création de l'UMR-DIAL et de JEP, divers projets « lourds » conduits par le LEGOS, ...).

- Cette même capacité devrait permettre des associations de compétences par projet, évitant l'écueil de la taille critique pour les équipes les plus petites.
- Très bons recrutements qui ont permis d'amorcer une transition générationnelle sans heurts.
- Regroupement spatial, cohérent et « confortable » (eu égard aux contraintes dauphinoises)

2.3.2. Points faibles

- Synergies entre équipes relevant de cooptations interpersonnelles plus que de processus institutionnels éprouvés.
- Locaux insuffisants pour accompagner la croissance en taille de l'équipe (accueil de post-docs sur projet, notamment) et pour accueillir l'intégralité des CR et DR de l'IRD.
- Charges administratives lourdes liées à la pédagogie (nombre élevé de masters dauphinois).
- Gouvernance actuelle conférant trop de fonctions au directeur et responsables d'équipe.

2.3.3. Risques liés au contexte

- Chaque équipe alimente ses propres réseaux et projets (Chaires et diverses formes programmes très impliquant), avec des résultats notables soulignés dans le bilan. La culture interne laboratoire doit être entretenue pour que ce succès des équipes contribue toujours à la dynamique collective.
- PSL* offrira des opportunités distinctes aux équipes/individus (notamment si des synergies avec PSE sont exploitées).
- L'attractivité de Dauphine induit une forte demande sociale relative à des projets d'enseignement (ou à leur déclinaison en apprentissage, formation continue, ouverture internationale, ...). Cette pression — certes positive compte tenu de la qualité d'insertion professionnelle des diplômés — induit des difficultés à sécuriser du temps de recherche.

2.3.4. Possibilités liées au contexte

- Moyens (appels d'offres internes) et espaces de coopération (notamment PSE et Ecole des Mines) ouverts par PSL* et le Labex Finance et Croissance Durable.
- Le projet ambitieux autour de Share peut associer des chercheurs des différentes équipes
- Très bonne adéquation des champs d'application avec la demande sociale (santé et protection sociale, énergie et climat, notamment).
- Très bonne adéquation entre l'offre de masters et le thématique de recherche du laboratoire.

3. Projet de l'équipe CGEMP (*Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières*)

3.1. Résumé

Nom du responsable de l'équipe : Patrice Geoffron

<http://www.cgemp.dauphine.fr>

Caractérisation de la recherche

L'objectif des travaux du CGEMP est d'analyser les processus de transition vers des modèles énergétiques « bas carbone », dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Dans ce contexte, il s'agit à la fois d'analyser le fonctionnement des marchés impliqués dans ces processus de transition (*matières premières énergétiques, électricité, CO₂*), la formation des prix dans leur cadre et leur régulation. Un des objectifs est de concourir à l'éclairage des politiques publiques relatives au pilotage des transitions énergétiques.

Analyse SWOT

- **Points forts:** Identité et notoriété de l'équipe dans le champ de l'économie de l'énergie et du changement climatique, auprès des chercheurs, des autorités publiques et des entreprises du champ. Recrutements de qualité durant la période 2007-2012. Capacité d'impulsion et d'animation des réseaux académiques et industriels via les deux chaires. Master dynamique et positionné à l'interface énergie-climat.
- **Points faibles:** Nombre réduit de chercheurs permanents induisant une sensibilité aux arrivées-départs. Ancrage académique des publications réel, mais résultant d'un tournant pris lors du contrat 2007-2012 et requérant d'être conforté durant le prochain contrat.
- **Risques liés au contexte:** Problématiques « mouvantes » compte tenu des tensions énergétiques. Technicité croissante impliquant des compétences issues des sciences de l'ingénieur.
- **Possibilités liées au contexte:** Orientation des politiques publiques dans le sens de transitions « bas carbone », aux niveaux français et européen. Fort potentiel de coopération au sein du LEDa, de Dauphine et de PSL* sur les thématiques du CGEMP.

Mise en œuvre du projet

- Les deux Chaires confèrent des moyens pérennes sur la durée du prochain contrat.
- Concernant les ressources humaines, le nombre d'EC en ETP sera plus élevé qu'en moyenne du précédent contrat et nombreux recrutements à venir au sein du LEDa. Renforcement du potentiel via le réseau des chercheurs associés aux Chaires.
- Le positionnement du Master permet de drainer vers la recherche des étudiants issus d'écoles d'ingénieurs, qui disposent d'une maîtrise des sous-jacents techniques.

3.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux

3.2.1. Historique

Le CGEMP est une équipe du LEDa (antérieurement EA autonome), créée en 1982 par André Giraud et spécialisée en économie de l'énergie. A partir d'une tradition de forte interaction avec l'industrie et les institutions publiques dans ce champ, l'orientation prise au début du présent contrat par son directeur le Pr. Jean-Marie Chevalier a été de densifier la production à caractère académique, tout en faisant évoluer les thématiques (notamment dans le sens de l'économie du changement climatique), via une série de recrutements apportant des compétences complémentaires (en particulier en économétrie). Cette évolution s'est notamment traduite en 2009 par la création d'un Master Recherche intitulé *Energie-Finance, Carbone* et d'une *Chaire d'Economie du Climat*.

L'autoévaluation de la période 2007-2012 fait ressortir les caractéristiques suivantes :

- Une nette densification en termes de volume et de qualité des publications, couvrant désormais les principales revues de référence dans le champ.
- Un maintien de la fonction de « plateforme » pour l'animation de débats publics sur les questions énergétiques, spécificité importante dans le contexte de transitions vers des modèles énergétiques « bas carbone ».

3.2.2. Caractérisation de la recherche

Sur dix ans, le champ de recherche couvert par le CGEMP a considérablement évolué, en phase avec les transformations des problématiques induite par l'apparition de la contrainte climatique dans le fonctionnement des systèmes énergétiques et, conséquemment, l'obligation de pilotage de processus d'innovation complexes dans le cadre des transitions vers des modèles « bas carbone » (couvrant aussi bien l'offre, que la demande d'énergies et les réseaux pour leur acheminement) et de l'adaptation des politiques publiques afférentes.

L'adaptation du CGEMP a conduit au renouvellement de certaines de ses compétences internes et de son réseau de chercheurs associés et institutions partenaires. Au plan organisationnel, l'évolution institutionnelle de Dauphine a permis d'élaborer de nouveaux cadres de recherche avec la création d'un Chaire d'«*Economie du Climat* » en 2009 et d'une Chaire «*European Electricity Markets* » fin 2012².

Fondamentalement, les orientations de la recherche s'inscrivent dans le prolongement des axes définis durant le contrat 2007-2012, soit pour mémoire :

1. *La formation du prix des matières premières énergétiques, de l'électricité et du CO₂.*
2. *L'organisation et la régulation des marchés de l'énergie*
3. *L'analyse du fonctionnement et de l'efficacité des outils économiques de la lutte contre le changement climatique.*
4. *L'analyse des formes et du pilotage de la transition énergétique.*

Cette continuité est logique, en ce sens que l'équipe a été transformée en profondeur durant le précédent contrat et qu'il s'agit maintenant de travailler dans le cadre établi. En outre, les chaires sont des engagements pluriannuels qui, schématiquement, structurent des programmes de recherche jusqu'au terme du contrat 2014-2018. Cela ne signifie cependant pas que le cadre de travail soit figé :

- L'expérience récente tend à prouver que les processus de transition énergétique sont dominés par l'incertitude. Le spectre des technologies disponibles s'étend

² Voir la présentation du programme de la Chaire en annexe.

considérablement à la fois vers les hydrocarbures « non conventionnels » (susceptibles d'être exploitées de façon économiquement soutenable dans un « état du monde » où le prix du pétrole est élevé) et vers les énergies renouvelables, tandis que l'acceptabilité d'autres filières est remise en question (nucléaire, capture et séquestration de carbone, ...). Dans ce contexte, les questions de recherche nouvelles peuvent s'imposer durant la période 2014-2018.

- Ainsi, dans la boîte à outils économique de la lutte contre le changement climatique, les mécanismes de marché étaient privilégiés (autour du développement du marché européens de quotas d'émissions) au début du précédent contrat (légitimant le développement d'un modèle original Zephyr-Flex au sein de la Chaire d'Economie du Climat³. Aujourd'hui, la hiérarchie des outils est beaucoup plus confuse (le signal-prix émis via le marché européen n'étant pas cohérent pour les acteurs économiques), avec un regain d'intérêt pour les taxes, ainsi que pour les schémas financiers dédiés à l'adaptation aux effets du changement.
- En outre, le prochain contrat permettra :
 - à des nouveaux membres de l'équipe d'ancrer leur domaine propre dans le programme de travail de l'équipe (exemple des travaux de S.Monjon sur les problèmes de « fuites de carbone », à l'interface entre l'économie du changement climatique et l'économie internationale et permettant d'envisager des coopérations avec l'équipe DIAL)
 - de progresser dans les partenariats internes à Dauphine (exemple : Claudie Boiteau, Pr. de Droit à l'ID2, sur les questions de droit et régulation de l'énergie et du carbone ; E.Brousseau, Pr. de Gestion au sein de DRM, et porteur d'un projet de chaire sur le thème « Gouvernance et Régulation »).
 - d'explorer les opportunités liées à la dynamique de PSL* (exemple : un des projets emblématiques de PSL* sera de créer un Institut de l'Environnement).

3.2.3. Destinataires de la recherche

Les réalisations du CGEMP, sur la base précédent contrat, conduisent à identifier cinq catégories de destinataires de la recherche :

- *La communauté des chercheurs en économie de l'énergie et du changement climatique.* Au niveau français, ces liens sont bien établis avec Economic de Paris Ouest (via la Chaire d'Economie du Climat), l'EDDEN de Grenoble, le CREDEN de Montpellier, le CIREC. Cette communauté est structurée au sein de différents réseaux où la présence du CGEMP est constante, voire motrice : l'Association des Economistes de l'Energie ou le Paris Environmental and Energy Economics Seminar. Les deux Chaires ont permis d'inscrire dans un cadre formel les liens antérieurs avec des chercheurs étrangers via leurs conseils scientifiques⁴.
- *La communauté des chercheurs en « sciences de l'énergie ».* Ce type d'interface est important en raison de la complexité technique des questions soulevées par les transitions énergétiques. Des liens préexistent (I-Tésé-CEA (Institut de technico-économie des systèmes énergétiques), G2ELAB Grenoble (ingénierie électrique), LIED-PIERI (Paris Interdisciplinary Energy Research Institute)); d'autres seront à développer dans le cadre de PSL*.

³ Le modèle ZEPHYR, développé par la Chaire Economie du Climat, permet de simuler l'équilibre offre-demande de quotas jusqu'en 2020 et d'en déduire un prix d'équilibre.

⁴ Voir annexe du bilan pour la Chaire d'Economie du Climat, et l'annexe 3.5 pour la Chaire European Electricity Markets.

- *Les autorités publiques et organisations internationales dans le champ de l'énergie* : le CGEMP a constamment été présent dans les débats de politique énergétique⁵, l'expertise développée conduisant à animer des missions confiées par différents ministères (ministères de l'énergie, de l'environnement, de l'industrie, des finances)⁶. Le partenariat avec la Commission de Régulation de L'Énergie est également un mode d'interaction avec des autorités publiques. Par ailleurs, des liens existent avec l'Agence Internationale de l'Énergie (C.Mandil, ancien directeur exécutif est le président d'honneur du CGEMP), la Nuclear Energy Agency, l'Energy Charter ou l'OSCE (dans le domaine de la géopolitique de l'énergie)
- *Les entreprises industrielles et financières* : la transition énergétique étant un processus à large emprise, les relations avec les entreprises vont au-delà des acteurs des filières énergétiques (transport et finance en particulier). Les chaires et les thèses CIFRE permettent d'organiser ces relations dans le cadre de programmes de travail de longue durée. Des échanges plus occasionnels s'opèrent également via l'organisation de conférences impliquant des entreprises ou leurs experts. Soulignons l'importance des échanges avec les équipes de recherche internes de certains partenaires (CDC Climat, EDF R&D, études économiques de GDF-Suez).
- *Le grand public* : la conviction des chercheurs du CGEMP est que l'importance prise par les questions énergétiques implique un effort intense de « didactique », la lutte contre le changement climatique nécessite à la fois des citoyens éclairés et des consommateurs avisés. Les choix énergétiques de la France ont jusqu'alors préservé le « grand public » d'une compréhension fine des problématiques énergétiques (en raison de services de qualité et de prix bas pour l'électricité et le gaz), mais cette configuration n'est pas soutenable (les prix sont appelés à croître pour financer la transition, et la précarité énergétique à augmenter). La présence dans la presse du CGEMP, certaines publications, ou l'organisation de conférences ouvertes contribuent à cet effort de didactique.

3.2.4. Organigramme fonctionnel

La taille du CGEMP n'a pas conduit à mettre en place un organigramme fonctionnel spécifique. La gouvernance du LEDa a permis d'assurer la bonne insertion de chacune des équipes au sein de l'UR. En raison de sa taille, le CGEMP est probablement l'équipe qui a le plus à gagner de la densification des interactions entre équipes qui est au cœur du projet LEDa sur la période 2014-2018 et s'investit pleinement dans l'organisation collective (Patrice Geoffron dirigeant le LEDa et le CGEMP). Par ailleurs, les Chaires disposent d'une gouvernance interne spécifique avec notamment un conseil scientifique.

⁵ Son créateur en 1982, André Giraud, avait été Ministre de l'Industrie avant de rejoindre Dauphine.

⁶ La présence de Jean-Marie Chevalier au sein du CAE a été une autre forme de cet investissement.

3.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques

L'enjeu de la prochaine période contractuelle sera de confirmer la transformation du CGEMP des origines (proche d'un « *think tank* ») en une équipe solide et reconnue dans le champ académique, tout en restant un acteur de référence pour les institutions publiques et entreprises du secteur énergétique. Les orientations thématiques qui ont été définies lors du précédent contrat continueront à structurer la recherche.

3.3.1. Points forts

- Identité et notoriété de l'équipe dans le champ de l'économie de l'énergie et, de façon croissante, du changement climatique, auprès des chercheurs, des autorités publiques et des entreprises du champ.
- Recrutements de qualité durant la période 2007-2012.
- Master dynamique et positionné de façon originale, offrant un potentiel de doctorants issues d'écoles d'ingénieur.
- Capacité de financement de thèses et d'insertion des docteurs dans le monde industriel.
- Capacité d'impulsion et d'animation des réseaux académiques et industriels via les deux chaires.
- Réseaux de partenaires académiques dans les « sciences de l'énergie ».

3.3.2. Points faibles

- Nombre réduit de chercheurs permanents qui induit une forte sensibilité aux arrivées-départs et crée une pression compte tenu du volume de projets portés.
- Ancrage académique des publications réel, mais résultant d'un tournant pris lors du contrat 2007-2012 et requérant d'être conforté durant le prochain contrat.

3.3.3. Risques liés au contexte

- Mouvance des champs problématiques compte tenu des tensions de la scène énergétique (ex : thèse sur le nucléaire amorcée avant Fukushima, incertitude sur le devenir des outils de lutte contre le changement climatique comme les marchés de permis d'émission de CO₂, ...).
- Forte demande sociale, des pouvoirs publics ou des industriels, impliquant parfois des travaux d'économie appliquée ou de valorisation sur des temps courts.
- Technicité croissante de certains champs problématiques (ex : prérequis en ingénierie électrique, en sciences du climat, ...).

3.3.4. Possibilités liées au contexte

- Orientation de la politique publique dans le sens d'une transition vers des modèles énergétiques bas carbone, au niveaux français et européen.
- Fort potentiel de coopérations au sein du LEDa, de Dauphine et de PSL*.
- Nombreux recrutements à venir au sein du LEDa durant la durée du contrat.

3.4. Mise en œuvre du projet de recherche

Nonobstant les risques identifiés précédemment, les moyens du projet de recherche sont d'ores et déjà réunis:

- Les deux Chaires confèrent des moyens pérennes sur la durée du prochain contrat.
- Concernant les ressources humaines, le nombre d'EC en ETP sera plus élevé qu'en moyenne du précédent contrat et, en outre, de nombreux recrutements sont à venir au sein du LEDa. Par ailleurs, les Chaires permettent d'étendre le réseau des chercheurs associés.
- Le positionnement du Master permet de drainer vers la recherche des étudiants issus d'écoles d'ingénieurs, qui disposent d'une maîtrise des sous-jacents techniques.

3.5. Annexes

3.5.1. Extrait de l'Annexe scientifique de la Chaire European Electricity Markets (CEEM)

A. Orientations générales et gouvernance de la Chaire EEM

Les marchés européens de l'électricité bougent. Libéralisation, intégration des marchés et régulation, hausse des prix, investissements et concurrence, changement technique, réseaux intelligents et gestion de la demande – les marchés européens de l'électricité entament une mutation profonde qui pose de nombreux défis théoriques et industriels et offre des opportunités importantes à ceux qui sauront les anticiper. En France, en Allemagne et au Royaume Uni, trois grands pays européens sont en train d'implémenter des réformes importantes de leurs secteurs électriques qui doivent aller de pair avec une intégration toujours plus étroite des marchés européens de l'électricité et les transformations des marchés globaux de l'énergie.

La Chaire des marchés européens de l'électricité (Chair of European Electricity Markets, CEEM) de l'Université Paris – Dauphine a la triple vocation (1) de réaliser un programme de recherche ambitieux sur les marchés européens de l'électricité, (2) d'offrir un forum où experts universitaires, acteurs industriels et parties prenantes peuvent échanger leurs points de vue et (3) de contribuer à la formation des futurs cadres des entreprises du secteur de l'électricité.

Entre réalité industrielle, contrainte environnementale et attente des consommateurs et des pouvoirs publics, l'industrie électrique européenne accélère actuellement la mutation entamée il y a 15 ans sur une trajectoire dont on peut identifier quelques contours mais pas encore l'issue finale. La Chaire EEM est fondée sur la conviction que cette mutation doit continuer mais à un rythme soutenable qui reflète les besoins et les inerties inhérentes d'un secteur qui est à la fois hautement capitalistique et au cœur du fonctionnement économique et social des pays européens. Le fait que des objectifs politiques ambitieux mettent en question le fonctionnement du système électrique au niveau de la production autant qu'au niveau de la consommation demande ultérieurement recul et réflexion. La Chaire EEM cherchera à contribuer à la compréhension des changements en cours et à venir avec une recherche académique rigoureuse focalisée sur les enjeux principaux du secteur électrique.

La recherche académique de la Chaire EEM sera caractérisée par un pluralisme des approches en restant vigilant à ce que les standards méthodologiques des meilleures revues internationales (Energy Journal, Energy Policy, Energy Economics, Electricity Journal, European Review of Energy Markets...) soient respectés. Les problématiques et les méthodes venant de l'économétrie, de l'économie industrielle, de la théorie des jeux et de l'économie institutionnelle recevront une attention particulière dans le but d'analyser et de comprendre l'état et les trajectoires possibles de l'industrie électrique européenne.

La Chaire EEM est créée dans le triple but de

- *Réaliser un programme de recherche ambitieux et internationalement reconnu sur les marchés européens de l'électricité avec en premier lieu, la préparation d'articles dans des revues académiques à comité de lecture ; dans une moindre mesure une préparation de publications destinées à une circulation plus large (livres, actes de colloques, presse écrite) aura également lieu.*
- *Offrir un forum où chercheurs universitaires, acteurs industriels et parties prenantes peuvent échanger librement, avec l'organisation de colloques et séminaires internationaux et nationaux qui promettent une réelle plus-value en termes de compréhension des enjeux des marchés électriques européens ;*
- *Contribuer à l'éducation des futurs cadres des entreprises du secteur de l'électricité avec le financement de plusieurs doctorants et l'organisation de cours spécifiques dans les formations pertinentes de l'Université Paris-Dauphine, dont le Master Energie, Finance, Carbone.*

La recherche sera déclinée en trois axes, chacun dirigé par un responsable qui veillera avec le directeur de la Chaire à la tenue des engagements pris. Les trois axes convergeront cependant dans leur ambition de saisir de manière aussi précise que possible le fonctionnement d'un système électrique en pleine mutation et d'en dessiner les contours futurs :

- *Axe 1 : La formation des prix sur les marchés européens de l'électricité en articulation avec les marchés contingents, notamment avec ceux du gaz et du CO₂; une attention particulière sera portée dans ce contexte à l'évolution des coûts des différentes filières (nucléaire, renouvelables...);*
- *Axe 2 : L'organisation, le changement structurel et la régulation des marchés électriques en Europe avec une attention particulière portée au design et à l'implémentation des marchés de capacité ainsi qu'à l'utilisation des contrats à long terme;*
- *Axe 3 : Le transport, la distribution, les réseaux intelligents, le stockage et la gestion de la demande d'électricité avec une attention particulière portée au financement des investissements dans ce domaine.*

Le nombre d'axes sera éventuellement ajusté en fonction des partenaires et de leurs contributions. Chaque responsable d'axe sera tenu à respecter un cahier des charges précis qui spécifiera les livrables qui seront vérifiés annuellement par le Comité d'orientation.

Insertion institutionnelle et gouvernance de la Chaire

La Chaire EEM sera domiciliée à l'Université Paris – Dauphine et le directeur scientifique de la Chaire sera un professeur dauphinois. L'équipe des chercheurs de la Chaire sera constituée majoritairement mais pas exclusivement de chercheurs dauphinois. La Chaire travaillera en étroite coopération avec le centre de recherches universitaires LEDa-CGEMP (Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières) tout en veillant à ce que les programmes de recherche respectifs soient complémentaires. Les fonds de la Chaire EEM seront exclusivement alloués à des activités de recherche nouvelles et originales. Le Comité de pilotage auquel appartiendront les représentants des partenaires industriels de la Chaire et le Conseil scientifique y veilleront.

Cependant, la Chaire EEM cherchera le contact et l'échange avec d'autres chaires dauphinoises qui s'activent dans des domaines contingents comme la Chaire Économie du Climat (CEC) ou la Chaire Finance et développement durable (FDD). La Chaire EEM mettra en valeur également le réseau international important de ses responsables avec des contacts particulièrement étroits avec Florence School of Regulation (European University Institute), University of Leuven Energy Institute, Electricity Policy Research Group (Cambridge University), Institute for Energy Economics and the Rational Use of Energy (University of Stuttgart) et le Centre for Energy and Environmental Policy Research (MIT).

Le fonctionnement de la Chaire sera assuré par quatre partenaires (sponsors) qui s'engagent (sous réserve que la Chaire tienne ses engagements annuels) pour une période de cinq ans (renouvelable). Toutes les communications et manifestations de la Chaire porteront les logos des partenaires qui seront également représentés dans le comité de pilotage (voir infra). L'interlocuteur privilégié des partenaires sera le directeur scientifique de la Chaire EEM.

La gestion financière et légale de la Chaire EEM sera assurée par la Fondation Partenariale Paris-Dauphine qui a pu accumuler une large expérience dans la matière et qui gère déjà neuf chaires à l'Université Paris – Dauphine à la satisfaction des toutes les parties prenantes. Des contacts existants avec l'équipe de la Fondation faciliteront le démarrage administratif de la Chaire.

La gouvernance de la Chaire EEM suivra le cadre établi pour toutes les chaires dauphinoises qui s'organise autour du comité de pilotage. Le comité de pilotage est notamment chargé de :

- *La définition du programme des activités de la Chaire en matière de recherche et de valorisation ;*
- *La détermination de la composition de l'équipe de chercheurs ;*

- La définition et la revue du budget annuel et la vérification des engagements de la Chaire EEM ;
- La validation du rapport annuel de synthèse sur l'état d'avancement des travaux de la Chaire établi sous la responsabilité du directeur scientifique.

Le comité de pilotage dont la présidence sera assurée par le directeur scientifique de la Chaire sera composé de

- Le directeur scientifique de la Chaire ;
- Un enseignant-chercheur de l'Université Paris-Dauphine ;
- Un ou deux représentants de chaque entreprise partenaire ;
- Un représentant de la Fondation Dauphine ;
- Deux personnalités extérieures ne disposant pas de droit de vote.

Au-delà du comité de pilotage dont les conditions de création sont spécifiées dans la convention de partenariat, la Chaire EEM se dotera d'un conseil scientifique. Ce conseil scientifique sous la présidence d'une personnalité éminente réunira des chercheurs de haut niveau qui élaboreront les grandes lignes de recherche qui seront soumis au comité de pilotage. Il veillera également au respect d'un haut niveau des standards méthodologiques. De manière provisoire il est envisagé d'inviter les chercheurs suivants à siéger au Conseil scientifique de la Chaire :

- Prof. William D'Haeseleer, University of Leuven Energy Institute,
- Prof. David Newbery, Electricity Policy Research Group (Cambridge University),
- Prof. Alfred Voss, Institute for Energy Economics (University of Stuttgart),
- Prof. John Parsons, Centre for Energy and Environmental Policy Research (MIT),
- Prof. Jacques Percebois, CREDEN (Université de Montpellier).

La liste proposée est préliminaire et d'autres personnalités qualifiées proposées par les partenaires de la Chaire EEM pourront y être associées.

La Chaire EEM créera également un groupe de suivi composé du directeur scientifique ainsi que des experts désignés par les partenaires. Le groupe de suivi travaillera ensemble avec le directeur scientifique à l'implémentation du programme de la Chaire au quotidien. Il se réunira typiquement une fois par mois, quand le comité de pilotage et le conseil scientifique se réuniront typiquement une ou deux fois par an. Il est possible dans des cas motivés d'appartenir à la fois au comité de pilotage, le conseil scientifique ou le groupe de suivi.

4. Projet de l'équipe JEP (*Jeux et Économie Publique*)

4.1. Résumé

Nom du responsable de l'équipe : David Ettinger

www.leda.dauphine.fr/fr/poles/theorie

Caractérisation de la recherche

- 60% des travaux contribuent à déplacer les frontières de la connaissance économique avec un intérêt particulier aux outils et aux fondements de la théorie des jeux
- 30% des travaux sont des contributions de type « théorie appliquée » avec une part importante accordée aux mécanismes d'allocation.
- 10% des travaux apportent plus directement des réponses à des questions appliquées (domaines : environnement, marché du travail, finance ...)

Analyse SWOT

- *Forces* : **1** – Son équipe composée à la fois de chercheurs confirmés avec une stature internationale et de chercheurs plus jeunes dans une phase expansive de leurs carrières. **2** – L'attractivité et la capacité de recrutement (effectif en croissance de 130% en 5 ans)
- *Faiblesses* : **1** - Une taille encore légèrement inférieure à la taille critique adéquate. **2** – Une formation doctorale encore en construction
- *Opportunités* : A trois niveaux : **1** – Le LEDa qui offre à l'équipe JEP différentes possibilités de développement **2** – L'Université Paris-Dauphine et plus particulièrement les collaborations avec le CEREMADE. **3** – PSL* et ses membres partenaires qui ouvre de larges perspectives.
- *Risques* : **1** – La jeunesse de son équipe et les risques afférents de mobilité. **2** – Possibilités de changements de paradigme.

Mise en œuvre du projet

- **Objectifs** :
 - Le positionnement scientifique de l'équipe pour la période à venir est inchangé.
 - Les objectifs de publication demeurent les revues scientifiques du champ de recherche du champ avec une présence dans les journaux de premier rang.
 - L'équipe souhaite se renforcer sur un plan humain et continuer établir sa visibilité et sa notoriété.
 - Une amélioration de la formation doctorale.
- **Moyens** :
 - Une action énergique sur les recrutements par un travail de détection, d'attractivité (scientifique et matérielle) en s'appuyant sur les différents partenaires
 - L'animation de la vie scientifique : l'équipe souhaite pérenniser le workshop automnal, l'organisation jointe de séminaire et développer les relations avec les Universités en envisageant des mises en réseau.
 - Formation à la recherche : Augmentation des enseignements, utilisation des réseaux français et internationaux pour la détection de doctorants et leur formation. Financement de postes de postdoc.

4.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux

4.2.1. Historique

La création de l'équipe JEP résulte d'une scission du pôle EURISCO. Ce pôle initialement plus divers dans ses thématiques de recherche a fait le choix de centrer son activité scientifique sur des thématiques liées au développement et au commerce international (CF description du pôle DIAL). Dès lors, plusieurs membres d'EURISCO décidèrent de ne pas participer à la formation de ce nouveau projet et de créer l'équipe JEP.

Initialement de taille très réduite, 3 membres, l'équipe JEP s'est constituée au cours de la période 2008-2012 en un véritable groupe de recherche dynamique et cohérent grâce au recrutement de 5 nouveaux membres.

4.2.2. Caractérisation de la recherche

Au sein du LEDa, l'équipe JEP est celle dont les travaux portent le plus sur des thématiques visant à « déplacer les frontières de la connaissance » en s'intéressant aux fondements de la réflexion économique : les préférences, la décision, la théorie des jeux, la théorie du choix social, la théorie des mécanismes ou la rationalité des individus. Le volet « recherche fondamentale » de l'équipe JEP représente plus de la moitié des contributions scientifiques de l'équipe JEP

Cette fraction assez élevée doit se comprendre dans l'économie globale de la recherche au sein du LEDa et de l'Université Paris-Dauphine. De par l'existence de l'équipe JEP en son sein, le LEDa bénéficie, au côté d'équipes plus concentrées sur des thématiques spécifiques, de l'existence en son sein d'une équipe théorique de haute tenue (publications dans *Econometrica*, *JET*, *GEB* ...) s'interrogeant sur les outils et leurs fondements. On notera de plus que cet intérêt pour la théorie économique et plus particulièrement la théorie des jeux est commun avec un autre laboratoire de l'Université Paris-Dauphine, le CEREMADE, centre de recherches en mathématiques appliquées qui a toujours accueilli un groupe de théoriciens des jeux (d'où la présence de liens forts entre plusieurs membres de l'équipe JEP et le CEREMADE).

In fine, 60% environ des travaux de l'équipe JEP « contribuent à déplacer les frontières de la connaissance économique ».

Par ailleurs, la recherche de la majorité des membres de l'équipe comporte aussi un volet dans le domaine de ce qui est appelé couramment la théorie appliquée. Ainsi, environ 30% des contributions de l'équipe participent à l'acquisition de connaissances ouvrant la voie à des applications identifiées. Cela recouvre un champ assez large de domaines. On pourra ainsi citer, par exemple, les différentes contributions dans le domaine des enchères et des mécanismes d'appariement, les réflexions autour des questions environnementales ou de l'endettement public ... On notera qu'un volet important de ces recherches s'effectue dans la continuité des travaux plus théoriques précédemment mentionnés.

Enfin, de façon certes plus faible, 10% environ des recherches de l'équipe préparent la voie à des réponses à des questions économiques dans des domaines aussi variées que la finance, les allocations chômage, les appels d'offre ou les questions environnementales.

Notons que cette classification correspond à des programmes de recherche bien plus qu'à des individus, la majorité des membres de l'équipe ayant des contributions dans plusieurs de ces registres.

4.2.3. Destinataires de la recherche

Les activités du pôle ont trois destinataires principaux : le monde de la recherche, les pouvoirs publics et les étudiants.

Concernant les recherches les plus théoriques portées par l'équipe JEP, leur destinataire naturel est le monde de la recherche. Le travail consistant à déplacer les frontières de la connaissance en sciences économiques se fait, bien entendu, de façon collaborative avec l'ensemble de la communauté scientifique s'intéressant à cette question. Les contributions des membres de l'équipe ont donc vocation à être communiquées aux autres scientifiques s'intéressant aux mêmes questions théoriques. De plus, ces recherches servent aussi à fournir des éléments de réflexions sur les concepts et les outils utilisés à l'ensemble de la communauté des économistes. Enfin, dans le cas des contributions les plus théoriques, dans leurs phases de développement, avant la réalisation potentielle d'un volet plus appliqué, elles se situent à un niveau trop abstrait pour avoir un écho en dehors de la sphère du monde de la recherche. Celui-ci inclut, bien entendu, les étudiants en formation à la recherche qu'ils soient en master ou en doctorat que les membres de l'équipe tentent de rapprocher des frontières de la connaissance scientifique.

Les autres recherches menées au sein du pôle, plus appliquées, ont bien entendu vocation à être communiquées au sein de la communauté scientifique au sens large mais ont aussi pour perspective d'enrichir la réflexion des acteurs économiques au premier rang desquels sont placés les pouvoirs publics (il ne s'agit pas uniquement d'un souhait, on pourrait ainsi mentionner les interventions de D. Ettinger auprès du Ministère des Transports sur les problématiques liées aux enchères et aux appels d'offre).

4.2.4. Organigramme fonctionnel

En raison de la modestie de sa taille et parce qu'elle se perçoit avant tout comme une équipe du laboratoire LEDa, le mode de fonctionnement de l'équipe JEP est relativement léger. Il n'existe ainsi pas de règlement intérieur.

L'équipe est dirigée par un membre choisi par ses pairs. En plus du responsable d'équipe, le JEP est représenté dans les instances du LEDa par un autre membre (professeur si le responsable est un maître de conférences et maître de conférences sinon) lui aussi choisi par ses collègues d'équipe.

Les membres de l'équipe se réunissent 3 à 4 fois par an afin de discuter des différents sujets concernant la vie de l'équipe (orientations scientifiques, recrutement, perspectives ...) en plus des échanges et communications régulières.

4.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques

4.3.1. Orientations du projet

Le projet de l'équipe JEP consiste en la formation d'un pôle de recherche s'intéressant à l'économie théorique et à la théorie appliquée disposant d'une production et d'une crédibilité scientifique de niveau national et, à moyen terme, européen. Cet objectif s'appuiera sur plusieurs éléments : des publications d'excellent niveau, une vie et une animation scientifique en expansion et, à moyen terme, la formation à la recherche de doctorants et possiblement des applications des recherches répondant à des problématiques d'économie publique (avec une ouverture assez large sur le type de problématiques abordées).

Le champ de recherche vers lequel seront orientées les ambitions scientifiques de l'équipe est constitué des principaux éléments de la théorie économique (préférences, décision, jeux, mécanismes, rationalité ...) et de leurs applications au sein de l'économie publique au sens large⁷.

Sans sombrer dans l'autosatisfaction, le bilan des quatre premières années d'existence nous apparaît très positif (c.f éléments précédents et auto-évaluation). Partant de peu d'éléments, une véritable équipe scientifique s'est structurée avec un bilan en terme de publications et d'activités scientifiques de haut niveau. La phase de création étant assurée, l'étape suivante consiste en la pérennisation de l'équipe que cela soit dans sa structure humaine ou dans les différents aspects de sa vie scientifique. Tout en capitalisant les éléments précédemment mentionnés, une nouvelle dimension devra être donnée à la formation à la recherche et un renforcement de l'équipe permettra de donner une force et un écho plus large à ses actions.

Ce projet se conçoit évidemment comme une brique du projet plus large porté par le LEDa. La forme précise que prendra l'équipe JEP au sein du LEDa à un horizon plus éloigné (équipe, pôle, groupe thématique ...) ne modifiant en rien son ambition scientifique. Par ailleurs, les perspectives ouvertes par PSL* sont encore à préciser, le projet de l'équipe JEP est suffisamment ouvert pour pouvoir s'intégrer à cette ambition plus large dont nous ne pouvons anticiper que des répercussions favorables.

4.3.2. Points forts

La force principale de l'équipe JEP est, bien entendu, constituée par **ses membres**. L'équipe se compose d'un côté de chercheurs ayant déjà une expérience et un rayonnement scientifique fortement établis et de plus jeunes chercheurs dans une phase expansive de leurs carrières. Dans la première catégorie, on pourra citer Françoise Forges récemment récompensée par une médaille d'argent du CNRS, membre du Conseil de la Recherche de PSL* et dont la stature scientifique rejaillit sur l'ensemble de l'équipe en faisant directement profiter à ses membres de ses connaissances et de ses analyses mais aussi par la visibilité qu'elle apporte à l'équipe (la visibilité n'étant pas une valeur scientifique en tant que telle mais un élément favorable pour les recrutements, l'attraction de professeurs invités, d'événements, de séminaires, de collaboration avec d'autres pôles ...). Dans la seconde catégorie, on pourra citer, par exemple, les maîtres de conférences les plus récemment recrutés, Jean-Philippe Lefort et Marion Oury publiant dans *Economic Theory, Games and Economic Behavior, Econometrica* et ayant déjà établi des réseaux de collaborations scientifiques avec les experts de leurs champs de recherche tant en France qu'à l'étranger.

Ces observations découlent d'un second atout de l'équipe, son **attractivité** et sa **capacité de recrutement**. D'un côté, la visibilité de l'équipe, son image positive et sa capacité à fournir de bonnes conditions de travail (que nous développerons ultérieurement en parlant de son environnement) permettent d'attirer des chercheurs de bon niveau tel que ceux mentionnés précédemment ou le major de l'agrégation 2010. D'un autre côté, la crédibilité qu'a acquis le pôle au sein du LEDa lui permettant d'obtenir que, au cours des 4 dernières années, 5 recrutements aient été effectués au sein de l'équipe du JEP (une augmentation de plus de 130% des effectifs de l'équipe alors que les effectifs du LEDa sont en légère augmentation sur la même période).

De façon plus générale, l'équipe JEP a acquis au cours de ces quatre années d'existence une crédibilité interne (au LEDa et à l'Université Paris-Dauphine) et externe sur laquelle il semble loisible de construire en s'appuyant sur l'excellence scientifique et le dynamisme de ses membres.

⁷ Le choix est donc celui de la théorie et de la théorie appliquée sans se limiter à des sous-domaines spécifiques.

4.3.3. Points faibles

L'équipe JEP souffre évidemment encore de faiblesses.

Sa taille est encore légèrement inférieure à la taille critique adéquate. Le renforcement de l'équipe par le recrutement d'un chercheur confirmé et d'un jeune chercheur pourrait permettre de s'en approcher. L'idée n'est pas de grossir à tout prix mais de constituer un groupe de chercheurs suffisamment étoffé et divers pour pouvoir structurer plus aisément les différents éléments d'une vie scientifique riche : formation, organisation d'événements, séminaires, animation de réseaux ... De plus, une taille réduite d'équipe constituée en bonne partie de maîtres de conférences la rend vulnérable aux aléas y compris les plus heureux comme la réussite au concours de l'agrégation (on peut envisager raisonnablement au moins deux départs de ce fait au cours des quatre années à venir). Pour nuancer ce propos, on notera qu'un rapprochement plus actif avec les économistes mathématiciens du CEREMADE pourrait aider à réduire cette faiblesse.

De façon plus notable, le nombre limité de doctorants formés au sein de l'équipe pose question. Différents éléments expliquent cette situation : Le JEP est une équipe jeune qui n'a pas encore acquis la visibilité suffisante au sein du public des étudiants. Le positionnement général de l'Université Paris-Dauphine fait que celle-ci n'est pas perçue, pour le moment, comme une destination naturelle pour effectuer des études approfondies dans les domaines les plus théoriques de l'économie. Elle n'offre pas non plus de master recherche généraliste orientant potentiellement des étudiants sur des thèses portant sur des questions théoriques. L'équipe JEP se devra de trouver une nouvelle approche de la formation à la recherche pour pallier ce problème.

4.3.4. Risques liés au contexte

La jeunesse de l'équipe JEP et l'absence d'acquis à défendre lui permettent d'envisager son environnement principalement comme une source d'opportunités, néanmoins elle fait aussi face à plusieurs risques

Comme nous l'indiquions précédemment, le principal atout d'une équipe de recherche est constitué par les membres qui la forment. Les premières menaces extérieures sont donc celles qui portent sur la présence de ces membres. Ces menaces sont d'autant plus naturelles si on envisage les probabilités de réussite au concours de promotion au grade de professeur qui entraîne quasi automatiquement un départ. Maintenir un groupe de Maîtres de Conférences ne peut donc s'obtenir que par des réguliers recrutements. Dans ce domaine, l'équipe JEP est en concurrence principalement avec quelques acteurs clairement identifiés⁸. Le risque auquel l'équipe fait face est de ne pas pouvoir effectuer des recrutements de bon niveau si elle ne situe pas au niveau (ou au dessus du niveau) de cette concurrence

De façon moins définie, l'équipe est menacée par des modifications mineures ou majeures des paradigmes économiques qui placeraient ses réflexions en porte-à-faux par rapport à l'évolution de la science économique. Ce type de menace est consubstantielle à la recherche. A tout le moins, pouvons-nous espérer de par l'intérêt de l'équipe pour les domaines d'étude aux frontières de la connaissance de pouvoir observer le plus tôt possible ces changements et de s'y adapter ainsi rapidement. Observer ces évolutions (si on ne peut être à leur origine) et s'y adapter sans pour autant s'attacher à l'écume de l'activité de son domaine de recherche est nécessaire au maintien d'une activité scientifique de haute tenue.

⁸ Cette concurrence est saine et assumée, les relations avec ces laboratoires étant plutôt coopératives par ailleurs.

4.3.5. Possibilités liés au contexte

A différents niveaux, l'équipe JEP évolue dans un environnement qui lui offre de nombreuses opportunités. Tout d'abord, bien entendu, le laboratoire LEDa au sein duquel le JEP se situe. Cette intégration permet de bénéficier à la fois des moyens matériels d'un laboratoire de taille conséquente et d'un environnement scientifique propice et vivant : échanges entre chercheurs du laboratoire, nombreux séminaires, collaborations scientifiques et participations aux formations animées par d'autres membres du LEDa ...

Au delà de cette intégration naturelle dans le LEDa, le JEP fait vivre, depuis sa création, des liens avec d'autres laboratoires de l'Université Paris-Dauphine et en particulier le CEREMADE. En effet, la culture mathématique de nombreux membres de l'équipe JEP et la place importante de l'économie mathématique et de la théorie des jeux au sein du CEREMADE ont fait émergé des collaborations entre les deux entités. Celles-ci prennent la forme de participations actives à des séminaires, voir de collaborations comme cela a pu être le cas pour le séminaire parisien de théorie de jeux à l'IHP, d'organisation commune d'événements ou de réflexion commune pour les stratégies de recrutement. Ces collaborations, vu la jeunesse du JEP, sont encore à développer mais la tendance observée au cours des quatre dernières années indique une volonté partagée de construire⁹.

Enfin, il convient de mentionner comme cadre favorable de développement l'Université Paris-Dauphine et PSL*. L'Université Paris-Dauphine donne accès à des moyens matériels pour la recherche, des formations et des étudiants de grande qualité. A ce propos, il convient de souligner tous les efforts récents mis en œuvre pour promouvoir la recherche : décharges d'enseignement pour les nouveaux recrutés, incitations à la publication, flexibilité et opportunités créées par les chaires, dispositifs ouverts pour recruter des chercheurs de grande renommée ... De son côté, PSL* est une création récente dont le fonctionnement est à construire. Elle est porteuse de nombreuses promesses de collaborations avec d'autres équipes de recherche présentes au sein d'institutions partenaires au sein de PSL*. Les perspectives de développement ainsi ouvertes sont stimulantes, enthousiasmantes mais encore à préciser.

4.4. Mise en œuvre du projet de recherche

Avant de présenter les éléments de la mise en œuvre du projet, nous préciserons quelques éléments.

Le positionnement scientifique de l'équipe à un horizon de 4 ans est le même que celui choisi au cours des 4 années passées avec une ouverture sur les différents aspects de la théorie économique et de ses applications.

Concernant les **besoins matériels**, en dehors des rémunérations (CF ci-dessous), ils sont assez modestes et assurés par les dotations de l'équipe, les incitations à la publication financées par l'Université et les versements issus de l'apprentissage. Si des besoins spécifiques plus importants apparaissent, l'adossement à des chaires et le recours à des appels à projets seront envisagés.

Enfin, les **objectifs de publication** sont inchangés : les revues scientifiques du champ de recherche avec une volonté de présence y compris dans les journaux de premier rang. Quelques publications de vulgarisation seront aussi considérées comme des réalisations appréciables.

Les principales mesures mises en place pour la réalisation du projet sont les suivantes.

Les recrutements. Sans avoir un contrôle parfait de cette question, il est possible d'agir dans ce domaine. Tout d'abord, notons qu'au sein du LEDa, l'activité de recrutement est régulière et à un

⁹ Yannick Viosat, membre du CEREMADE, venant ainsi de formaliser sa proximité scientifique avec l'équipe JEP en s'y rattachant partiellement.

niveau assez élevé tant pour les professeurs que pour les maîtres de conférences. A titre d'illustration, au printemps 2011, 6 recrutements ont été effectués, en 2012, 3 recrutements et en 2013, 6 autres recrutements sont programmés. Afin que l'excellence des recrutements soit la règle plutôt qu'un vœu pieux, nous souhaitons accroître encore l'attractivité de l'équipe et du LEDa. Les différents éléments étant imbriqués, un des premiers éléments d'attraction des candidats repose évidemment sur la qualité scientifique de l'équipe. Mais d'autres actions plus directes peuvent être menées : l'amélioration des conditions matérielles (décharges de cours, enseignements et public étudiant stimulants, conditions de travail confortables ...), l'adossement à des chaires de l'Université Paris-Dauphine ou des montages avec l'Idex PSL* afin de proposer des rémunérations adaptés pour recruter des chercheurs très reconnus.

A noter que nous parlons de la qualité des recrutements, les mêmes éléments s'appliquent pour motiver les membres de l'équipe en place à ne pas la quitter.

La vie scientifique. Celle-ci ne se conçoit évidemment pas au seul niveau de l'équipe mais à celui du LEDa, de l'Université Paris-Dauphine voire de PSL*. Pour renforcer l'animation scientifique, différentes possibilités sont envisageables à moyen terme : la pérennisation du workshop automnal pour en faire un rendez-vous annuel, l'organisation ou l'organisation jointe d'un séminaire spécifique, le prolongement des relations établies avec les Universités de Naples et Salerne avec une possible mise en réseau avec d'autres groupes de recherche *amis* (CERGE-IE, CORE, ...) ceci facilitant les visites de chercheurs mais aussi de doctorants et l'organisation jointe d'événements scientifiques.

La formation à la recherche. Partant du constat de défaillance partielle sur ce point, diverses actions seront menées pour apporter une solution. Notons, tout d'abord, que l'implication dans l'enseignement de la recherche au sein du master EMFI est encore très récente et ses fruits sont encore à venir. Au delà de cette filière, un travail de détection précoce d'étudiants intéressés par la recherche en économie au sein du département MIDO a débuté en 2012. Les étudiants motivés suivront un stage estival d'initiation à la recherche afin de les sensibiliser aux questionnements et à la méthode de la recherche en économie. Des chercheurs de l'équipe pourraient effectuer des enseignements au sein de l'ENSAE ou au sein d'écoles d'ingénieur membres de PSL* dans cette même démarche de prospection.

Les réseaux internationaux de l'équipe pourraient aussi être mis à contribution mais plutôt plus pour l'accueil de doctorants pendant une année ou pour des cotutelles¹⁰.

Malgré ces démarches, les objectifs de l'équipe à un horizon de 4 ans restent modestes. Il s'agit au cours de cette période de mettre en place des structures dont les fruits seront futurs.

Si le projet à moyen terme et les éléments de sa mise en œuvre sont clairement définis, parler des objectifs à plus long terme (10 ans), dans les circonstances présentes, paraît illusoire et présomptueux. A un tel horizon, la place de l'équipe JEP sera à définir au sein du projet du LEDa, ainsi que de PSL*. Les mois et l'année à venir devraient permettre de préciser ces perspectives. Gageons que le positionnement choisi par l'équipe JEP à un horizon de 4 ans ne pourra trouver qu'un écho favorable et un terrain fertile dans ces projets.

¹⁰ En effet, les institutions de recherche ont tendance à garder leurs meilleurs candidats à la thèse en leur sein.

5. Projet de l'équipe LEGOS (*Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé*)

5.1. Résumé

Nom du responsable de l'équipe : Brigitte Dormont

<http://www.legos.dauphine.fr/>

Au premier juillet 2012, le Laboratoire d'Economie et de Gestion des Organisations de Santé comprend 11 enseignants-chercheurs (six maîtres de conférences et cinq professeurs), 5 chercheurs associés, un interne en santé publique et 24 doctorants (dont 15 disposent d'un financement pour leur thèse).

Sur le quinquennal 2007-2012, deux maîtres de conférences et un professeur sont arrivés au LEGOS. Deux maîtres de conférences en sont partis sur la même période, suite à leur réussite au concours de l'agrégation. Muté en 2012 à l'université de Bordeaux Segalen, un professeur ne peut plus assumer de tâches d'enseignement à Dauphine, mais continue ses recherches au sein du LEGOS. Deux professeurs partiront à la retraite durant le prochain quinquennal en 2015 et 2016. Les recrutements seront donc un élément clé pour soutenir la vitalité de l'équipe et lui donner les moyens de réaliser ses projets pour le futur quinquennal.

Sur la période précédente, l'équipe a nettement progressé en matière de publications. 58 articles ont été publiés dans des revues à comité de lecture, dont 12 dans des revues de premier plan : 9 classées 1 par le classement CNRS de la section 37 et trois qui sont au sommet des revues médicales ou d'épidémiologie.

Le Legos a aussi fourni un effort considérable pour développer son offre de formation au niveau master, ainsi que la formation à la recherche. Le quinquennal a vu la création d'une spécialité recherche, l'ouverture de l'apprentissage pour deux spécialités professionnelles, l'ouverture d'une troisième spécialité professionnelle et la création du MBA santé. 8 thèses et 2 HDR ont été soutenues depuis 2007. L'équipe est aussi une structure d'accueil pour les internes en santé publique.

L'objectif de l'équipe pour le prochain quinquennal est de renforcer sa production scientifique dans les cinq axes qui orientent désormais ses travaux : Régulation et financement du système de santé ; Vieillesse et soins de long terme ; Accès aux soins et inégalité de santé ; Evaluation - performance ; Santé et travail.

La dynamique en cours suppose la poursuite d'un fort investissement dans la recherche, avec une ambition soutenue dans l'encadrement des doctorants. Elle sera conduite en cohérence avec le maintien d'une activité d'expertise qui constitue le cœur de métier de certains membres de l'équipe et contribue à maintenir nos liens avec les acteurs du monde de la santé et les institutions en charge de la régulation du système de soins.

La crédibilité des ambitions du Legos est soutenue par les très nombreux partenariats noués par ses membres, les programmes européens en cours, les possibilités ouvertes par l'existence de la Chaire Santé, la création du Labex FCD et l'émergence du projet SHARE.

Caractérisation de la recherche

Les travaux menés par le LEGOS visent à :

- transformer les paradigmes utilisés pour évaluer les systèmes de soins ;
- participer à l'accumulation de connaissances sur des thèmes d'intérêt pour l'action publique, notamment la régulation des systèmes de soins ;
- mobiliser son expertise pour répondre à la demande sociale émanant des institutions du système de santé.

Analyse SWOT

Forces:

- Notoriété académique de l'équipe dans le champ de l'économie de la santé en France et en Europe.
- Reconnaissance par les institutions du champ sanitaire.
- Attractivité de l'équipe.
- Un master recherche attirant de bons doctorants.
- Nombreux liens de collaboration des chercheurs du Legos avec des chercheurs en économie de la santé au niveau national et international.
- Réseau mis en place dans le cadre de la Chaire santé.

Faiblesses :

- Equipe soumise aux aléas des rotations de ses chercheurs. Deux de ses membres ont réussi le concours de l'agrégation. Deux professeurs partiront en retraite durant le prochain quinquennal.
- Très large spectre d'activités pour une équipe de taille assez modeste
- Equilibre fragile qui dépend étroitement des recrutements.

Opportunités :

- Dans l'IDEX PSL*, le Labex « Finance et Croissance Durable » nouvellement créé, dont l'axe « Finance des transitions démographiques et économiques » est co-dirigé par Brigitte Dormont.
- Développement de l'axe santé-travail grâce à l'arrivée d'Eve Caroli.
- Chaire santé renouvelée pour 5 ans en 2012.
- Le projet SHARE, en cours de démarrage.

Risques :

- Risque d'épuisement dans la réponse à la demande sociale, très forte en santé, difficulté à maintenir un dosage équilibré entre études et recherche.
- Objectif : accentuer l'investissement dans la recherche, tout en maintenant l'activité d'expertise.

Mise en œuvre du projet

- Objectif : investissement accentué dans la recherche, avec une ambition maintenue dans la qualité des publications et l'encadrement des doctorants.
- Cinq axes de recherche : Régulation et financement du système de santé ; Vieillesse et soins de long terme ; Accès aux soins et inégalité de santé ; Evaluation - performance ; Santé et travail
- Moyens : les nombreux partenariats, les programmes européens en cours, la Chaire Santé, le Labex FCD et SHARE.

La vitalité de l'équipe repose directement sur le remplacement des départs et l'accroissement de sa taille.

5.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux

5.2.1. Caractérisation de la recherche

Le LEGOS développe des travaux qui visent trois objectifs :

- *Déplacer les frontières de la connaissance.* Deux programmes de recherche internationaux initiés au cours du quinquennal écoulé ont permis de transformer radicalement les paradigmes utilisés pour évaluer les systèmes de soins. L'utilisation de la philosophie de la responsabilité dans le programme « Inégalités des chance en santé » permet de donner des fondements normatifs à l'analyse des inégalités sociales de santé¹¹. Le programme « valeur de la santé » est aussi très novateur¹². Son examen critique des fondements éthiques des méthodes d'évaluation en santé a permis la construction d'une méthode d'évaluation équitable des politiques de santé qui dépasse les limites de l'analyse *coût-bénéfice* et de l'analyse *coût-efficacité* en introduisant une priorité pour ceux qui sont les plus défavorisés et en tenant compte des préférences individuelles aussi bien en matière de santé qu'en matière d'arbitrage entre santé et autres biens. Sur le quinquennat écoulé la production associée à ces recherches de nature fondamentale correspond à 20% environ de la production scientifique du LEGOS. La poursuite de ces deux programmes sur les années à venir, et les nombreux articles en cours de réalisation dans le programme « valeur de la santé » permettent d'anticiper que ce pourcentage devrait augmenter dans le futur et atteindre au moins 30 %.
- *Participer à l'acquisition de connaissances ouvrant la voie à des applications identifiées.* Dans une proportion de 60 %, les travaux de recherche du LEGOS participent à l'accumulation de connaissances sur des thèmes d'intérêt pour l'action publique, et notamment la régulation des systèmes de soins en France ou dans d'autres pays : tarification hospitalière, régulation des hôpitaux publics et privés, régulation de l'assurance maladie, rémunération des médecins, comportements de localisation des médecins, rôle des interactions familiales dans la prise en charge de la dépendance, inégalités de santé, etc.
- *Préparer les réponses directes à des enjeux sociaux, économiques ou culturels.* Le LEGOS répond très régulièrement à la demande sociale émanant des institutions de régulation du système de santé (CNAMTS, Ministère des affaires sociales et de la santé, Haut Conseil de Santé Publique, Fondation de coopération scientifique Alzheimer, Fonds CMUC, Haute Autorité de Santé, IRESP, INPES ...). Cette activité d'expertise, correspond à environ 20 % de sa production scientifique sur le dernier quinquennal.

5.2.2. Destinataires de la recherche

Quatre principaux destinataires de l'activité du LEGOS peuvent être identifiés :

- *Le monde de la recherche :* les travaux du LEGOS ont pour ambition de participer aux débats académiques dans des revues internationales de premier plan, généralistes ou spécialisées en économie de la santé, économie publique ou économie du travail.

¹¹ Soutenu par la Chaire Santé, ce programme fait intervenir trois chercheurs, du LEGOS, d'AMSE et de l'université de LEEDS.

¹² Mis en place par la Chaire Santé autour d'une enquête d'évaluation contingente originale, il fait intervenir six chercheurs, dont trois du LEGOS et des chercheurs d'AMSE, de Princeton University et de la Katholieke Universiteit à Leuven.

Plusieurs publications mentionnées dans l'annexe de la partie auto-évaluation du rapport ont fait l'objet de nombreuses citations.

- *Les pouvoirs publics* : comme nous l'avons déjà précisé, les relations de l'équipe avec les institutions du système de santé sont denses. Certains membres du Legos siègent dans des commissions d'importance, comme le Haut Conseil sur l'Avenir de l'Assurance Maladie et la Commission des Comptes de la Santé (Brigitte Dormont), le conseil scientifique de la CNSA (présidé par Marie-Eve Joël).
- *Les acteurs économiques et culturels* : La Chaire Santé, développée sous l'égide de la Fondation du Risque au sein de l'Institut Louis Bachelier est à la source de contacts avec des entreprises du secteur de la finance et de l'assurance et surtout avec les acteurs majeurs du système de santé français que sont les mutuelles.
- *Les citoyens* : la publication visant des publics en dehors de la sphère académique (ouvrage ou articles de vulgarisation) et participant à l'éclairage du débat public est une activité recherchée par plusieurs membres de l'équipe, dont certains participent à des cercles de réflexion ("Think Tank"), ou à des organismes de nature académique qui se donnent pour but d'alimenter les débats sur les politiques publiques (CEPREMAP, Institut des Politiques Publiques). A titre individuel, certains membres du LEGOS ont une visibilité médiatique affirmée.

5.2.3. Organigramme fonctionnel

Le LEGOS est une équipe du Laboratoire d'Economie de Dauphine (LEDa). Il gère à ce titre une ligne budgétaire. Il est représenté au conseil de laboratoire par la directrice de l'équipe, Brigitte Dormont (depuis le deuxième trimestre 2012).

5.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques de l'équipe

L'auto-évaluation a souligné la progression de l'équipe sur la période en ce qui concerne le nombre de publications internationales dans des revues académiques de premier plan. Sur le quinquennal, le Legos a aussi fourni un effort considérable pour le développement de l'offre de formation à la recherche.

L'objectif de l'équipe pour le prochain quinquennal est de continuer à renforcer sa production scientifique dans les cinq axes qui orientent ses travaux : Régulation et financement du système de santé ; Vieillesse et soins de long terme ; Accès aux soins et inégalité de santé ; Evaluation - performance ; Santé et travail.

De nombreux projets de recherche en cours sont prometteurs et permettent d'être optimiste sur la qualité des productions scientifiques à venir du LEGOS: le projet sur les Inégalités des chances en santé, celui sur la valeur de la santé, mais aussi les expérimentations sociales en cours de prolongement sur l'Aide à la Complémentaire Santé, le grand programme hôpital mené par Brigitte Dormont dans une collaboration Dauphine-PSE-Cepremap, le projet SHARE, tous les projets sur la médecine ambulatoire portés par Anne-Laure Samson. Pareillement, l'axe santé travail développé par Eve Caroli s'inscrit dans un champ de recherche particulièrement dynamique.

5.3.1. Points forts

L'identité et la notoriété de l'équipe dans le champ de l'économie de la santé en France et en Europe :

- Un des points forts du LEGOS est la qualité de ses publications : sur 58 articles ACL, 12 publications ont été réalisées dans des revues de premier plan (9 classées 1 par le classement CNRS (section 37, 2011), et trois qui sont au sommet des revues médicales ou d'épidémiologie).
- Reconnaissance académique et reconnaissance de la part des institutions du champ sanitaire : le LEGOS est une équipe de référence en économie de la santé qui facilite les contacts avec les chercheurs internationaux et les financeurs potentiels. Le LEGOS est une équipe attractive, comme en témoignent les recrutements effectués.
- Un master recherche adossé à l'équipe attirant de bons doctorants : 24 doctorants, dont 15 sont financés, participent activement aux recherches. Une formation doctorale de qualité renforcée, grâce à l'accès au programme programme doctoral international de la Swiss School of Public Health + et aux Journées des doctorants en économie de la santé (voir les annexes 5.3.7 et 5.3.8 dans la partie auto-évaluation).
- Un financement pérenne des programmes de recherches les plus prometteurs par la Chaire Santé et, dans un avenir proche, par le Labex Croissance et Finance Durable et le projet SHARE (voir plus bas).
- Les chercheurs du LEGOS ont noué des liens étroits de collaboration avec de nombreux autres chercheurs en économie de la santé d'AMSE, de PSE, du CERMES, de l'IRDES, de l'ISPED (INSERM) et du CRESE (Besançon), et, au niveau international, de l'université de Leeds, de Toronto, de Princeton, de Louvain, d'Oslo, du Michigan, etc. Au niveau national, ces collaborations ont conduit à des liens durables de coopération, conformes aux valeurs portées par notre équipe. Elles se sont traduites par des actions communes comme les Journées des doctorants en économie de la santé, portées scientifiquement par des membres du LEGOS, de PSE, d'AMSE, de l'Université de Lausanne et de Besançon (voir l'annexe 5.3.7 dans la partie auto-évaluation).
- Dans le même esprit, la Chaire Santé a été conçue par Brigitte Dormont comme un réseau devant regrouper les chercheurs en économie de la santé. Dans le cadre du renouvellement de la convention de la Chaire, le CREST s'inscrit comme une de ses institutions partenaires et les liens tissés par le LEGOS vont s'étendre encore grâce au développement de l'axe santé travail par Eve Caroli. Cette dernière est déjà membre du Conseil d'Orientation du DIM GESTES (Groupe d'Etudes sur le Travail et la Souffrance au Travail). Enfin, le projet SHARE est aussi conçu comme largement coopératif: il consiste à produire un bien public, une base de données, accessible sans limite aux chercheurs qui en font la demande et l'organisation prévue cherche à animer la recherche sur ces données avec un consortium scientifique regroupant plusieurs centres de recherche.

5.3.2. Points faibles

L'équipe est soumise aux aléas des rotations de ses chercheurs et en quelque sorte victime de ses succès. Sur le quinquennal, deux de ses membres ont réussi le concours de l'agrégation : Agnès Gramain et Florence Jusot. L'année 2012 est marquée par le départ de Florence Jusot, nommée professeur à l'université de Rouen, et celui d'un professeur (Jérôme Wittwer), nommé à la mutation à l'université Bordeaux Segalen (Bordeaux est sa ville de résidence depuis plusieurs années). Si Jérôme Wittwer pourra continuer à être membre du LEGOS pour y effectuer ses recherches, il ne pourra plus assumer de responsabilité en matière de formation. Deux professeurs seront amenés à partir à la retraite durant le prochain quinquennal (2015 et 2016).

L'auto évaluation et le présent projet montrent que les membres du LEGOS assument avec intensité un très large spectre d'activités et sont porteurs de plusieurs projets ambitieux. L'équipe est de taille assez modeste pour l'ensemble des tâches accomplies. L'équilibre est donc assez fragile et dépend très directement du remplacement des départs, voire de l'accroissement de la

taille de l'équipe. Son attractivité donne de bons espoirs. Mais le recrutement constitue un enjeu majeur des prochaines années.

5.3.3. Risques liés au contexte

Le risque principal, évoqué dans l'auto-évaluation, est celui de l'épuisement d'une part des ressources humaines dans la réponse à la demande sociale, très forte dans le champ sanitaire. Articuler recherches académiques et études en un même lieu correspond à un modèle international en économie de la santé : on trouve cette organisation à York au Royaume Uni, ou à Lausanne, avec l'Institut d'Économie et de Management de la Santé. Il est cependant difficile de maintenir un dosage équilibré entre étude et recherche. L'histoire du Legos explique son important engagement dans la réponse à la demande sociale. Mais les recrutements effectués depuis une dizaine d'années ont contribué à augmenter progressivement l'implication dans la recherche académique. Plus récemment, l'arrivée de Jérôme Wittwer, Brigitte Dormont, Florence Jusot, Anne-Laure Samson, Sabine Delzescaux et Eve Caroli ont accentué cette orientation. Les opportunités offertes par la Chaire Santé ont aussi permis plus d'autonomie dans les financements. Par rapport aux années antérieures, la proportion de publications académiques a fortement augmenté dans la production scientifique du quinquennal qui s'achève (avec 12 publications de tout premier plan, classées 1 par le classement du CN du CNRS (9), ou premières dans leur champ (3)).

La politique scientifique du Legos pour les années à venir est de poursuivre résolument dans cette direction, en accentuant encore l'investissement dans la recherche. Toutefois, il nous semble important de maintenir l'activité d'expertise qui est le coeur de métier de certains des membres du Legos et contribue aussi à sa réputation.

5.3.4. Possibilités liées au contexte

Le développement de l'axe santé-travail doit permettre au Légos de se positionner sur un thème de recherche très important du champ de l'économie de la santé. Il bénéficie de l'arrivée d'Eve Caroli, qui est une spécialiste reconnue de l'économie des ressources humaines.

Dans le cadre de l'Idex PSL*, un Labex « Finance et Croissance Durable » (FCD) a été créé. Il comporte un axe « Finance des transitions démographiques et économiques » qui est co-dirigé par Nicole El Karoui et Brigitte Dormont. Cet axe vise à étudier les évolutions démographiques sous l'angle de leur incidence économique et financière. Il touche à des problèmes liés au vieillissement de la population et pourra interagir fortement avec les questions qui seront abordées dans le cadre du consortium scientifique qui sera développé autour de l'enquête SHARE. Il permettra de renforcer le financement de la recherche académique dans le LEGOS, notamment par le financement de postes de post-docs. Plus généralement, l'environnement de PSL* est particulièrement stimulant : l'INSERM est membre de PSL*, ainsi que l'Institut Curie.

La Chaire Santé a vu sa convention de partenariat renouvelé en 2012 avec la MGEN. Elle poursuivra sa politique active de construction d'un réseau de chercheurs en économie de la santé, permettant aux chercheurs du LEGOS d'interagir avec d'autres chercheurs français et étrangers (voir annexe 4.3.1).

Le projet SHARE (voir annexe 4.3.2) est en cours de montage depuis juin 2012. Il s'agit de réaliser la partie française de l'enquête SHARE au sein du Legos, d'animer l'interface avec l'ERIC européen SHARE et d'animer le consortium scientifique coordonnant les recherches sur ces données. Un financement est assuré via des dotations en provenance de l'IRESP, du Ministère de la recherche et de la CNSA. Brigitte Dormont est co-responsable de ce projet avec Marie-Eve Joël. Celle-ci est *Country Team Leader* pour la France et Brigitte Dormont sera présidente du conseil scientifique du consortium (composé de l'AMSE, la Chaire Santé Dauphine, la CNAV, l'INED, l'INSEE, l'IRDES, le

LEGOS et PSE). Ce projet d'envergure décrit en annexe sera une source additionnelle d'internationalisation de la recherche, puisque le réseau européen associé est un lieu privilégié d'échanges. Les thèmes abordés grâce à ce panel de données micro économiques internationales, sont ceux des dynamiques du vieillissement et des trajectoires de santé et de travail que peuvent connaître les européens. Ils sont en résonance avec les thèmes de recherche du Legos depuis de nombreuses années et avec le sujet de l'axe dont Brigitte Dormont est co-responsable au sein du LABEX FCD.

SHARE devra aussi être la source d'opportunités de collaboration au sein du LEDa avec les chercheurs qui s'intéressent aux systèmes de retraites, aux comportements d'anticipation et de décision des individus dans une optique de comparaison internationale. En effet, la plateforme qui sera mise en place comportera un ingénieur statisticien qui devra offrir un accès particulièrement convivial aux données pour les chercheurs intéressés.

Ainsi, avec la Chaire Santé et le Labex FCD dans le cadre de l'IDEX PSL*, avec SHARE, plusieurs opportunités sont présentes pour soutenir les projets du LEGOS pour le quinquennal à venir. Des recrutements sont néanmoins indispensables pour soutenir cette dynamique.

5.4. Mise en œuvre du projet de recherche

Les grandes lignes de mise en œuvre du projet sont contenues dans les considérations qui précèdent. Notre objectif est de maintenir et d'accentuer la dynamique qui a porté l'activité du Legos dans le quinquennal qui s'achève. Dynamique qui suppose un investissement accentué dans la recherche, avec une ambition maintenue dans la qualité des publications et l'encadrement des doctorants. Dynamique plurielle, qui compose avec une activité d'expertise pour maintenir le lien du laboratoire avec les acteurs du monde de la santé et les institutions en charge de la régulation du système de soins.

Les très nombreux partenariats noués par les membres du Legos, les programmes européens en cours, la Chaire Santé, et le démarrage des projets autour du Labex FCD et de SHARE sont là pour soutenir la crédibilité des ambitions du Legos. Notre équipe devra disposer des ressources matérielles nécessaires à la réalisation de ses projets. Un élément clé sera le recrutement : recherche, formation à la recherche, animation de nombreuses spécialités de masters, activité d'expertise. Le spectre d'activités du Legos est très vaste pour une équipe de taille assez réduite, avec une répartition des tâches qui dépend des préférences et compétences de chacun. La vitalité de l'équipe repose très directement sur le remplacement des départs, voire l'accroissement de sa taille.

5.5. Annexes

Avertissement : dans le dossier relatif à l'auto-évaluation, nous avons présenté 6 annexes relatives à (i) la liste des publications sur 2007-2012, (ii) la formation à la recherche, avec la liste des doctorants en thèse au 1^{er} juillet 2012 et la liste des thèses et des HDR soutenues, (iii) une présentation de la Chaire Santé, (iv) une présentation du projet SHARE, (v) la liste des professeurs invités, (vi) la liste des séminaires organisés par le LEGOS sur le quinquennal. Pour faciliter la lecture, nous reprenons ici, **à l'identique**, les annexes concernant la Chaire Santé et le projet SHARE.

5.5.1. Présentation de la Chaire Santé

Le texte qui suit est extrait de la présentation de la Chaire Santé faite auprès du Bureau exécutif scientifique de l'Institut Louis Bachelier (BSE, président Christian Gourieroux) lors du renouvellement de la Chaire santé, en mai 2012.

1. Parties prenantes

La Chaire Santé a été créée au sein de la Fondation du Risque en 2007. Elle est placée sous la responsabilité scientifique de Brigitte Dormont depuis 2009. Initialement nommée « Chaire Santé, risque, assurance » et soutenue par Allianz, la Chaire s'intitule désormais « Chaire Santé » et est soutenue par la MGEN. Elle est rattachée au laboratoire LEGOS de PSL, Université Paris-Dauphine. D'autres chercheurs de PSL, Université Paris-Dauphine, et les chercheurs du CREST de l'ENSAE et de l'ENSAI ou d'autres institutions peuvent également être associés aux travaux de recherche. Le partenariat avec l'ENSAE s'inscrit dans la volonté de développer la thématique de l'économie de la santé au sein du CREST.

La Chaire Santé bénéficie à titre principal de l'apport financier de la MGEN. L'Institut Montparnasse a déjà contribué à un soutien complémentaire.

2. Objectifs

A part le LEGOS, l'économie de la santé est en France caractérisée par la grande dispersion de ses chercheurs. Par ailleurs, le lien entre les travaux académiques et la décision en matière de régulation est plutôt ténu. Les articles des chercheurs français publiés dans de bonnes revues internationales se consacrent souvent à des questions liées aux débats américains, avec des modélisations qui considèrent un contexte institutionnel sans rapport avec le contexte français. Enfin le débat public sur les questions de régulation et d'efficacité du système de santé est généralement d'une qualité médiocre. Contribuer à créer des liens entre la recherche de haut niveau et les questions d'économie de la santé qui se posent au régulateur en France constitue donc un enjeu majeur.

Depuis 2009, un réseau comprenant les meilleurs chercheurs français en économie de la santé a été constitué sous l'égide de la Chaire. Les projets de recherche financés par la Chaire forment un ensemble cohérent, qui couvre un large spectre de sujets et d'approches. Outre l'encouragement direct à la recherche constitué par le financement des projets, l'impulsion créée par la Chaire santé a permis la formation de ce réseau.

Les objectifs de la Chaire sont les suivants :

- Favoriser le développement de la recherche en Economie de la santé
- Fédérer les meilleurs chercheurs dans le domaine sur des questions importantes pour les politiques publiques
- Contribuer à améliorer la qualité du débat public sur les questions d'efficacité et de régulation

3. Thèmes de recherche

Les projets de recherche soutenus par la Chaire Santé sont organisés en cinq axes : Systèmes d'assurance maladie, Régulation de l'offre de soins, Couverture et accès aux soins, Valeur de la santé, Santé et travail.

- *Systèmes d'assurance maladie.* On analyse les organisations de type « concurrence régulée » qui sont en place en Suisse, aux Pays-Bas ou en Allemagne. L'influence des assurances supplémentaires sur les propriétés de la concurrence régulée est étudiée, ainsi que la régulation de réseaux de soins intégrés à l'assurance. Un projet développe une expérimentation sociale pour évaluer la politique française d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé.
- *Régulation de l'offre de soins.* Concernant l'hôpital, la tarification et les mécanismes incitatifs permettant d'obtenir des soins efficaces et de qualité est étudiée. Plusieurs projets s'intéressent à la productivité des hôpitaux publics et privés, ainsi qu'à l'impact de la diffusion de l'information sur la qualité. Concernant l'ambulatoire, les thèmes abordés sont les comportements de localisation des médecins, les systèmes de paiements et les revenus des médecins.
- *Inégalités des chances en santé et accès aux soins.* Les travaux portent sur l'inégalité des chances en santé et sur les relations existant entre le capital social et le recours aux soins. Le rôle de la responsabilité individuelle dans les différences de santé observées entre les individus est examiné, avec une prise en compte des corrélations possibles entre « effort » et « circonstances ».
- *Valeur de la Santé.* La Chaire santé a financé en 2009 une enquête d'évaluation contingente auprès de 3000 individus pour améliorer la connaissance sur les préférences des français en matière de santé, sur leur anticipations et leurs arbitrages santé revenu. Un groupe de travail s'est constitué autour de cette enquête, avec plusieurs articles en cours de réalisation. Les membres en sont : Marc Fleurbaey (Princeton University), Stéphane Luchini (CNRS, GREQAM), Erik Schokkaert (CORE, Louvain la Neuve), Anne-Laure Samson (Leda-Legos) Clémence Thébaud (Leda-Legos et HAS), Carine Van de Voorde (Katholieke Universiteit Leuven) et Brigitte Dormont. Dans le même axe d'autres projets plus méthodologique, portent sur la correction du biais hypothétique dans les méthodes de révélation des préférences.
- *Santé et Travail.* Cet axe en cours de développement est impulsé par Eve Caroli, qui s'intéressera à l'impact de l'insécurité de l'emploi sur la santé, ainsi qu'à l'utilisation potentielle, par les entreprises, des arrêts de travail comme substitut au chômage partiel.

Les projets sont financés à des degrés divers par la Chaire Santé. Le grand projet autour de l'enquête menée sur la valeur de la santé est financé à 100 % par la Chaire. Les projets portant sur les inégalités des chances en santé sont financés à 80 %, l'expérimentation sur l'ACS à 50 %. Les projets sur l'hôpital et l'ambulatoire sont aussi financés à 50 % par la Chaire. Si un fonctionnement par appel à projets a existé, la Chaire Santé effectue pour l'essentiel un travail de coordination du réseau et de valorisation des recherches.

Un thème transversal abordé dans de nombreux axes concerne le vieillissement, son impact sur les dépenses de santé et les enjeux touchant à la prise en charge de la dépendance. Le Legos va être pour la prochaine vague le laboratoire en charge de l'enquête SHARE pour la France. Une équipe avec un statisticien - ingénieur de recherche, et le *Country Team Leader* de Share-France, Marie-Eve Joël, est à cet effet constituée au sein du Legos, en liaison avec la Fondation Dauphine. Ceci constituera un accès facilité à l'utilisation des données de Share par les chercheurs de la Chaire Santé.

4. Activités d'enseignement et de communication

La Chaire développe son activité de soutien dans trois directions : l'enseignement, la recherche et la communication des résultats de la recherche auprès d'un large public. L'accent est mis sur la recherche (voir les thèmes ci-dessus) et la communication.

Activités d'enseignements.

- La Chaire participe au développement de l'offre de l'enseignement à l'Université Paris-Dauphine en l'orientant sur les problématiques de la régulation du système de soins et de l'assurance maladie. Les activités d'enseignements s'insèrent dans les programmes de master de l'Université et s'appuient sur le développement des stages portant sur les thématiques de la Chaire. La Chaire Santé a aussi pour vocation de favoriser la venue de Professeurs invités qui échangent avec les doctorants et les chercheurs et animent des séminaires à Dauphine. Plus précisément :
- La Chaire finance des cours dans le cadre des Masters 2 de Dauphine. Michel Mougeot, Professeur à l'Université de Franche Comté, et Pauline Givord, chercheur au CREST, interviennent dans le cadre du master 4107 "système de santé et de protection sociale.
- Depuis 2009, la Chaire s'est inscrite comme partenaire permanent et co-organisateur des « Journées Maurice Marchand des Doctorants en Economie de la Santé » : atelier annuel à destination des doctorants en Economie de la Santé (comité scientifique : B. Dormont, P-Y. Geoffard, M. Mougeot, L. Rochaix, Alberto Holly, M. Fleurbaey). La onzième édition s'est déroulée à Marseille les 22 et 23 mars 2012.
- La chaire co-finance, avec l'Ecole Doctorale de dauphine, les doctorants en économie de la santé qui veulent suivre le programme doctoral international en économie et politique de la santé organisé par la Swiss School of Public Health+. Tous les ans, la Chaire prend en charge les frais d'hôtel et de transport de cinq doctorants.
- La Chaire Santé est en partenariat avec l'Executive MBA Santé dont les directeurs sont Béatrice Fermon et Daniel Jancourt. Dans le cadre de ce partenariat, les professeurs de Dauphine de la Chaire Santé ainsi que les professeurs invités de la Chaire interviennent dans les enseignements et/ou les conférences de l'Executive MBA Santé.

Activités de communication

- La Chaire contribue à la diffusion et à la valorisation des résultats, sous forme de séminaires d'échanges et de formation pour le monde scientifique et professionnel impliqué d'une manière ou d'une autre dans la thématique large de la régulation du système de santé. Elle conduit la mise en place d'une politique spécifique de publications scientifiques.
- Les résultats des recherches sont publiés sur le site de la Chaire <http://www.chairesante.dauphine.fr/> avec la publication de *Cahiers de la Chaire santé*. Une large communication sur l'apport de l'article en question est faite au moyen de la *Lettre de la Chaire santé*, document d'une page permettant d'expliquer de façon compréhensible pour le profane l'intérêt des résultats obtenus. Les *Cahiers de la Chaire Santé* sont dotés d'un comité de lecture, composé de Brigitte Dormont, Françoise Forges, Agnès Gramain, Arnold Chassagnon et Anne-Laure Samson. Les *Cahiers de la Chaire Santé* sont répertoriés dans RePEc.
- Un numéro spécial de *Economie et Statistique* sur l'économie de la santé avec des articles issus des travaux de la chaire est prévu pour la fin 2012, sous le pilotage joint de Chantal Cases et Brigitte Dormont.

5.5.2. Présentation du projet SHARE (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe)

L'enquête européenne SHARE est une base de données longitudinale, multidisciplinaire et internationale concernant plus de 53 000 Européens âgés de 50 ans et plus. Dix-huit pays

participent au projet SHARE, représentant toutes les régions d'Europe : Danemark, Autriche, France, Allemagne, Irlande, Suisse, Benelux, Espagne, Italie, Grèce, Portugal, etc. L'enquête est réalisée tous les deux ans depuis 2004. Les données recueillies comprennent des variables de santé (santé subjective et objective, physique et mentale, comportements de santé et utilisation des services de santé, reste à charge), des données psychologiques (bien-être, capacités cognitives), des variables économiques (activité professionnelle, revenu, patrimoine, consommation, logement, pensions de retraite) et des variables de support social (aide reçue et donnée au sein des familles, transferts financiers, financement de la dépendance, réseaux sociaux, bénévolat). L'enquête SHARE est coordonnée au niveau européen par le *Munich Center for the Economics of Ageing* au *Max Planck Institute for Social Law and Social Policy* à Munich. Elle est harmonisée avec l'étude américaine sur la santé et la retraite (*Health and Retirement Survey*) et l'étude anglaise longitudinale sur le vieillissement (*English Longitudinal Study of Ageing*). SHARE a le statut d'un bien public, au sens où les données sont mises à la disposition des chercheurs gratuitement dès lors qu'ils en font la demande.

A la demande du Ministère de la Recherche l'équipe du LEGOS a accepté la responsabilité de l'enquête SHARE France et procédé à la collecte des fonds nécessaires à la poursuite de l'enquête. L'équipe du LEGOS s'est donné plusieurs objectifs :

- Poursuivre le processus de collecte des données et la coordination de l'enquête en relation avec le niveau européen pour la cinquième vague et consolider la plateforme française SHARE-France pour être en mesure d'effectuer le recueil des données pour les vagues suivantes. Le prétest de la vague 5 est achevé. La fin de l'année 2012 sera consacré à la préparation de la vague 5 (négociation avec le prestataire, formation des enquêteurs, formalités administratives : comité du secret, du label, CNIL...). L'enquête aura lieu en 2013 sur un échantillon de 5200 personnes.
- Favoriser les recherches à l'université Paris Dauphine à partir des données de SHARE compte tenu de la facilité de l'accès aux données et des travaux antérieurs.
- Coordonner des recherches sur le vieillissement, à partir des données de SHARE. Plusieurs instituts et équipes de recherche déjà utilisateurs de ces données ont souligné l'importance qu'ils attachaient à la poursuite de cette enquête et à la mise en place de collaborations pour mieux positionner la recherche française sur le vieillissement au niveau européen. Sont concernés : l'INSEE, l'IRDES, l'INED, PSE, AMSE, la Chaire Santé Dauphine et la CNAV. Un consortium scientifique sera constitué avec ces différents partenaires, doté d'un conseil scientifique et d'un comité de pilotage.

La construction d'un panel longitudinal sur bientôt cinq vagues permet de disposer d'une image complète de la dynamique du processus de vieillissement et des interactions complexes existant entre la santé et les facteurs sociaux et économiques. SHARE permet de s'appuyer sur les différences institutionnelles entre les pays pour comparer les politiques publiques relatives au vieillissement en matière de retraite, de santé et de perte d'autonomie.

Depuis la première publication de ses données en avril 2005, SHARE a induit une production scientifique croissante qui dépasse celle des autres enquêtes en sciences sociales. Plus de 2000 demandes d'accès aux données ont été enregistrées sur le site du projet www.share-project.org. Plus de 250 articles utilisant les données de SHARE ont été publiés dans ouvrages et des revues à comité de lecture. SHARE est la première enquête européenne à accéder au statut d'ERIC: *European Research Infrastructure Consortium* (équivalent européen d'un Equipex).

Les données de SHARE ont permis de faire avancer les connaissances en France sur l'effet de l'aide informelle sur l'offre de travail, l'articulation entre aide informelle et aide professionnelle, le concept de fragilité, le suivi en maison de retraite, le logement et la mobilité des personnes âgées en perte d'autonomie, la mobilisation du capital logement des seniors. Mais de nombreux thèmes ont été insuffisamment développés, comme par exemple : le statut économique et l'état psycho-sociologique de la population âgée, le comportement d'épargne, les retraites et la

participation au marché du travail, les conditions de travail des hommes et des femmes et le processus de départ en retraite en lien avec la santé et l'insertion, les liens entre d'assurance, états de santé et incapacités, l'impact des politiques sociales sur l'aide familiale potentielle.

L'équipe mobilisée dans le projet SHARE-France comprendra sept personnes :

- Marie-Eve Joël, *Country Team Leader* de SHARE, Professeur à l'Université Paris Dauphine
- Brigitte Dormont, présidente du consortium scientifique, Professeur à l'Université Paris Dauphine
- Sandrine Dufour, Maître de Conférences
- Anne Laferrère, Administrateur INSEE, membre du *Management Board* de l'ERIC SHARE, chercheur associé au LEGOS
- Nicolas Briant, ingénieur statisticien, en charge de la vague 5 qui vient d'être recruté à Dauphine pour gérer la cinquième vague
- Nicolas Sirven, chercheur IRDES, ancien responsable de la vague 4
- Un assistant de recherche en cours de recrutement

6. Projet de l'équipe SDFi (*Stratégies et Dynamiques Financières*)

6.1. Résumé

Nom du responsable de l'équipe : Bertrand Villeneuve

<http://www.sdfi-dauphine.fr/>

Caractérisation de la recherche

- Thèmes : Fondements théoriques des systèmes financiers ; interaction entre sphère réelle et sphère financière
 - Méthodes : Théorie, économétrie, simulation, histoire
 - Domaines d'application : Monnaie, change, cycles, banques, assurance, commodités
-

Analyse SWOT

- *Forces*: Attractivité des thèmes pour les étudiants ; renouvellement important de l'équipe ; internationalisation de l'équipe
 - *Faiblesses*: Réseau à renforcer ; déséquilibre en poids entre les thèmes des doctorants et ceux des encadrants
 - *Opportunités*: L'actualité permet de valoriser des savoirs négligés ; elle permet de reformuler des questions
 - *Risques*: Recrutement difficile (forte concurrence mondiale) ; difficulté de renouveler les paradigmes
-

Mise en œuvre du projet

- Politique prioritaire de développement du réseau (participations aux conférences, invitations, organisations d'événements)
- Poursuite de la recherche de financement par l'ANR et les Chaires de recherche
- Développement dans le cadre de l'IDEX PSL* et du Labex Finance et croissance durable

6.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux

6.2.1. Historique

SDFi (Stratégie et dynamique financières) est une équipe créée lors de l'établissement du LEDa comme laboratoire unique d'économie en 2009. L'équipe est issue d'un laboratoire de recherche du même nom (jusqu'en 2008, EA 3393) regroupant lui-même divers groupes (CERPEM, CREFED, JVC) depuis 2000 environ.

La clarification globale de la structure de la recherche à Dauphine, a conduit SDFi à regrouper pour l'essentiel des économistes travaillant sur divers thèmes de l'économie financière. Les mathématiques appliquées à la finance et l'actuariat ont gardé une certaine place (en extinction). Initialement très resserrée autour de l'approche microéconomique de la finance (incluant une forte composante théorique), l'équipe s'est élargie au cours de la période 2007-2011. Elle accueille aujourd'hui des macroéconomistes et économètres financiers. Toutes les classes d'actifs sont aujourd'hui couvertes (monétaires, financiers, immobiliers, matières premières), et les recherches utilisent de manière équilibrée des méthodes théoriques et empiriques.

6.2.2. Caractérisation de la recherche

Au sein du LEDa, l'équipe SDFi est celle dont les membres s'intéressent (i) aux fondements théoriques des systèmes financiers et (ii) aux interactions entre sphère réelle et financière, y compris pour certaines analyses le commerce international et les commodities.

Dans le premier sous-ensemble, les thématiques, à fort contenu théorique, s'intéressent à l'analyse des systèmes financiers et de leurs composantes. Conformément à la microéconomie de la banque et de l'assurance, l'étude de l'incomplétude et des asymétries d'information, à l'origine des institutions et innovations financières, jouent un rôle central. De même, le rôle joué par les intermédiaires financiers sur la stratégie des entreprises (impact des innovations et de la déréglementation financière sur les conditions d'exploitation) et le financement de l'économie sont des questions qui sont au cœur des problématiques de recherche. Des outils empruntés à l'économie industrielle sont appliqués à l'analyse du secteur financier.

Dans le second sous-ensemble, la perspective est clairement macroéconomique et conduit à des travaux de modélisation appliquée et des travaux empiriques (majoritairement économétriques). Les méthodes historiques (histoire de la pensée) sont également employées. Les thématiques abordées concernent la coordination des politiques macroéconomiques en particulier dans l'UE, les modes de transmission de la politique monétaire, l'instabilité financière mais aussi les conséquences des frictions financières sur les modes de financement et la dynamique macroéconomique.

6.2.3. Destinataires de la recherche

Trois types de destinataires sont identifiés : la recherche académique appliquée, les professionnels et les étudiants.

Le principal mode de valorisation des travaux réalisés au sein de l'équipe SDFi demeure la publication académique. Le caractère collaboratif dans ce domaine étant essentiel, les membres prennent part activement aux conférences, colloques et séminaires nationaux et internationaux. L'objectif est de rencontrer, puis d'établir une relation durable de travail avec des collègues étrangers travaillant sur ces questions. Le résultat de cette démarche est la production d'articles scientifiques originaux. En effet, l'objectif de publications scientifiques aux standards actuels de la discipline est une priorité pour chacun des membres. Cette orientation, qui peut sembler banale,

est permise par un fort renouvellement de l'équipe et un recrutement au meilleur niveau national.

Les professionnels (du privé et du public) constituent la seconde catégorie-cible des travaux développés au sein de l'équipe SDFi. Les professionnels sont particulièrement sensibles aux travaux autorisant une forme d'évaluation de la politique publique et/ou une forme d'aide à la décision. À titre d'exemple, les travaux menés par la chaire partenariale « Ville et Immobilier » ont permis la création d'un indicateur du pouvoir d'achat en matière immobilière – Capacim. Ce dernier a notamment permis l'évaluation (selon les régions, les départements, les types de ménages et le zonage retenu) du Nouveau Prêt à Taux Zéro Plus, et d'en simuler les effets attendus.

Les étudiants font l'objet d'une attention particulière. Ils bénéficient des retombées de la « veille technologique » conduite par les chercheurs sur des sujets particuliers actuels. Le Master Économie Industrielle et Financière en préparation pour 2014, qui résulte de la fusion/restructuration de 3 mentions existantes et qui conservera 4 spécialités, est un terrain d'expression privilégié des enseignants-chercheurs, titulaires et associés, de SDFi. Pour mémoire, les 4 spécialités en seront Banque-Finance-Assurance, Économie Monétaire et Financière, Ingénierie Économique et Énergie-Finance-Carbone. Les orientations professionnalisantes de l'université Paris-Dauphine ont un effet très structurant sur la recherche.

6.2.4. Organigramme fonctionnel

Le directeur du laboratoire est Bertrand Villeneuve, élu le 16 juin 2011 pour 4 ans. L'adjoint est Kevin Beaubrun, élu le même jour. La représentante des doctorants est Maria Rhomari. Les autres membres du bureau sont Martine Carré et Marisa Ratto.

Le directeur et l'adjoint représentent l'équipe dans le conseil du LEDa et dans la commission consultative de recrutement (qui propose des jurys en vue des concours de recrutement).

Le règlement intérieur a été donné en annexe du bilan dans sa dernière version, datée du 28 novembre 2008. Il définit les droits et devoirs des membres ainsi que le mode de désignation des responsables et du bureau.

6.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques

6.3.1. Orientations du projet

Le projet de l'équipe SDFi vise à la formation d'un pôle de recherche en économie financière dont la composition reflète les principaux champs de la discipline. L'idée est de renforcer l'équipe afin d'atteindre une taille critique permettant une mise en œuvre efficace des différents aspects de l'activité scientifique (production, pédagogie, organisation de workshops, animation-renforcement de réseaux de recherche).

Notre objectif sera atteint si nous parvenons à accroître le volume et la qualité des publications de l'équipe, le maintien d'un effort d'animation de la vie scientifique et d'encadrement doctoral.

Sur le fond, les champs de recherches vers lesquels s'orientent les membres de l'équipe sont particulièrement riches. Ils vont du fondement (théorique) de la détention d'actifs (monétaires, financiers ou immobiliers) à l'analyse des relations empiriques de l'interdépendance des marchés d'actifs.

6.3.2. Points forts

- Attractivité des thèmes pour les étudiants, notamment pour les applications tournées vers la gestion d'actifs, la branche la plus stratégique et anticipatrice de la finance.
- Excellente adéquation avec l'image générale de Dauphine.
- Visibilité de l'équipe (presse, milieux professionnels).
- Renouvellement important de l'équipe (y compris dans les années à venir) dans un contexte favorable à Dauphine (appartenance à PSL, qualité des étudiants comme facteur attractif pour les collègues).
- Internationalisation progressive de l'équipe (Marisa Ratto, Mariana Rojas Breu, et Alessandro Riboni pour un temps).

6.3.3. Points faibles

- Insuffisante notoriété de la micro-économie de la banque et de l'assurance, et en conséquence peu de candidats en thèse sur ces domaines.
- Réseau international à renforcer de manière significative, ce point faisant désormais l'objet d'une priorité budgétaire.
- Les doctorants sont nombreux, concentrés sur certains sujets, et le suivi en pâtit. L'intégration des doctorants à l'unité est désormais une priorité, y compris par un choix plus sélectif des thèmes. La gestion du passé engagera des ressources importantes (temps, espace) mais la continuité de l'équipe l'exige et la transition sera courte.

6.3.4. Risques liés au contexte

- Difficulté de trouver des enseignants-chercheurs en économie financière. Peu de doctorants sont formés (à l'échelle mondiale) dans le domaine qui envisagent une carrière académique, la concurrence étant forte avec les banques centrales et autres organismes. Situation est plus difficile encore qu'en finance, spécialité pour laquelle pourtant la concurrence entre établissements supérieurs au niveau mondial est forte.
- Les paradigmes classiques (marchés complets) ou les analyses stratégiques bilatérales sous-formes de jeu ont atteint certaines limites dans leurs capacités d'explication, malgré leur importance didactique. Le renouvellement et l'attractivité des champs de l'économie financière sont incertains, car les alternatives ou analyses complémentaires ne sont pas claires. La tendance de la recherche semble être empirique et très spécialisée, au détriment de l'image globale.

6.3.5. Possibilités liées au contexte

- Il existe un intérêt vaste dans la société et pour les étudiants pour les questions que se posent les économistes financiers. Cette situation est encourageante, malgré la difficulté d'y répondre de manière rigoureuse et utile. Un domaine particulièrement ardu, et trop souvent éclaté en micro-problèmes, est celui de la régulation des marchés.
- Les approches historiques (notamment histoire de la pensée, mais aussi histoire des faits, récents ou anciens), les modélisations fondamentales, y compris très schématiques, ont sans doute plus d'intérêt qu'un bilan hâtif de la crise mondiale pourrait laisser croire. Les bank-runs par exemple, objet historique et théorique parfois jugé désuet, ont retrouvé une grande actualité, et la recherche de l'équipe sur le sujet prend aujourd'hui tout son sens. Il est important de revaloriser, en le rénovant, un patrimoine intellectuel sous-estimé. Il s'agit donc de faire preuve de réalisme et d'opportunisme dans le réexamen d'un corpus théorique établi, ainsi que d'envisager des innovations plus radicales.

6.4. Mise en œuvre du projet de recherche

Les deux projets ANR et la Chaire « Ville et immobilier » sont les signes concrets de la capacité de SDFi à mener des actions collectives conformes aux pratiques universelles de la profession, et non simplement à juxtaposer des solutions individuelles. Elles sont une source d'apprentissage et d'ouverture indispensables, notamment pour la promotion des enseignants-chercheurs les plus jeunes, et donc pour l'attractivité. La préparation de demandes de ce type en vue d'obtention de fonds est le projet prioritaire, afin que les activités scientifiques puissent passer à un niveau sensiblement plus haut.

Pour poursuivre cette dynamique, un effort important de recherche de soutiens-partenaires publics ou privés a donc été entrepris depuis un an, avec quatre objectifs :

- assurer les moyens (besoins matériels) et le renforcement d'une politique d'incitation à la publication,
- celui d'assurer le financement de thèses sur des sujets porteurs,
- sécuriser les formations (en particulier, les parcours recherche) afin d'orienter stratégiquement le flux de nouveaux doctorants,
- celui de pérenniser les moyens permettant d'inviter des collègues de l'étranger mais aussi de participer aux opérations de communications externes (conférences et colloques internationaux).

L'embauche d'assistants ou de doctorants sur contrats est une voie dans laquelle SDFi s'est engagée (Chaire Ville et immobilier). Ce moyen est très efficace pour laisser aux enseignants-chercheurs une tâche plus légère de supervision et de validation pour les produits « visibles » et pour leur laisser du temps pour la valorisation proprement académique des travaux.

Pour la recherche de moyens, le dynamisme propre de Dauphine permet d'abonder la dotation de base de l'université. Les chaires permettent aux chercheurs d'obtenir des rémunérations complémentaires conditionnelles (intéressement) et de financer les équipes, conformément aux dispositions du Décret n° 2010-619 du 7 juin 2010. Les formations payantes (diplôme de grand établissement) contribuent aussi à la recherche par des versements modiques mais utiles aux activités de recherches des membres de SDFi y enseignant.

L'appartenance de Dauphine à l>IDEX PSL* ouvre des perspectives exceptionnelles de constitution de réseau. Dauphine est notamment partenaire du Labex Finance et Développement Durable, et Bertrand Villeneuve, directeur de SDFi, a été le coordinateur scientifique du projet. Il appartient au Bureau scientifique du projet (instance de préparation des attributions des labels et des fonds).

7. Projet de l'équipe UMR DIAL (*Développement, Institutions et Mondialisation*)

7.1. Résumé

Nom du responsable de l'équipe : Flore Gubert (IRD), Philippe De Vreyer (Paris-Dauphine).
<http://www.dial.prd.fr>

Caractérisation de la recherche

Dans le contexte d'une **économie mondialisée**, l'objectif des travaux de DIAL est de comprendre le rôle des **institutions** dans le processus de **développement économique**. Le **terrain de recherche** de DIAL est principalement celui des pays en développement (PED) ou émergents. **La recherche est principalement appliquée** et repose sur l'exploitation de bases de données. L'ambition de l'UMR est de déplacer les frontières de la connaissance, même si les préoccupations de politique économique demeurent toujours en arrière plan. L'UMR DIAL vise notamment à contribuer à la réflexion sur la réalisation des objectifs du développement et à l'analyse de l'impact des politiques menées dans le cadre de la coopération au développement.

Analyse SWOT

Forces:

- L'existence de partenariats anciens et solides avec plusieurs institutions au Sud et au Nord.
- Une compétence reconnue dans le domaine de la conception et de la conduite des enquêtes.
- Un accès privilégié à des données de première main.
- Une large palette de compétences dans des domaines très variés donnant à DIAL le potentiel de produire des recherches innovantes de haut niveau international.
- Une articulation entre la formation et la recherche.

Faiblesses :

- Des difficultés matérielles dans la conduite et le traitement statistique des enquêtes.
- Une bi-localisation qui ne facilite pas les échanges.
- La confrontation de cultures d'établissement différentes.
- Le souci de communiquer au Sud, consommateur de ressources.

Opportunités:

- Le projet européen NOPOOR, qui devrait consolider les partenariats existants.
- La fondation Paris Dauphine et la création de chaires pourraient faciliter la recherche de financements sur projets.

Risques:

- Instabilité politique des terrains sur lesquels travaillent de nombreux chercheurs de l'unité.
- Retard dans la mise à disposition des données statistiques et obstacles à leur diffusion en direction du monde académique.
- Une réduction des ressources disponibles.

Mise en œuvre du projet

Les objectifs poursuivis viseront à :

- augmenter la présence des travaux de l'unité dans les grandes revues internationales, sans pour autant négliger la publication de travaux à destination d'un public de non spécialistes et/ou non anglophone ;
- développer et entretenir les partenariats existants ;
- procéder au recrutement de trois ou quatre chercheurs et enseignants-chercheurs de haut niveau ;
- développer, au sein du LEDa, les collaborations entre DIAL et les différentes équipes sur les thèmes relatifs à la santé (notamment à travers la création envisagée d'une chaire Développement et Santé Publique), l'exploitation des matières premières et de l'énergie (dont les pays en développement sont souvent de gros producteurs) et la finance internationale (dont les pays émergents deviennent des acteurs de premier plan).

7.2. Présentation de l'équipe et de ses travaux

7.2.1. Historique

L'UMR DIAL est issue de la réunion entre l'ancien pôle "Mondialisation et Développement" du LEDa (Laboratoire d'Economie de Dauphine) et l'UR 047 de l'Institut de Recherche pour le Développement. Celle-ci est devenue effective le 1er janvier 2010. Plus de détails sur les motivations de cette réunion peuvent être trouvés en annexe 7.3.

7.2.2. Caractérisation de la recherche

Dans le contexte d'une économie **mondialisée**, le projet de recherche de l'UMR DIAL est de comprendre le rôle des **institutions** dans le processus de **développement économique**.

Le **terrain de recherche** de DIAL est principalement celui des pays en développement (PED) ou émergents, mais ne se limite pas à celui-ci. En effet, les problèmes que connaissent aujourd'hui les pays développés et les solutions adoptées ou envisagées pour les résoudre, peuvent inspirer la politique des pays émergents. Par ailleurs, le progrès des connaissances sur le développement peut être accompli notamment en étudiant le passé des pays développés. **La recherche est principalement appliquée** et repose sur l'exploitation de bases de données. Celles-ci sont souvent originales, constituées à l'initiative et par les chercheurs de l'unité eux-mêmes. **Les méthodes d'analyse** sont micro ou macroéconomiques et font essentiellement appel à la modélisation et à l'économétrie.

L'ambition de l'UMR est principalement de déplacer les frontières de la connaissance, même si les préoccupations de politique économique demeurent toujours en arrière plan. L'UMR cherche ainsi à développer un savoir faire en matière d'évaluation d'impact de façon à pouvoir répondre aux demandes des acteurs de la sphère socioéconomique et politique. La pauvreté dans les PED constitue un défi pour le monde. Sa persistance est source d'instabilité pour l'économie mondiale et sa réduction constitue un enjeu dans le processus de redéfinition de la gouvernance mondiale. L'objectif primordial de la coopération au développement est l'éradication de la pauvreté dans le contexte du développement durable. Depuis le début des années 2000, cet objectif se décline selon les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).¹³ **A travers son projet scientifique, l'UMR DIAL vise notamment à contribuer à la réflexion sur la réalisation des objectifs du développement et à l'analyse de l'impact des politiques menées dans le cadre de la coopération au développement.** Dans le cadre du projet NOPOOR, l'UMR DIAL s'intéressera plus particulièrement à l'action de la Communauté Européenne en matière de coopération pour le développement.

7.2.3. Destinataire de la recherche

Les destinataires des activités de l'UMR sont donc principalement le monde académique et les pouvoirs publics. Mais l'UMR veille également à ne pas négliger les citoyens, particulièrement ceux des pays du Sud qui sont en droit d'attendre des résultats des études réalisées. Ainsi l'UMR s'astreint-elle à publier en français de nombreux articles ou ouvrages par ailleurs publiés en anglais. L'objectif est d'alimenter le débat entre la société civile et le pouvoir politique dans les

¹³ Les huit objectifs du Millénaire pour le développement sont: la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, l'assurance d'une éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité des enfants, l'amélioration de la santé maternelle, le combat contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, l'assurance d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

pays concernés de façon à ce que les choix de politique économique soient plus favorables aux pauvres. Signalons également les étudiants, dont les cours sont en permanence enrichis des expériences de leurs enseignants. Enfin l'unité elle-même est parfois le destinataire des activités de recherche lorsque celles-ci consistent à produire des données qui alimenteront les travaux de ses membres.

7.2.4. Organigramme fonctionnel

En sa qualité d'UMR DIAL a une direction bicéphale: avec un directeur et un directeur adjoint, chacun appartenant à une des administrations de tutelle. L'unité est également dotée d'un conseil d'UMR. Une assemblée générale se réunit tous les ans et un conseil scientifique est en cours de constitution. Un règlement intérieur fixe les règles d'appartenance et définit précisément le rôle de chaque instance. Plus de détails peuvent être trouvés en annexe.

7.3. Analyse SWOT et objectifs scientifiques

7.3.1. Orientations du projet

Le projet scientifique de l'UMR DIAL sur la période 2014-2018 reposera sur la conduite de différents projets regroupés en 7 thèmes (les détails peuvent être trouvés en annexe XX): PAUV (Pauvreté et inégalités), TRAV (Marchés du travail), MIG (Migrations internes et internationales), EVAL (Evaluation d'impact), INTER (Economie internationale et mondialisation), GOUV (Gouvernance) et HECO (Histoire économique).

Cette structuration répond à plusieurs objectifs. Elle permet d'afficher 5 thèmes déjà présents dans la partie bilan et sur lesquels l'UMR a acquis une certaine notoriété et souhaite poursuivre ses travaux (PAUV, TRAV, MIG, INTER et GOUV). Elle met également en avant deux nouveaux thèmes par rapport au bilan (HECO et EVAL) qui correspondent soit à des chantiers de recherche plus récents (HECO), soit à un thème que l'UMR a déjà investi mais qu'elle souhaite afficher de manière plus affirmée (EVAL). Ce thème devrait permettre de capitaliser un savoir faire dans ce domaine et de répondre aux demandes des acteurs de la sphère socioéconomique et politique. Le pôle statistique, transversal au projet initial de l'UMR, n'apparaît plus mais l'ambition statistique n'a pas pour autant disparu, puisqu'elle irrigue l'ensemble du projet de recherche de DIAL pour les années à venir. La collecte de données originales est un des avantages comparatifs que DIAL a su construire au cours des années et que l'équipe entend préserver.

PAUV: Pauvreté et inégalités

Deux directions de recherches sont envisagées, dans la lignée des travaux entamés lors du contrat en cours: (i) Améliorer la mesure de la pauvreté et des inégalités, dans une optique statique et dynamique, par l'emploi de données originales en panel ; (ii) Progresser dans la compréhension des déterminants de la pauvreté par l'examen des interactions entre risque de pauvreté et différentes dimensions telles que les comportements de protection sanitaire, la violence conjugale, la ségrégation résidentielle ou encore l'accumulation de patrimoine des actifs.

TRAV: Marchés du travail

DIAL a développé un avantage comparatif dans l'analyse des marchés du travail des PED. Au cours du prochain contrat, les chercheurs de l'unité s'appuieront sur cette connaissance et sur les bases de données dont dispose l'unité pour développer leurs travaux dans les directions suivantes: (i) Approfondir l'examen du rôle des réseaux sociaux dans la dynamique du marché du travail ; (ii) Renouveler l'analyse du secteur informel en intégrant le rôle des institutions formelles et du capital social dans l'analyse de l'activité des microentrepreneurs ; (3) Analyser les conditions

d'insertion des jeunes et des femmes sur le marché du travail en lien avec les comportements de fécondité et matrimoniaux.

MIG: Migrations internes et internationales

Sur la base des données recueillies dans le courant du contrat en cours, le projet de l'UMR dans le domaine des migrations porte sur trois volets : (i) Les déterminants et conséquences des migrations internes (avec une application au cas du Sénégal) ; (ii) Les déterminants des migrations Sud-Sud et des transferts qui leur sont associés ; (iii) Les différentes formes d'engagement politique et associatif des migrants et la façon dont ces derniers peuvent être vecteurs de normes ou de pratiques politiques dans leur pays d'origine ; (iv) Le rôle de l'expérience migratoire dans l'émergence de nouvelles élites africaines et l'impact de l'implication des migrants de retour dans la vie politique de leur communauté d'origine sur la gouvernance locale et les choix d'allocation de la dépense et des biens publics.

EVAL: Evaluation d'impact

Les travaux menés par l'UMR dans le champ de l'évaluation d'impact mobiliseront plusieurs types d'approches non expérimentales et quasi expérimentales. Ils s'appuieront notamment sur des investissements lourds dans la collecte de données spécifiquement dédiées à l'analyse de l'impact de politiques de lutte contre la pauvreté et s'organiseront principalement autour de deux thèmes : (i) Impact social des politiques (P135 au Vietnam, aménagement urbain à Djibouti, analyse comparative des politiques sociales dans le cadre du projet NOPOOR) et (ii) Impact de chocs extrêmes (catastrophes naturelles en Haïti et en Indonésie, conflit au Kenya). (iii) Parallèlement, une réflexion sur l'articulation des approches quantitatives et qualitatives dans les méthodes d'évaluation sera poursuivie

INTER: Economie internationale et mondialisation

Le commerce international et l'internationalisation des activités des firmes, en tant que manifestations économiques majeures de la mondialisation, continueront à recevoir une attention particulière dans les efforts de recherche de l'UMR DIAL. Les thèmes à approfondir s'inscrivent dans la continuité des réflexions menées durant le contrat en cours et traitent des questions importantes des littératures respectives, telles que: (i) La comptabilisation du commerce ; (ii) L'identification empirique de ses différents coûts ; (iii) Les stratégies des entreprises face à la mondialisation ou encore (iv) Le rôle des configurations institutionnelles nationales dans le commerce et la spécialisation.

GOUV: Gouvernance

Dans la poursuite des travaux menés depuis une quinzaine d'années au sein de l'UR 047 de l'IRD et poursuivis depuis la création de l'UMR, les recherches sur le thème de la gouvernance auront pour objet d'analyser : (i) Les liens entre institutions, responsabilité politique (accountability) et performance économique ; (ii) La façon dont l'écart entre les aspirations citoyennes et les performances économiques et sociales modère la préférence pour un régime politique démocratique, à Madagascar et au Pérou ; (iii) Le rôle des élites dans la construction de la démocratie à Madagascar ; (iv) L'influence de la corruption sur la qualité des institutions économiques et politiques et (v) Le rôle des institutions nationales et internationales dans la détermination des politiques économiques des PED.

HECO: Histoire économique

L'objectif est de mener un travail sur l'histoire longue afin de mieux comprendre et anticiper l'évolution de la mondialisation et des différences de développement actuelles. Les champs d'investigation porteront: (i) Sur la période coloniale et son impact sur le développement des pays ex-colonisés (essentiellement par la France) et (ii) sur l'analyse historique du commerce et de la mondialisation à partir du xviii^e siècle. Il s'agit à la fois de chercher dans des phénomènes de long terme les racines des différences de développement et de la mondialisation actuelle et d'utiliser

les expériences passées de développement et de mondialisation commerciale pour éclairer les phénomènes contemporains.

7.3.2. Points forts

- L'existence de partenariats anciens et solides avec plusieurs institutions au Sud et au Nord.
- Une compétence reconnue dans le domaine de la conception et de la conduite des enquêtes.
- Un accès privilégié à des données de première main.
- Une large palette de compétences dans des domaines très variés donnant à DIAL le potentiel de produire des recherches innovantes de haut niveau international.
- Une articulation entre la formation et la recherche.

7.3.3. Points faibles

- Des difficultés matérielles dans la conduite et le traitement statistique des enquêtes.
- Une bi-localisation qui ne facilite pas les échanges.
- La confrontation de cultures d'établissement différentes.
- Le souci de communiquer au Sud, consommateur de ressources.

7.3.4. Risques liés au contexte

- Les terrains sur lesquels travaillent de nombreux chercheurs de l'unité sont souvent instables politiquement.
- Les données statistiques sur lesquelles reposent certains projets peuvent être rendues disponibles plus tard que ce qui était initialement envisagé.
- Des risques portent également sur la diffusion de ces données en direction du monde académique.
- Certains sujets peuvent ne pas être perçus comme politiquement admissibles par les autorités des pays concernés
- La concurrence internationale, la relative faiblesse des salaires des chercheurs et enseignants chercheurs en France et le prix élevé du logement en région parisienne pourraient rendre plus difficiles les recrutements.
- Le contexte économique peu favorable pourrait conduire à une réduction des ressources disponibles, rendant plus difficile le financement de certains projets prévoyant de faire appel à des financements extérieurs.

7.3.5. Possibilités liées au contexte

- L'embauche d'un à deux ingénieurs statisticiens.
- La fondation Paris Dauphine et la création de chaires pourraient faciliter la recherche de financements sur projets.

7.4. Mise en œuvre du projet de recherche

A moyen-terme, l'UMR entend affermir sa position en tant qu'unité de recherche et d'enseignement de référence dans les domaines de l'économie du développement et de

l'économie internationale. La stratégie de publication vise à augmenter la présence des travaux de l'unité dans les grandes revues internationales, sans pour autant négliger la publication de travaux à destination d'un public de non spécialistes et/ou non anglophone, considérée comme importante dans la mesure où une grande partie des travaux de l'unité concernent des pays à bas revenus non anglophones. La lettre de l'UMR, Dialogue, ainsi que l'édition de la revue *Statéco* et la publication d'ouvrages sont en particulier destinés à cet usage. Dans la même optique, les partenariats seront développés et entretenus. La conduite du projet NOPOOR jusqu'en 2017 permettra la progression dans ce domaine.

En matière de recrutement, l'unité demeure relativement petite. Les années 2011 et 2012 ont permis le recrutement de deux maîtres de conférences, d'une chercheuse et d'un professeur (remplaçant un membre de l'unité parti en retraite). Dans l'idéal, l'unité devrait recruter encore trois ou quatre chercheurs et enseignants-chercheurs de façon à atteindre la taille optimale qui permettrait de conduire le programme de recherche tout en répondant aux demandes d'encadrement des étudiants et aux appels d'offres recoupant les domaines d'intérêt de l'UMR. Plusieurs chercheurs appartenant à l'IRD ont pour objectif de passer l'Habilitation à Diriger des Recherches, ce qui permettra d'augmenter les possibilités d'encadrement et d'accueil des doctorants à effectifs constants.

A plus long-terme, DIAL, adossé au LEDa, sera devenu un des principaux pôles français et européen de recherche et d'enseignement sur les domaines de l'économie internationale et du développement. Au sein du LEDa, les collaborations entre DIAL et les différentes équipes auront été développées sur les thèmes relatifs à la santé (notamment à travers la création envisagée d'une chaire Développement et Santé Publique), l'exploitation des matières premières et de l'énergie (dont les pays en développement sont souvent de gros producteurs) et la finance internationale (dont les pays émergents deviennent des acteurs de premier plan). Le partenariat avec l'Ecole d'Économie de Paris aura été renforcé à travers la montée en puissance de l'université de recherche Paris Sciences et Lettres dont Dauphine et l'Ecole Normale sont deux institutions fondatrices. Le rayonnement de DIAL prendra plusieurs formes: **(i)** une présence affirmée dans les grandes revues internationales par le maintien d'un rythme satisfaisant de publications de haut niveau et par la présence des membres de l'unité dans les comités éditoriaux de ces revues ; **(ii)** une diffusion systématisée et automatisée des bases de données produites grâce à l'expertise de DIAL à partir d'un site internet, en direction de la communauté scientifique ; **(iii)** le renforcement de l'accueil des étudiants du Sud, l'organisation régulière d'écoles d'été et la poursuite de l'implication des chercheurs et enseignants chercheurs de l'unité dans les masters des universités parisiennes et étrangères; et **(iv)** l'organisation régulière - sur un rythme biennuel - d'une grande conférence internationale sur le développement, à l'image de celle qui s'est tenue à Paris en juillet 2011.

7.5. Annexes : Projet détaillé de DIAL, UMR-IRD 225

Laboratoire Développement, Institutions et
mondiALisation
(DIAL)

UMR 225
Institut de Recherche pour le Développement / Université Paris
Dauphine

Projet scientifique détaillé



1. Présentation de l'unité

a. Historique

L'UMR DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) a été créée le 1er janvier 2010. Elle est issue du regroupement entre l'ancien pôle "Mondialisation et Développement" du LEDa (Laboratoire d'Economie de Dauphine) et l'Unité de recherche 047 DIAL de l'IRD.

Au moment de la création de l'UMR, l'équipe "Développement et Mondialisation" regroupait 16 enseignants chercheurs en économie dont les travaux portaient principalement sur l'économie internationale, l'économie des fonds de pension et de la retraite et l'économie du développement. Les activités de recherche des membres de l'équipe étaient en outre fortement articulées avec la formation, dans le cadre notamment de la mention de Master "*Economie internationale et Développement*". Ce master comprend un parcours de M1, un M2 recherche ("*Economie internationale et Développement*") et deux M2 professionnels ("*Diagnostic économique international*" et "*Affaires internationales*"). Dans ces formations, les étudiants reçoivent des enseignements théoriques et appliqués en économie du développement et en économie internationale. La mention accueille de 80 à 90 étudiants en M2.

L'acronyme DIAL désignait quant à lui à la fois une unité de recherche de l'IRD (UR047) et un groupement d'intérêt économique (GIE) créé en 2004 à l'initiative de l'IRD et de l'Agence Française de Développement (AFD). Celui-ci abritait divers types de personnel participant à la production scientifique : 12 chercheurs de l'IRD, deux statisticiens de l'INSEE, un chercheur du CEPS/INSTEAD¹⁴ et, jusqu'en août 2008, une chercheuse employée directement par le GIE. Les recherches de DIAL s'articulaient autour de trois axes thématiques centrés sur les pays du Sud : (1) la formation des inégalités et de la pauvreté ; (2) la gouvernance, les institutions et la répartition des ressources à long terme ; et (3) l'aide au développement, les migrations internationales et les stratégies internationales de lutte contre la pauvreté.

L'UMR DIAL regroupe donc deux équipes qui avaient des intérêts scientifiques communs et entre lesquelles existaient déjà des liens, lesquels se manifestaient notamment par l'accueil de doctorants et l'association d'enseignants-chercheurs de l'Université de Dauphine à DIAL, ou encore le recrutement par Dauphine d'anciens doctorants un moment hébergés par DIAL. Au 1er juin 2012, elle compte 30 permanents.

b. Caractérisation de la recherche

Dans le contexte d'une économie **mondialisée**, le projet de recherche de l'UMR DIAL est de comprendre le rôle des **institutions** dans le processus de **développement économique**.

¹⁴ Centre d'Etudes de Populations, de pauvreté et de politiques Socio-économiques / International Network for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development, Luxembourg (<http://www.ceps.lu/>).

Concepts

Développement

Le concept de développement revêt une dimension philosophique qui appelle un positionnement méthodologique. Pour l'UMR DIAL, le développement est un processus d'augmentation du capital, matériel, humain et environnemental dont l'objectif est la réduction de la pauvreté. La pauvreté étant un phénomène multidimensionnel et dynamique, le développement doit s'appuyer sur des progrès quantitatifs et qualitatifs dans plusieurs dimensions (santé, éducation, droits humains, insertion sur le marché du travail, genre) et ces progrès ne pourront être obtenus qu'à travers une analyse fine des processus qui génèrent la pauvreté. Cette analyse doit notamment s'appuyer sur une meilleure compréhension de ce qu'est la pauvreté dans toutes ses dimensions et de comment elle peut être mesurée.

Institutions

Les institutions ont un rôle fondamental à jouer dans la réduction de la pauvreté. Les institutions sont des systèmes d'incitations qui encadrent et régulent le comportement humain. Elles peuvent être économiques, sociales ou politiques, formelles ou informelles, nationales ou internationales, publiques ou privées. Selon leur nature elles ne doivent pas être considérées comme exogènes, mais au contraire endogènes au processus de développement. La nature, l'impact et la localisation de la pauvreté contribuent à créer les institutions. Dans le cas des institutions politiques, être pauvre diminue ou détruit l'exercice effectif des droits, l'autonomie individuelle et la pleine participation aux décisions publiques.

Mondialisation

La mondialisation est une accélération de la circulation du capital, du travail et des biens et services, et de la diffusion des nouvelles technologies et des modèles politiques et culturels. Il est généralement reconnu que la mondialisation a un fort impact sur les politiques nationales et sur la distribution des richesses, entre et au sein des pays. Bien que la mondialisation puisse constituer un moteur puissant de croissance pour les pays en développement, cela ne se traduit pas de manière automatique par une réduction de la pauvreté, en particulier quand la croissance est inégale. La mondialisation produit des changements structurels et conduit parfois à une redistribution de la richesse entre et au sein des pays ce qui crée des « gagnants » et des « perdants » et met en péril la stabilité interne et externe de ces pays.

Terrain

Le terrain de recherche de DIAL est principalement celui des pays en développement (PED) ou émergents, mais ne se limite pas à celui-ci. En effet, les problèmes que connaissent aujourd'hui les pays développés et les solutions adoptées ou envisagées pour les résoudre, peuvent inspirer la politique des pays émergents. Par ailleurs, le progrès des connaissances sur le développement peut être accompli notamment en étudiant le passé des pays développés. La recherche est principalement appliquée et repose sur l'exploitation de bases de données. Celles-ci sont souvent originales, constituées à l'initiative et par les chercheurs de l'unité eux-mêmes. Les méthodes d'analyse sont micro ou macroéconomiques et font essentiellement appel à la modélisation et à l'économétrie.

Objectifs généraux

L'ambition de l'UMR est principalement de déplacer les frontières de la connaissance, même si les préoccupations de politique économique demeurent toujours en arrière plan. L'UMR cherche ainsi à développer un savoir faire en matière d'évaluation d'impact de façon à pouvoir répondre aux demandes des acteurs de la sphère socioéconomique et politique.

Contribution du projet de recherche à la résolution de problèmes posés par des acteurs du monde socio-économique et culturel

La pauvreté dans les PED constitue un défi pour le monde. Sa persistance est source d'instabilité pour l'économie mondiale et sa réduction constitue un enjeu dans le processus de redéfinition de la gouvernance mondiale. L'objectif primordial de la coopération au développement est l'éradication de la pauvreté dans le contexte du développement durable.

Depuis le début des années 2000, cet objectif se décline selon les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).¹⁵ A travers son projet scientifique, l'UMR DIAL vise notamment à contribuer à la réflexion sur la réalisation des objectifs du développement et à l'analyse de l'impact des politiques menées dans le cadre de la coopération au développement.

A travers le projet NOPOOR, l'UMR DIAL s'intéressera plus particulièrement à l'action de la Communauté Européenne en matière de coopération pour le développement. Les objectifs de cette coopération ont notamment été définis par le Consensus Européen pour le Développement auxquels ont adhéré les états membres de l'UE en 2005. Ce consensus reprend bien entendu les 8 OMD mais prévoit de concentrer l'activité de la Communauté européenne sur 7 domaines principaux :

- le commerce et l'intégration régionale ;
- l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ;
- le développement rural et la sécurité alimentaire ;
- la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et les réformes économiques et institutionnelles ;
- la prévention des conflits et de la fragilisation des états ;
- le développement humain, la cohésion sociale et l'emploi.

Parmi ces différents domaines, les travaux de l'UMR se concentreront plus particulièrement sur (1) le commerce et l'intégration régionale ; (2) la gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et les réformes économiques et institutionnelles ; (3) le développement humain, la cohésion sociale et l'emploi.

¹⁵ Les huit objectifs du Millénaire pour le développement sont: la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, l'assurance d'une éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité des enfants, l'amélioration de la santé maternelle, le combat contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, l'assurance d'un environnement durable et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Destinataires

Les destinataires des activités de l'UMR sont donc principalement le monde académique et les pouvoirs publics. Mais l'UMR veille également à ne pas négliger les citoyens, particulièrement ceux des pays du Sud qui sont en droit d'attendre des résultats des études réalisées. Ainsi l'UMR s'astreint-elle à publier en français de nombreux articles ou ouvrages par ailleurs publiés en anglais. L'objectif est d'alimenter le débat entre la société civile et le pouvoir politique dans les pays concernés de façon à ce que les choix de politique économique soient plus favorables aux pauvres. Mentionnons également les étudiants, dont les cours sont en permanence enrichis des expériences de leurs enseignants. Le fait que l'unité soit adossée à plusieurs masters spécialisés sur ses thèmes est à ce titre un atout inestimable. Enfin l'unité elle-même est parfois le destinataire des activités de recherche lorsque celles-ci consistent à produire des données qui alimenteront les travaux de ses membres.

c. Organigramme fonctionnel et règlement intérieur

Ces éléments sont décrits en détail dans la partie "bilan". Aucune modification significative n'est anticipée au cours du prochain contrat.

2. Analyse SWOT et objectifs scientifiques de l'unité

a. Présentation du projet scientifique

Le projet scientifique de l'UMR DIAL sur la période 2014-2018 reposera sur la conduite de différents projets regroupés en 7 thèmes :

- PAUV Pauvreté et inégalités
- TRAV Marchés du travail
- MIG Migrations internes et internationales
- EVAL Evaluation d'impact
- INTER Economie internationale et mondialisation
- GOUV Gouvernance
- HECO Histoire économique

Cette structuration répond à plusieurs objectifs. Elle permet d'afficher 5 thèmes déjà présents dans la partie bilan et sur lesquels l'UMR a acquis une certaine notoriété et souhaite poursuivre ses travaux (PAUV, TRAV, MIG, INTER et GOUV). Elle met également en avant deux nouveaux thèmes par rapport au bilan (HECO et EVAL) qui correspondent soit à des chantiers de recherche plus récents (HECO) soit à un thème que l'UMR a déjà investi dans une certaine mesure mais qu'elle souhaite afficher de manière plus affirmée (EVAL). Cet affichage du thème de l'évaluation d'impact devrait permettre d'une part de capitaliser un savoir faire dans ce domaine et d'autre part de répondre aux demandes des acteurs de la sphère socioéconomique et politique.

Ces 7 thèmes couvrent les trois dimensions qui constituent à la fois l'identité, le projet et l'acronyme de l'UMR : Développement, Institutions et Mondialisation.

- La dimension **Développement** est abordée à travers les questions traditionnellement traitées en économie du développement (PAUV, TRAV et MIG) ainsi qu'à travers le thème EVAL.
- La dimension **Institutions** se retrouve dans plusieurs thèmes : le thème GOUV de manière évidente mais également certaines composantes des thèmes TRAV (institutions informelles) et

HECO (le rôle des institutions héritées de la colonisation dans le développement contemporain).

- La dimension **Mondialisation** est principalement abordée dans le thème INTER mais également à travers les questions de gouvernance mondiale dans le thème GOUV, l'étude du transnationalisme et de la formation des élites dans le thème MIG et à travers l'histoire comparée de la mondialisation et du développement dans le thème HECO.

Ces thèmes n'ont pas de responsable désigné et ne constituent donc pas autant d'équipes au sein de l'UMR. En effet, la plupart des chercheurs de l'unité sont investis dans au moins 2 thèmes de recherche parmi les 7 ainsi que dans plus d'une des 3 dimensions. Le projet d'UMR initial comportait 3 axes, dont un transversal, de sorte que le passage à 7 thèmes pourrait sembler une augmentation importante du nombre de sujets traités par l'unité. Mais il faut noter que dans le projet initial les thèmes PAUV, TRAV et MIG étaient alors réunis en un seul axe, ce qui introduisait un déséquilibre entre les axes. Les thèmes INTER et GOUV étaient réunis dans le second axe. Les véritables nouveautés sont l'apparition des axes HECO et EVAL, qui prolongent certains des travaux réunis dans le premier axe, et la disparition du pôle statistique qui constituait un axe transversal du projet initial. L'ambition statistique n'a pas pour autant disparu, puisqu'elle irrigue l'ensemble du projet de recherche de DIAL pour les années à venir. La collecte de données originales est un des avantages comparatifs que DIAL a su construire au cours des années et que l'équipe entend préserver.

La construction du projet scientifique de l'UMR DIAL pour le quinquennal 2014-2018 s'est appuyée sur une démarche « *bottom-up* » conduite en deux temps. Dans un premier temps les souhaits en termes de thèmes de travail ont été recueillis auprès des chercheurs de l'UMR dans la continuité de la rédaction du bilan auquel ont participé tous les chercheurs de l'UMR. Il n'est dès lors pas très étonnant que peu de thèmes nouveaux soient apparus. Une fois les 7 axes identifiés, les chercheurs ont été invités à fournir dans un second temps des éléments de description des projets qu'ils envisagent de conduire dans les prochaines années. Cette démarche permettait de répondre à l'exigence de donner des éléments concrets concernant la mise en œuvre des activités de recherche qui seront menées. Elle présente néanmoins le risque d'un aspect « catalogue » malgré les efforts d'intégration des différents projets. A cette critique, on peut répondre que la grande majorité des projets sont des projets collectifs. Par ailleurs, la structuration en 7 thèmes paraît dès lors plus efficace en termes d'intégration des différents travaux de recherche que ne l'aurait été une structuration à un niveau d'agrégation supérieur. Il faut enfin reconnaître que le financement actuel de la recherche « par projet » induit inévitablement ce type de structuration.

Les sept thèmes de recherche de DIAL sont décrits plus précisément dans la suite de cette section.

		DEV	INST	MOND
PAUV	Analyse dynamique des inégalités internes aux ménages et du risque de pauvreté au Sénégal (EPSF)	X		
	Dynamique de la pauvreté + Inégalités des chances et éducation	X		
	Vieillesse démographique, accumulation et pauvreté des ménages (Argentine et France)	X		
	Relation entre revenus et comportement de protection en matière de VIH/SIDA	X		
	Violence conjugale en Afrique	X		
TRAV	Secteur informel, institutions, capital social et dynamique du marché du travail		X	
	Structure de la population et offre de travail	X		
	Qualité de l'emploi	X		
MIG	Déterminants et conséquences des migrations internes sénégalaises (EPSF)	X		
	Déterminants des migrations et des transferts Sud-Sud (MIDDAS, 2MO)	X		
	Transnationalisme politique et émergence des élites au Sénégal et au Mali		X	X
INTER	Mesure de l'ampleur et des coûts du commerce international			X
	Les déterminants institutionnels du commerce et leurs conséquences sur le développement	X	X	
	Les entreprises dans la mondialisation			X
GOUV	Elites et responsabilité politique		X	
	Corruption		X	
HECO	Colonisation et développement contemporain (AFRISTORY)	X	X	
	Histoire comparée de la mondialisation et développement (Daudin)			X
Eval	Impact social des politiques (P135, Djibouti, CCTs)	X		
	Impact des chocs extrêmes (Haïti, Indonésie, Kenya)	X		
	Réflexions (CERISE, RUME)			

PAUV - Analyse de la pauvreté et des inégalités.

Chercheurs : Florence Arestoff, Philippe De Vreyer, Elodie Djemai, Najat El Mekkaoui, Javier Herrera, Sabine Mage-Bertomeu, Laure Pasquier-Doumer, Camille Saint-Macary.

Doctorants: Nathalie Guilbert, Marie Gueye

Collaborations extérieures : Sylvie Lambert (PSE), Ernesto Rezk (Universidad Nacional de Cordoba), Raj Arunachalam (University of Michigan), Rebecca Thornton (University of Michigan), Michael Grimm (Erasmus University, Rotterdam and Passau University).

Financement : 7^{ème} PCRD.

L'analyse de la pauvreté et des inégalités dans le monde, et notamment dans les PED, continuera à être un domaine de recherche central au sein de l'UMR DIAL notamment à travers le projet NOPOOR qui a remporté l'appel « Tackling poverty in a development context », dans le cadre du programme SSH (Social Sciences and Humanities) du 7ème PCRD. Ce projet a démarré le 1er avril 2012 et durera cinq ans, recouvrant donc une grande partie de la période de ce projet de recherche.

La pauvreté a des multiples dimensions ce qui justifie que son analyse doit se faire non seulement d'un point de vue statique et dynamique, mais aussi sur des indicateurs de bien-être monétaires et non-monétaires, objectifs et subjectifs. Si des recherches récentes s'intéressent à des indices de mesure qui agrègent différentes dimensions de la pauvreté - voir le rapport du PNUD sur le développement humain (2010) -, il est évident qu'un seul indice ne pourrait en aucun cas capturer tout ce qui explique le phénomène de la pauvreté. Il ne faut donc pas négliger l'analyse en profondeur, une par une ou de façon jointe, d'une série de dimensions fondamentales de la pauvreté, notamment le niveau de revenus ou de consommation des ménages ou individus tout au long de leur cycle de vie, leur niveau d'éducation ou de santé, leur accès au crédit, au travail, aux réseaux sociaux. Cette démarche ne peut que contribuer à une meilleure conception et ciblage des politiques publiques pour réduire ce phénomène multidimensionnel qu'est la pauvreté. Il est aussi important de ne pas ignorer l'analyse des inégalités. Non seulement des niveaux élevés d'inégalités sur certaines dimensions du bien-être peuvent être éthiquement contestables en soi, mais ils peuvent générer certaines inefficacités de marché qui peuvent conduire à des réductions du taux de croissance économique des pays, ou en tout cas, à des diminutions de l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance (Ferreira et Ravallion, 2008).

Prenant en compte ces différents éléments, l'équipe de l'UMR DIAL concentrera une partie importante de ses efforts et ses ressources des années à venir sur la mesure de la pauvreté et des inégalités observées sur une série de dimensions du bien-être et sur l'analyse de leurs déterminants. En conséquence, le thème de recherche PAUV visera le développement des outils de collecte et d'analyse de la pauvreté et des inégalités sur une série des dimensions spécifiques, ainsi qu'une meilleure compréhension des causes et conséquences de la pauvreté dans divers pays en développement. Différents projets sont envisagés dans ce thème, la plupart s'insèrent dans NOPOOR, d'autres prolongent des projets déjà en cours ou s'appuient sur l'exploitation de données collectées au cours du quinquennal précédent.

Analyse dynamique des inégalités internes aux ménages et du risque de pauvreté au Sénégal

Ce projet de recherche compte approfondir les travaux effectués sur l'enquête originale sur la pauvreté et les structures familiales au Sénégal (enquête PSF réalisée en deux vagues: 2006-2007 et 2010-2012), et notamment utiliser sa dimension panel individuel (voir le bilan du pôle statistique pour plus de détails). Le Sénégal est un pays où les ménages ont une taille moyenne élevée (9 personnes) et sont caractérisés par une double extension verticale (cohabitation de personnes appartenant à au moins 3 générations différentes) et horizontale (cohabitation de membres adultes d'une même génération, accompagnés ou non de leur famille). Ainsi il est fréquent que cohabitent au sein des ménages sénégalais des cellules familiales plus ou moins indépendantes financièrement. Une telle situation est favorable à la création d'inégalités au sein des ménages. L'enquête PSF est conçue de façon à permettre la mesure des ressources auxquelles a accès chaque cellule du ménage. Les études réalisées sur les données de la première vague d'enquête indiquent que selon que la consommation est mesurée au niveau du ménage tout entier ou au niveau de chaque unité familiale identifiée dans le ménage, le diagnostic en termes de pauvreté et d'inégalités est différent. En exploitant la dimension panel des données de l'enquête PSF, l'objectif de ce projet est double : d'ordre méthodologique aussi bien qu'analytique. Une première série de questions portera sur la mesure de la pauvreté et les erreurs commises lorsque l'on analyse son évolution à partir de données d'enquêtes sur les ménages en panel. Comment est modifié le diagnostic lorsque l'on base le changement dans la mesure de la pauvreté sur l'agrégat calculé au niveau du ménage, ou sur l'agrégat calculé au niveau des unités familiales qui le composent ? Ensuite, lorsque l'on tient compte de la modification de la composition du ménage et que l'on suit les trajectoires individuelles des membres qui le composaient lors de la première année d'observation, que devient la mesure de la pauvreté ? Sur un plan analytique, qu'est-ce qui détermine l'évolution du risque de pauvreté et plus généralement les modifications dans l'accès aux ressources ? Sont-ce les caractéristiques du ménage, ou bien plutôt celles des unités familiales auxquelles les individus appartiennent ? Les implications en termes de ciblage des politiques de lutte contre la

pauvreté des réponses à ces questions sont importantes et feront l'objet d'une attention particulière au cours de la recherche.

Dynamique de la pauvreté

L'objectif de cette recherche, inscrite dans le projet NOPOOR, est d'aller plus loin dans la compréhension de la dynamique de la pauvreté dans les PED. Selon qu'elle soit chronique ou transitoire, la pauvreté appelle des politiques différentes, structurelles dans le premier cas et de protection sociale dans le second cas. Les recherches sur la dynamique de la pauvreté dans les PED ont connu de grandes avancées ces dernières années, grâce à la collecte de données de panels de qualité dans plusieurs pays, dont le Vietnam. Cependant, comme souligné par Baulch (2011), elles restent encore très limitées dans leur conception de la pauvreté, l'approche monétaire de la pauvreté dominant largement, sans prise en compte des développements récents de la recherche sur le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Il s'agit donc de dépasser cette limite en appréhendant la pauvreté à la fois dans ses multiples dimensions et de façon dynamique, dans le cas du Vietnam. Ce pays a été retenu car il est l'un des pays pionniers en termes d'analyse de la dynamique de la pauvreté et qu'il dispose par conséquent de données particulièrement riches, mais aussi et surtout car DIAL bénéficie d'un partenariat solide avec l'Académie des Sciences Sociales (VASS). Ce projet, mené donc en collaboration avec la VASS, utilisera les données de panel d'enquêtes auprès des ménages sur leur niveau de vie (VHLSS). Pour approcher la pauvreté dans ses multiples dimensions, une collecte sera menée complétant les données VHLSS par un module spécifique, développant notamment le concept de pauvreté subjective et d'aspiration. Cette collecte sera financée par le projet NOPOOR. DIAL utilisera aussi le panel Young Lives qui suit depuis maintenant 10 ans des enfants et leur famille au Vietnam, en Inde, au Pérou et en Ethiopie, la VASS étant l'institution chargée de la collecte et l'analyse des données au Vietnam.

Inégalité des chances et éducation

Parce que l'éducation élargit la liberté de choix et d'action (Sen, 2000) et définit les opportunités d'accès à des moyens de subsistance et/ou à un travail décent, l'absence d'éducation doit être considérée comme un facteur essentiel de la pauvreté. Les progrès réalisés ces dernières années pour favoriser l'accès des pauvres à l'éducation sont dans beaucoup de pays impressionnants, au Vietnam notamment. Toutefois, cette amélioration quantitative de l'éducation est souvent allée de pair avec un accroissement des inégalités dans l'accès à une éducation de qualité. Si les déterminants de ces inégalités ont été largement étudiés, les mécanismes par lesquels ces inégalités sont reproduites et les raisons pour lesquelles les politiques visant à les réduire ont souvent échoué, restent encore à explorer. L'un des canaux sur lequel DIAL portera une attention toute particulière est celui des aspirations. Comment les aspirations des parents pour leurs enfants conditionnent-elles les aspirations scolaires des enfants et comment ces aspirations interagissent-elles avec les parcours scolaires ? En se basant sur les données longitudinales du panel Young Lives, dans lesquelles ces trois types d'informations sont disponibles, et en combinant approches quantitative et qualitative au moyens d'entretiens semi-directifs, DIAL entend apporter de nouvelles connaissances sur ce sujet. L'approche suivie sera comparative, entre le Pérou et le Vietnam, ces deux pays faisant face à des problèmes similaires, comme celui de l'écart grandissant entre les minorités ethniques et la majorité dans l'accès à l'éducation de qualité, mais à un stade très différent : le Pérou fait face à ce problème depuis de nombreuses décennies, alors que le Vietnam voit depuis peu apparaître le phénomène de creusement des inégalités. Cette recherche sera menée en partenariat avec la VASS au Vietnam et GRADE au Pérou.

Vieillesse démographique, accumulation et pauvreté des ménages en France et en Argentine

Les contraintes économiques et démographiques pesant sur les systèmes de retraite des pays de l'OCDE appellent à d'importantes réformes, et laissent entrevoir une nécessité accrue d'épargner collectivement ou individuellement durant la vie active pour pallier les baisses attendues des taux de remplacement servis par les régimes par répartition. Les réformes menées en France visent à accroître la contributivité des systèmes de retraites mais aussi leur individualisation de manière à améliorer leur soutenabilité à long terme. L'accroissement de la contributivité conjugué à la dégradation des conditions d'emploi sur le marché du travail pourrait entraîner une hausse du risque de pauvreté parmi

les futurs retraités (Franco, Marino et Tommasino, 2008). En effet, l'augmentation de la fréquence des parcours professionnels accidentés rend plus difficile l'obtention d'une retraite à taux plein (Colin, Iéllhé et Mahieu, 2000 ; El Mekkaoui De Freitas *et al.*, 2011). En Argentine, seul l'Etat permettait à beaucoup de retraités percevoir un montant minimum de pension. En effet, le système de retraite étant en majeure partie privé, beaucoup d'argentins ne réussissaient pas à procéder à une capitalisation suffisante pour subvenir à leur besoin durant la retraite. Les dernières réformes ont donc conduit l'Argentine à revenir vers un système par répartition pour améliorer la couverture. Néanmoins, une épargne retraite complémentaire individuelle ou collective sera nécessaire aux argentins pour améliorer leur niveau de vie et diminuer la pauvreté aux âges élevés.

En 2007, l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE) mettait en évidence le déficit d'épargne retraite parmi les actifs pour compenser la baisse attendue des taux de remplacement dans de nombreux pays. Or l'épargne retraite individualise les trajectoires de préparation à la retraite, au même titre que le font les systèmes de retraite en comptes notionnels. Cette individualisation entraîne un risque accru d'inégalités. Dans ce projet de recherches, nous analyserons, dans une première partie et dans le cadre du modèle à génération, l'état de pauvreté et de la détention d'actifs des ménages en Argentine et en France, où les problématiques de vieillissement se présentent différemment. Dans la seconde partie, nous analyserons l'accumulation des ménages en vue de la retraite à l'aide de modèles de décision et étudierons l'impact de cette accumulation sur le niveau de pauvreté et sur les inégalités entre ménages.

Relation entre revenus et comportement de protection en matière de VIH/sida

Trois projets étudieront la relation entre revenus et comportement de protection en matière de VIH/sida. La littérature actuelle sur le sujet suggère, au niveau microéconomique, que les individus riches prennent plus de risque que les moins fortunés, et au niveau macroéconomique, qu'une relation positive entre revenus et épidémie semble également observée (eg Lachaud, 2007). Ces projets visent à étudier le rôle des chocs et de l'instabilité du revenu sur les comportements de santé, d'un point de vue microéconomique. Un premier projet mené avec Raj Arunachalam mesure l'impact des fluctuations climatiques sur les comportements de santé en Afrique Subsaharienne avec une application au Kenya. Un deuxième projet mené avec Rebecca Thornton utilise des données collectées au Malawi pour lesquelles les individus ont été interrogés au quotidien. D'un autre côté, le rôle de la transmission du VIH lors d'accouchement et transfusion semble avoir été minimisé dans les études sur l'ampleur de l'épidémie du Sida en Afrique Subsaharienne. Un projet mené avec Michael Grimm sur un panel de pays africains vise à mesurer le rôle de l'accès et de l'utilisation des services de santé sur la probabilité d'être infecté par le VIH à l'aide de données d'enquête et de bio-marqueurs.

Analyse de la violence conjugale en Afrique

Ce projet porte sur la violence conjugale, et plus précisément sur l'acceptation de la violence conjugale, dans un panel de pays africains à l'aide de données individuelles collectées dans le cadre des Enquêtes Démographiques et de Santé. A notre connaissance, cette question n'a, à ce jour, été abordée que dans l'article de Yount et Li (2009) qui porte sur l'Egypte. Or, le phénomène mérite une attention particulière puisqu'en Zambie par exemple, en 2010, plus de 40% des femmes de 15 à 49 ans déclarent qu'il est justifié qu'un mari batte son épouse si elle sort sans le lui dire, se dispute avec lui ou si elle néglige les enfants. Bien que les différentes formes de violence soient justifiées de manière très variable d'un pays à l'autre, ce pourcentage s'avère comparable au Rwanda en 2010 et au Kenya en 2008. Il est moindre au Zimbabwe et au Malawi. Pourquoi ? Ce projet se focalisera donc sur des pays disposant de deux vagues d'enquêtes récentes afin d'identifier une variation des comportements à la fois dans le temps au sein de chaque pays mais aussi entre les pays. Une attention particulière sera portée à l'éducation, envisagée du point de vue des femmes et du point de vue de leurs enfants. En effet, tandis qu'au Kenya et au Rwanda, la justification de la violence diminue avec le niveau d'éducation des femmes, au Zimbabwe, au Malawi ou en Zambie les femmes ayant un niveau d'éducation primaire sont plus enclines à justifier la violence domestique que les femmes sans éducation. Il s'agit là d'un résultat peu favorable à l'objectif d'universalité de l'éducation de base accepté par tous. Par ailleurs, ce projet s'attachera à analyser le caractère intergénérationnel de la violence conjugale et notamment l'impact de cette acceptation de la violence par les femmes elles-mêmes sur l'éducation de leurs enfants et plus spécifiquement sur l'éducation de leurs filles.

Analyse de la ségrégation résidentielle et son impact sur l'emploi, les rendements scolaires et la violence

À la suite de la migration rurale-urbaine et de la croissance démographique, la population de la capitale du Pérou a été multipliée par 12 au cours des 40 dernières années, processus qui a été concomitant à l'extension spatiale de la ville. Actuellement, plus de la moitié de la population réside dans les périphéries. Le contraste entre ces zones et la partie consolidée de la ville concernant l'accès aux services publics, la densité commerciale, etc. est très important. De même, dans les zones périphériques se concentre la population la plus pauvre et ayant de faibles niveaux de scolarité. Cependant, au cours de la dernière décennie de forte croissance il s'est produit une forte différenciation économique et sociale au sein des zones périphériques. La population dans les zones périphériques pauvres a fait l'objet d'un grand nombre d'études. Pas ou peu d'attention a été prêtée à des phénomènes de ségrégation résidentielle et de mobilité et de son impact sur l'inclusion dans le marché du travail.

Les études sur la ségrégation résidentielle ont porté essentiellement sur la dimension ethnique dans le contexte des grandes métropoles des pays développées. L'attention a été centrée sur les différentes dimensions de la ségrégation (Massey, White, Phua, 1996) et plus récemment sur les indicateurs pour les mesurer en tenant compte de la dimension spatiale (O'Sullivan, Wong, 2007). L'éducation et le marché du travail ont été les principaux points focaux dans l'étude de l'impact (externalités) de la ségrégation résidentielle. Ce n'est que récemment, avec l'accès aux micro-données des recensements de population, que les études sur la ségrégation résidentielle se sont développées dans les pays en développement (Rodríguez, 2008).

Dans le cas du Pérou, l'utilisation combinée des données du recensement, l'enquête auprès des ménages et d'une enquête spécifique sur la mobilité et trajectoires résidentielles nous permettra de répondre aux questions suivantes : quelle est l'importance de la ségrégation résidentielle ? Quelles sont ses dimensions les plus importantes ? Dans quelle mesure l'environnement résidentiel défavorable a-t-il un impact négatif sur les caractéristiques de l'emploi des habitants des zones socialement marginalisées ? Quel impact a la ségrégation résidentielle sur la qualité de l'école et le rendement de l'éducation ? Quels sont les liens entre ségrégation résidentielle et la violence ? Dans quelle mesure la ségrégation résidentielle, violences urbaines et des opportunités économiques sont-elles reliées et contribuent à la reproduction de la pauvreté ?

Principales références bibliographiques

Baulch, B. (2011) : Chronic poverty : what is to be done ?, Dans B. Baulch Ed. *Why Poverty Persists: Poverty dynamics in Asia and Africa*, Edward Elgar Publishing.

Colin, C., Iélu, V. et Mahieu, R. (2000) 'Les trajectoires de fin de carrière des salariés du secteur privé', *Dossier Solidarité et santé*, DREES, n°3.

El Mekkaoui De Freitas N, Briard K, Duc C, Mage S., Legendre B., (2011), 'Aléas de carrières des seniors et impact sur les retraites', *Economie et Statistiques*, à paraître.

Ferreira, F.H.G. et Ravallion, M. (2008) : Global Poverty and Inequality: A Review of the Evidence, *Policy Research Working Paper n°4623*, The World Bank.

Franco, D., Marino, M.R., and Tommasino, P., (2008), 'Pension policy and poverty in Italy : Recent developments and new priorities', *Giornale degli Economisti e Annali di Economia*, 67: p119-160.

Lachaud, J.P., (2007) : HIV prevalence and poverty in Africa: Micro- and macro-econometric evidences applied to Burkina Faso. *Journal of Health Economics*, vol 26.

Massey D.S., White M.J., Phua V.C. (1996) : The dimensions of Segregation Revisited. *Sociological methods & Research*, 25 (2), pp. 172-205.

O'Sullivan, D., Wong, D. (2007) : "A surface-based approach to measuring spatial segregation", *Geographical Analysis*, vol.39, pp.147-168.

Rodríguez, J. (2008) : "Movilidad cotidiana, desigualdad social y segregación residencial en cuatro metrópolis de América Latina", *Eure*, vol. XXXIV, n°103, pp.49-71.

Sen, A. (2000) : *Development as freedom*. Delhi: Oxford University Press,366p.

UNDP (2010) : Human Development Report 2010 : The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development. Macmillan, New York.

Yount, K. M. and Li, L. (2009) : Women's "Justification" of Domestic Violence in Egypt. *Journal of Marriage and Family*, 71: 1125–1140.

TRAV - Marchés du travail

Chercheurs : Isabelle Chort, Philippe De Vreyer, Ivan Ledezma, Christophe Nordman, Xavier Oudin, Laure Pasquier-Doumer, Mireille Razafindrakoto, Anne-Sophie Robilliard, François Roubaud.

Doctorants : Axel Demenet.

Collaborations extérieures : Jean-Michel Wachsberger (Université de Lille), Karine Mazaryan (Banque Mondiale), Virginie Comblon (Volontaire Internationale, IRD).

Financements : 7^{ème} PCRD.

La compréhension du fonctionnement des marchés du travail dans les pays en développement restera au cœur du programme de l'UMR. L'analyse du secteur informel sera approfondie, l'unité ayant montré un avantage comparatif certain sur cette thématique (voir bilan). L'UMR développera des thèmes vers lesquels elle s'est récemment orientée, à savoir le rôle des réseaux sociaux dans la dynamique du marché du travail, les liens qu'entretiennent la structure de la population et l'offre de travail et enfin la qualité du travail.

Secteur informel, institutions, capital social et dynamique du marché du travail

Le poids dominant de l'économie informelle dans les pays en développement mais aussi sa persistance constituent un réel défi pour les politiques publiques. Pourtant, la connaissance de l'économie informelle reste encore très partielle. La littérature empirique, malgré son récent développement, ne permet pas à l'heure actuelle de valider l'un ou l'autre des trois grands courants de pensées théoriques prévalant sur les raisons de l'existence du secteur informel et sur les effets de ce secteur sur le développement des pays (La Porta et Shleifer, 2008). L'approche empirique du secteur informel se doit donc d'être renouvelée, en intégrant des dimensions jusque-là laissées dans l'ombre.

Partant des résultats de ses recherches antérieures mettant en évidence l'hétérogénéité de ce secteur, son importante dynamique et sa marginalisation (Cling *et alii*, 2010 ; Demenet *et alii*, 2010), l'UMR cherchera à participer à ce renouvellement en analysant le rôle des institutions formelles et du capital social sur les comportements des micro-entrepreneurs, puis *in fine* sur leurs caractéristiques et leurs performances économiques. Plus précisément, l'UMR s'intéressera à l'effet des lois et règles sur l'enregistrement et la taxation, des systèmes de protection sociale, des politiques publiques d'appui, d'incitation ou d'interdiction, pour ce qui concerne les institutions formelles, et aux conséquences de la corruption, des normes sociales et des réseaux sociaux pour ce qui concerne le capital social. Les comportements étudiés seront la décision des micro-entrepreneurs d'enregistrer leur activité, celle de payer les taxes, et enfin celle d'investir pour développer leurs activités. Ce projet analysera ensuite la manière dont ces facteurs influent sur les performances économiques des micro-entreprises, celles-ci étant mesurées par les mesures objectives usuelles, mais également par des mesures subjectives, telles que le degré de satisfaction exprimée par l'entrepreneur.

L'analyse des réseaux sociaux et de leurs effets sur la dynamique du secteur informel sera élargie au cadre plus général de la dynamique du marché du travail. En mobilisant les corpus théoriques de la sociologie et de l'économie, nous chercherons à savoir dans quelle mesure et pourquoi des réseaux sociaux différemment constitués en termes de structures, de ressources et de type de liens, peuvent conduire à des trajectoires différenciées sur le marché du travail. Cette recherche sera novatrice car si l'importance du rôle des réseaux sociaux dans le fonctionnement des marchés du travail est largement montrée (Ioannides et Loury, 2004), les caractéristiques des réseaux sociaux mobilisés par les individus pour améliorer leur trajectoire professionnelle sont très peu connues dans les pays en développement et les rares recherches empiriques sur ce thème montrent des résultats très contrastés, en particulier dans le contexte asiatique. Dans le cadre de cette recherche, la dynamique du marché du

travail sera également appréhendée dans son aspect intergénérationnel, en s'interrogeant sur le rôle des réseaux sociaux dans la reproduction des inégalités sociales sur le marché du travail.

Ces travaux combineront des méthodes quantitatives et qualitatives. Ils s'appuieront notamment sur le corpus existant des *enquêtes 1-2-3* disponibles, avec des données de panel au Vietnam et à Madagascar, et des enquêtes qualitatives sur le secteur informel déjà conduites par l'UMR. De nouvelles collectes de données quantitatives et qualitatives sont également prévues dans le cas du Vietnam, permettant d'approfondir les nouvelles dimensions que l'UMR cherche à développer, en particulier celle des réseaux sociaux. L'apport attendu de ces travaux sur le plan méthodologique sera celui de la mesure quantitative des réseaux sociaux dans le cadre du marché du travail, de la mesure subjective des performances économiques, ainsi que des réflexions sur l'articulation possible d'approches quantitatives et qualitatives, en écho aux travaux du réseau de chercheurs *Q-squared* sur l'analyse de la pauvreté (Kanbur, 2005).

Ces recherches seront menées dans le cadre du programme NOPOOR avec la poursuite des partenariats instaurés de longue date au Vietnam, notamment avec l'Office Générale des Statistiques et la VASS, à Madagascar avec l'Institut des statistiques (INSTAT) et le Centre d'Etudes Economiques (CEE) de l'Université d'Antananarivo, mais également en développant de nouveaux partenariats en Inde avec l'*Institute for Human Development* de New Dehli à travers l'affectation de longue durée d'un chercheur de l'UMR. Les collectes de données seront financées en partie par le projet NOPOOR et une demande de financement complémentaire a été adressée en 2012 à l'ANR INEG. Les résultats de ces recherches donneront lieu à une large diffusion à travers la publication d'articles scientifiques, mais aussi la mise en réseau de différents instituts de statistiques de pays participants au projet NOPOOR et de conférences à destination d'un large public prévues dans le cadre de ce projet. Au moins trois thèses seront encadrées dans ce cadre, dirigées par des chercheurs de l'UMR, dont deux menées par de jeunes chercheurs vietnamiens.

Structure de la population et offre de travail

Les pays d'Afrique connaissent d'importants changements démographiques susceptibles d'influer fortement sur leur développement, en particulier à travers leurs effets sur le marché du travail. En amorçant la seconde phase de la transition démographique, certains d'entre eux devraient bénéficier d'une fenêtre d'opportunité pour leur développement, généralement appelée dividende démographique (Bloom, Canning et Sevilla, 2003), due au fait que la part de la population d'âge actif augmente sensiblement, alors que la charge des inactifs par actif diminue. L'UMR se propose donc de revisiter les relations entre dynamiques démographiques et dynamiques du marché du travail dans le contexte Africain, en tirant bénéfice de données originales particulièrement riches et en usant d'une approche comparative quasi-systématique. L'UMR étudiera plus précisément les conséquences des changements démographiques sur l'insertion des jeunes sur le marché du travail et leur passage à l'âge adulte, sur la participation des femmes au marché du travail, et plus largement les conditions de réalisation du dividende démographique.

En effet, l'Afrique est le continent le plus jeune de la planète. La question de l'insertion professionnelle des jeunes est par conséquent un enjeu majeur. Comme en Europe, mais à un degré nettement plus élevé, les jeunes sont largement défavorisés sur les marchés du travail africains. Ils font face à un risque de chômage plus important que leurs aînés et leurs conditions de vie sont souvent plus difficiles. La conjonction entre une pression démographique forte et l'absence d'opportunités d'emploi des jeunes a des impacts pour les pays africains en limitant les bénéfices qu'ils pourraient attendre du dividende démographique, mais aussi au-delà du continent africain puisque les flux migratoires sont en partie alimentés par la disponibilité d'un grand nombre de jeunes sans perspectives.

Toutefois, les implications d'une entrée retardée des jeunes africains sur le marché du travail restent largement inexplorées, alors qu'elle est susceptible d'affecter leurs revenus futurs, mais aussi leur statut social, les décisions de cohabitation et maritales et plus généralement l'entrée dans l'âge adulte (Antoine, Razafindrakoto, et Roubaud, 2001). L'objectif de notre recherche est d'étudier la relation qu'entretiennent l'insertion sur le marché du travail, le mariage et la fécondité, en se focalisant notamment sur l'impact de la structure du ménage sur l'accès aux marchés du travail et matrimonial, dans un contexte où la plupart des emplois et des conjoints sont rendus disponibles par le réseau familial ou communautaire. Cette recherche se basera sur l'enquête Pauvreté et Structure Familiale (PSF, voir thème PAUV et bilan) qui présente le double avantage d'offrir un suivi de panel des

individus (2006/07-2010/12) permettant de dépasser les biais généralement rencontrés dans ce type d'analyses et de contenir des informations très détaillées sur la structure des ménages, allant bien au-delà, dans la prise en compte de la complexité des structures familiales en Afrique, de ce qu'autorisent les enquêtes classiques.

La question de la participation des femmes au marché du travail en Afrique revêt elle aussi une importance stratégique pour l'avenir du continent africain. Tout d'abord, à travers son effet positif sur la croissance économique (Klasen et Lamanna, 2009), l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail est susceptible de contribuer à la réduction de la pauvreté. D'autre part, au-delà de la contribution à la croissance, une meilleure insertion des femmes sur le marché travail pourrait participer directement à leur autonomisation et à la promotion de l'égalité des sexes (Duflo, 2011). Enfin, dans un contexte de mutations démographiques, le rôle des liens entre travail des femmes, structures familiales et fécondité est déterminant pour l'avenir démographique du continent africain.

L'UMR s'investira dans cette problématique dans les prochaines années, en développant deux aspects novateurs. D'abord, elle interrogera la pertinence des mesures disponibles du travail des femmes dans le contexte africain. Elle analysera ensuite les facteurs de la participation des femmes au marché du travail, largement étudiés dans les pays développés mais sous-explorés en Afrique. Un regard plus approfondi sera porté sur les liens entre participation des femmes au marché du travail et fécondité. Ce projet bénéficiera d'une exceptionnelle base intégrée de données sociodémographiques et économiques construites à partir de 52 enquêtes et recensements existants au Sénégal, au Mali et au Cameroun, couvrant la période 1976-2009 et harmonisée dans le cadre d'un précédent projet de l'UMR mené en partenariat avec les instituts de statistiques du Sénégal, du Mali et du Cameroun. La richesse de cette base de données garantira la robustesse et la portée des résultats et se basera sur des approches à la fois micro et macroéconomiques. Cette recherche donnera lieu à un encadrement de thèse et sera l'objet de large diffusions sur le plan académique mais également au niveau local afin d'alimenter les réflexions des décideurs locaux sur la définition des politiques d'emploi et des politiques familiales.

Le développement d'un partenariat en Inde (avec le *Centre for Development Economics* de la *Dehli School of Economics* dans le cadre du projet NOPOOR mais aussi avec l'*Institute for Human Development* à travers le projet d'affectation d'un chercheur de l'UMR) et l'existence d'un partenariat fort au Vietnam avec la *Vietnamese Academy for Social Sciences* (VASS) permettra dans un deuxième temps de comparer les changements structurels et de comportements observés en Afrique à ceux observés en Asie, afin d'affiner l'évaluation des impacts attendus des changements démographiques sur les marchés du travail africains. En plus des micro-données collectées dans le cadre de ces partenariats, l'UMR aura également recours, dans le cadre du projet NOPOOR, aux macro-données collectées au niveau international.

Qualité de l'emploi

Les réflexions sur la multidimensionnalité de la pauvreté ont mis en avant la qualité de l'emploi comme le grand absent des débats sur la pauvreté et des mesures du développement humain (Alkire, 2007). Des recherches menées par l'UMR sur la mesure de la qualité de l'emploi tendront à combler cette lacune, tout en nourrissant les autres recherches de l'UMR sur le marché du travail. Elles interrogeront notamment la notion de travail décent récemment promue par l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 1999), dans son concept, sa mesure et les outils statistiques à mettre en œuvre. Ce projet est mené en partenariat avec les instituts de statistiques du Maroc, du Burkina Faso, du Bénin, du Sénégal et du Mali et avec AFRISTAT et est financé par l'OIT et le projet NOPOOR. La protection sociale sera une dimension de la qualité du travail tout particulièrement étudiée, à la fois dans le cadre du secteur informel, mais aussi à travers une réflexion théorique, dans son lien avec les incitations qu'ont les entreprises à innover.

Principales références bibliographiques

Alkire, S. (2007) : *The Missing Dimensions of Poverty Data: An Introduction*, OPHI Working Paper, No. 00.

Antoine, P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2001) : *Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo*, *Revue Autrepart*, 18, 17-36.

- Bloom, D., Canning, D., et Sevilla J. (2003)** : *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*. RAND Corporation, Santa Monica CA, 126p.
- Cling, J.-P., Nguyen, T. T. Huyen, Nguyen, H. Chi, Phan, T. N. Tram, Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010)** : *The Informal Sector in Vietnam: A focus on Hanoi and Ho Chi Minh City. Detailed analysis of the results drawn from the Labour Force Survey 2007 and the Informal Sector surveys conducted in Hanoi (2007) and HCMC (2008)*. Hanoi: Editions The Gioi. 190p.
- Demenet, A., Nguyễn, T. T. Huyền, Nguyễn, H. Chí, Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2010)** : Dynamics of the informal sector in Hanoi and Ho Chi Minh City : Main findings of the Household business & Informal sector survey 2007 & 2009, Hanoi : GSO, IRD, World Bank, DFID, 32 p.
- Duflo, E. (2011)** : Women's Empowerment and Economic Development, November 2011, NBER Working Paper No. 17702.
- Ioannides, Y.M., Loury, L.D. (2004)** : "Job Information Networks, Neighborhood Effects, and Inequality", *Journal of Economic Literature*, 42(4), 1056-93.
- ILO (1999)** : Decent Work. Geneva.
- Kanbur, R. (ed) (2005)** : Q-Squared - Qualitative and Quantitative Poverty Appraisal: Complementarities, Tensions and the Way Forward, *Q-Squared Working Paper* No. 1, Cornell University.
- Klasen, S. et Lamanna, F. (2009)** : The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries, *Feminist Economics*, 15(3), 91-132.
- La Porta, R. et Shleifer A. (2008)** : The Unofficial Economy and Economic Development, *Brookings Papers on Economic Activity, Economic Studies Program.*, 39(2), 275-363.

MIG - Migration

Chercheurs : Florence Arestoff, Lisa Chauvet, Isabelle Chort, Philippe De Vreyer, Flore Gubert, Sandrine Mesplé-Somps, El Mouhoub Mouhoud.

Doctorants : Carolina Albanc, Maya Ayoub, Anda David, Mélanie Kuhn, Marion Mercier, Amal Miftah, Erin Shehu, Arouna Sougane.

Collaborations extérieures : Jean-Philippe Dedieu (Post-doctorant, IRIS), Hein De Haas (International Migration Institute, Oxford University), Choghik Kasparian (Université Saint-Joseph, Liban), Sylvie Lambert (PSE), Dolores López (Université de Navarre), Douglas Massey (Princeton University, Center for Migration and Development), Luis Miotti (CEPN Paris Nord), Carolina Montoro (Université de Navarre), Joël Oudinet (CEPN Paris Nord), Juan José Pons (Université de Navarre), Abba Safir (Banque mondiale), Magaly Sanchez (Princeton University, Center for Migration and Development), Jean-Noël Senne (PSE), Ilka Vari-Lavoisier (Doctorante CMH).

Financements : Agence Nationale pour la Recherche, FEMISE.

Bien que la question des liens entre migration et développement ait suscité un fort engouement au sein de la communauté scientifique au cours des dernières années, la littérature qui lui est consacrée se concentre essentiellement sur les migrations Sud-Nord. Elle néglige de ce fait les migrations Sud-Sud et, dans une moindre mesure, les migrations internes. En outre, à l'exception de quelques travaux récents (voir notamment Spilimbergo, 2009 et Batista et Vicente, 2010), les analyses proposées se restreignent généralement aux seuls flux financiers associés à la migration, en ignorant la circulation des idées, les transferts de normes ou encore l'accumulation de nouvelles compétences que rend possible la mobilité géographique des personnes. Grâce aux efforts importants que les chercheurs de l'unité ont récemment consentis en matière de collecte de données originales sur les migrations (enquête PSF, enquêtes MIDDAS et GLAMMS, enquête 2MO, enquête MOPREAS, etc.)¹⁶, ces différents aspects constitueront les points focaux des analyses conduites dans ce thème de recherche.

A court terme, les recherches porteront plus précisément sur trois volets : (1) les déterminants et conséquences des migrations internes (avec une application au cas du Sénégal) ; (2) les déterminants des migrations Sud-Sud et des transferts qui leur sont associés ; et (3) les différentes formes d'engagement politique et associatif des migrants et la façon dont ces derniers peuvent être vecteurs de normes ou de pratiques politiques dans leur pays d'origine. En parallèle, la question du rôle de l'expérience migratoire dans l'émergence de nouvelles élites africaines sera examinée, ainsi que celle de savoir dans quelle mesure l'implication forte des migrants de retour dans la vie politique de leur communauté d'origine influence, le cas échéant, la gouvernance locale et les choix d'allocation de la dépense et des biens publics. Ce dernier volet sera l'occasion d'échanger avec les chercheurs de l'unité impliqués dans le thème GOUV, avec lequel il a une intersection forte. Pour finir, de nouvelles opérations de collecte de données devraient également être entreprises sur la période 2014-2018 à la faveur des prochaines élections municipales au Mali et au Sénégal d'une part, et du démarrage d'un grand projet collaboratif sur la migration internationale marocaine d'autre part.

Déterminants et conséquences des migrations internes sénégalaises

En comparaison des migrations internationales, notamment celles à destination des pays développés, les migrations internes sont nettement moins documentées. Le premier modèle de développement (Lewis, 1954) a mis en avant l'importance de la migration de la main d'œuvre depuis l'agriculture vers l'industrie dans le processus de développement économique. Plus tard, face à l'accroissement de la population urbaine et à la progression du chômage, Harris et Todaro (1970) ont montré quels pouvaient être les effets pervers induits par l'industrialisation en termes d'accélération de l'exode rural. De fait, la croissance rapide et parfois incontrôlée de la population urbaine est un fait marquant des pays en développement depuis le début des années 1970. La bonne compréhension des déterminants et de l'impact des migrations internes passe toutefois par la collecte de données adéquates qui, à l'exception des données du Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUOA)

¹⁶ Ces différentes enquêtes sont présentées en détail dans la partie « Bilan » de ce rapport.

portant sur la période 1988-1992 et des données issues des enquêtes "Migration et Transferts de Fonds" de la Banque mondiale réalisées en 2009, font cruellement défaut en Afrique Sub-saharienne.

Le présent projet de recherche propose d'employer des données originales qui présentent l'avantage, contrairement à celles du REMUAO ou de la Banque mondiale, de porter sur un panel d'individus. Issues des deux vagues de l'enquête Pauvreté et Structure Familiale (PSF) réalisée au Sénégal, ces données permettent de suivre un nombre important d'individus sur une période de 4 à 5 ans et, pour ceux ayant migré entre les deux vagues, d'observer leur situation dans leurs ménages d'origine et d'accueil.

A la suite d'un premier travail descriptif qui cherchera à documenter aussi précisément que possible les migrations internes au Sénégal, les caractéristiques individuelles des migrants en relation avec leurs ménages d'origine et d'accueil et les flux de transferts entre ménages, les données de l'enquête PSF seront mobilisées pour analyser deux dimensions importantes des migrations internes : leur motivation et leur impact sur le bien-être des migrants. Si la migration est une façon de protéger le ménage contre l'effet de chocs exogènes non assurables par ailleurs, on peut supposer que certaines migrations interviennent en amont des chocs, de façon à pallier la défaillance du marché de l'assurance (Rosenzweig et Stark, 1989). Dans ces conditions, on peut s'attendre, d'une part, à ce que les ménages les plus probablement soumis à des chocs négatifs aient une plus forte tendance que les autres à faire migrer un de leur membre et d'autre part, à ce que les membres ainsi "exportés" vivent dans des zones soumises à des chocs peu corrélés avec ceux qui frappent le ménage. L'observation des migrations internes au Sénégal, conjointement à celle de la pluviométrie permettra de vérifier ces hypothèses sur les ménages ruraux.

Certaines migrations peuvent avoir été planifiées longtemps à l'avance. D'autres peuvent être induites, ou précipitées, par l'occurrence d'un choc exogène, négatif ou positif. Quelle proportion des migrations est consécutive à un choc ? Le départ du migrant intervient-il tout de suite ou bien plus tard et de quoi cela dépend-t-il ? Enfin quel est l'impact de la migration sur le devenir du migrant et sur celui des membres de son ménage d'origine ? Le fait de disposer des observations sur les ménages d'origine et d'arrivée des migrants permettra de comparer les trajectoires relatives des migrants et des non migrants et d'identifier si l'ajustement aux chocs exogènes qui frappent les ménages, s'effectue aux dépens des personnes qui quittent le ménage suite à ces chocs, ou si leur départ leur permet d'échapper à leurs conséquences négatives.

Déterminants des migrations et des transferts Sud-Sud

A l'exception de quelques travaux (voir notamment Fagen et Bump, 2006), les déterminants des migrations et des transferts réalisés entre pays en développement tout comme le rôle des facteurs politiques et historiques dans les comportements migratoires et de transfert des migrants ont fait l'objet de peu d'attention dans la littérature. Or, l'utilisation de données issues d'une enquête menée en 2006 auprès de 639 migrants africains résidant à Johannesburg (Afrique du Sud) souligne l'importance de prendre en compte le contexte politique dans lequel la migration a lieu lorsque l'on cherche à expliquer le comportement des migrants internationaux (Arestoff, Kuhn et Mouhoud, 2012). Les résultats montrent en effet que les migrants forcés de quitter leur pays en raison de conflit, de guerre ou encore de persécutions politiques, religieuses ou tribales ont une probabilité plus faible de transférer que les migrants qui ont choisi de migrer. Les prochaines années seront donc mises à profit pour approfondir les connaissances relatives aux déterminants des migrations et des transferts de fonds Sud-Sud à travers l'utilisation d'enquêtes similaires à celle utilisée par Arestoff *et al.* (*op.cit.*) et réalisées au Kenya, en République Démocratique du Congo et au Mozambique.

En parallèle, la question de savoir s'il existe des différences de comportement migratoire et de transferts selon les pays de destination des migrants sera examinée. Les déterminants des migrations et des transferts sont-ils différents selon que le migrant migre vers un pays développé ou un pays en développement ? De même, l'usage des transferts de fonds diffère-t-il selon leur provenance, *i.e.* selon qu'ils proviennent d'un pays industrialisé ou d'un pays en développement ? Les données issues des enquêtes ménages réalisées par la Banque mondiale entre 2009 et 2010 au Burkina Faso, au Kenya, en Ouganda, au Sénégal et au Nigéria ou par des chercheurs de l'unité à travers le projet MIDDAS auprès de migrants sénégalais résidant en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, en France et en Italie seront mobilisées pour répondre à ces questions.

Transnationalisme politique et émergence des élites au Sénégal et au Mali

Longtemps négligée, l'étude du rapport au politique des migrants a permis de mettre à jour, un continent jusqu'alors inconnu de pratiques politiques « conventionnelles » (électorales) et « non conventionnelles » (protestataires ou associatives). La diffusion du paradigme transnational dans les sciences sociales a de plus permis de questionner une approche excessivement assimilationniste du comportement socio-politique des migrants uniquement apprécié à l'aune de leur intégration dans la société d'immigration. Elle a ouvert la voie à l'examen de leur participation à la vie politique non seulement du pays d'accueil mais aussi du pays d'origine (voir notamment Kapur, 2010, dans le cas de l'Inde).

Le comportement électoral des migrants est devenu un objet de recherche d'autant plus central que, depuis les années quatre-vingt-dix, la plupart des États ont octroyé la double nationalité et la double citoyenneté à leurs ressortissants établis à l'extérieur de leurs frontières et organisé à leur attention des scrutins pour les élections locales ou nationales. Pour les pays d'Afrique subsaharienne aux processus électoraux passablement « routinisés » depuis les années 1990, le droit de vote externe est ainsi largement répandu.

Porté par une équipe composée de chercheurs de l'unité et de sociologues de l'IRIS et du CMH, le projet POLECOMI vise à étudier les retombées politiques de la migration internationale sénégalaise. Dès son démarrage, début 2012, les chercheurs se sont attachés à collecter des données ethnographiques et statistiques lors des élections présidentielles et législatives sénégalaises (en février et juillet 2012). Plusieurs enquêtes ont ainsi été réalisées à la sortie des urnes auprès de migrants sénégalais résidant en France et aux Etats-Unis, et de familles de migrants au Sénégal. Des entretiens ethnographiques ont également été menés, en France et aux Etats-Unis, avec des responsables des principaux partis politiques sénégalais ayant une antenne dans l'un et/ou l'autre de ces pays. A cette première phase de collecte de données va maintenant pouvoir succéder une phase active de production scientifique qui devrait ouvrir la voie, d'une part, à la compréhension des comportements socio-politiques des migrants et, d'autre part, à l'analyse des transferts sociaux entre pays d'immigration et pays d'émigration, qu'il s'agisse de capitaux sociaux ou de normes et de pratiques politiques.

A l'issue de ces premières analyses, le travail sur le transnationalisme politique se poursuivra avec une recherche consacrée à la formation des élites ouest-africaines et au rôle de l'expérience migratoire dans l'émergence de ces élites à partir des exemples maliens et sénégalais. Dans le cas du Mali, ce travail se fera à partir de l'analyse d'une enquête nationale réalisée fin 2011 et contenant des informations détaillées sur le parcours migratoire d'un échantillon large d'élus municipaux et de candidats à différentes élections. Ces données devraient notamment permettre de voir dans quelle mesure l'expérience migratoire constitue un atout pour accéder à des fonctions électives. Enfin, le couplage de ces données avec celles issues du dernier recensement de la population malienne permettra de voir dans quelle mesure l'implication forte des migrants de retour dans la vie politique de leur communauté d'origine influence, le cas échéant, la gouvernance locale et les choix d'allocation de la dépense et des biens publics. Dans le prolongement de ces analyses, une nouvelle campagne de collecte de données pourrait également être effectuée à l'occasion des élections municipales maliennes de 2014, si toutefois la crise politique actuellement en cours le permet.

Toutes ces recherches devraient finalement déboucher sur la collecte de données biographiques visant à apporter un éclairage sur l'itinéraire social et professionnel des élites africaines contemporaines dans les sphères politiques mais également économiques et associatives, en lien avec le thème GOUV du projet de l'unité. Une attention particulière sera portée à leur formation (nationale ou transnationale) ainsi qu'à leur expérience migratoire, le cas échéant, afin d'évaluer l'influence de l'une et l'autre de ces variables sur les modes de gouvernance, dans la lignée des travaux de Jones et Olken (2005).

Pour finir, la période 2014-2018 devrait également voir la réalisation d'un grand projet collaboratif sur la migration internationale des Marocains vers la France et les Pays-Bas ainsi que vers les nouvelles destinations que constituent l'Espagne, les Etats-Unis et le Canada. L'objectif de ce projet est d'étudier les comportements des migrants marocains avec une approche comparative en mettant en œuvre un dispositif d'enquête similaire à celui utilisé dans le cadre du "Mexican Migration Project (MMP)" du Center for Migration and Development de l'Université de Princeton. Il s'agira plus précisément de recueillir des données biographiques appariées migrants-familles d'origine afin de comprendre le processus migratoire dans sa dynamique et sa dimension temporelle. Le projet permettra d'étudier non seulement la réalité de la vie marocaine en Europe et aux États-Unis, mais aussi la situation sociale

des familles restées au Maroc et leurs liens transnationaux. En dehors de l'UMR, plusieurs centres de recherche seront impliqués dans ce projet : l'Office of Population Research de l'Université de Princeton, le CEPN-Paris Nord, l'International Migration Institute de l'Université d'Oxford et l'Université de Navarra.

Principales références bibliographiques

Arestoff, F., Kuhn, M. et Mouhoud, E.M. (2012) : Transferts de fonds des migrants en Afrique du Sud : les conditions de départ du pays d'origine sont-elles déterminantes ?, *Revue Economique*, 63(3) :513-522.

Batista, C. et Vicente, P. (2010) : Do Migrants Improve Governance at Home? Evidence from a Voting Experiment, IZA Discussion Papers 4688, Institute for the Study of Labor (IZA).

Fagen, P. W. et Bump, M.N. (2006) : Remittances in Conflict and Crises: How Remittances Sustain Livelihoods in War, Crises, and Transitions to Peace, Policy Paper, New York: International Peace Academy, February.

Harris, J.R. et Todaro, M. (1970) : Migration, unemployment and development: a two-sector analysis, *American Economic Review* 60, pp.126-142.

Jones, B. F. et Olken, B.A. (2005) : Do Leaders Matter? National Leadership and Growth Since World War II, *Quarterly Journal of Economics*, 120:835-864.

Kapur, D. (2010) : *Diaspora, Development and Democracy, the Domestic Impact of International Migration from India*, Princeton University Press.

Lewis, W.A. (1954) : Development with unlimited supplies of labour, *Manchester School of Economics and Social Studies*, 20:139-192.

Rosenzweig, M.R. et Stark, O. (1989) : Consumption Smoothing, Migration, and Marriage: Evidence from Rural India, *Journal of Political Economy*, 97(4) :905-26

Spilimbergo, A. (2009) : Democracy and Foreign Education, *American Economic Review* 99(1) : 528-543

EVAl - Evaluation d'impact

Chercheurs : Régis Bourbonnais, Elodie Djemai, Flore Gubert, Javier Herrera, Marta Menéndez, Sandrine Mesplé-Somps, Laure Pasquier-Doumer, Anne-Sophie Robilliard, François Roubaud.

Doctorants : Claire Zanusso.

Collaborations extérieures : Constance Torelli (INSEE), Jérémie Gignoux (PSE), Sonia Bhalotra (University of Bristol), Christine Valente (University of Sheffield).

Partenaires : Membres du consortium NOPOOR, Institut Haïtien de Statistique et Informatique, Banque mondiale, CERISE (Comité d'échange, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit), RUME (Rural Microfinance and Employment).

Financements : 7^{ème} PCRD, Agence Nationale pour la Recherche, Agence Française de Développement.

L'évaluation d'impact constitue un champ de recherche assez vaste qui mobilise différents types d'approches et d'outils. Il est généralement d'usage de distinguer les approches *ex ante* et les approches *ex post* (Cogneau, Grimm et Robilliard, 2003). Tandis que les premières s'appuient principalement sur des modèles économiques appliqués pour simuler l'impact de politiques dont la mise en œuvre est envisagée, les secondes s'appuient sur l'exploitation de données pour identifier l'impact de politiques déjà mises en œuvre.

Les recherches à DIAL dans le champ de l'évaluation des politiques publiques se sont longtemps consacrées au développement de méthodes d'évaluation *ex ante*. Poursuivant une transition méthodologique entamée depuis quelques années, l'activité de DIAL dans le domaine de l'évaluation d'impact des politiques publiques va plutôt se porter sur la mise en œuvre d'approches *ex post*. Ces méthodes ont été renouvelées ces dernières années dans le champ des politiques de développement grâce à la promotion et à la multiplication des approches dites expérimentales (ou expériences contrôlées) qui s'appuient sur l'allocation aléatoire d'une intervention (Duflo, Glennerster et Kremer, 2008). La randomisation permet en effet d'éliminer le biais de sélection moyennant un nombre relativement limité d'hypothèses et présente de ce fait une très forte validité interne. Conséquence de leur succès tant dans les champs académiques que politiques, la critique des approches expérimentales s'est enrichie de manière significative ces dernières années. Les expériences contrôlées ne peuvent en effet s'appliquer qu'à un type assez limité de politiques, leur mise en œuvre soulève un certain nombre de problèmes et leur validité externe – c'est-à-dire leur capacité à offrir des enseignements généralisables en dehors du contexte particulier de leur application – a été très largement critiquée (Ravallion, 2008 ; Deaton, 2010 ; Barrett et Carter, 2010 ; Shaffer, 2011). D'autres méthodes quantitatives sont souvent mobilisées pour l'évaluation *ex post* de l'impact des politiques publiques (appariement, variables instrumentales, régression sur discontinuité, doubles différences). Bien que moins satisfaisantes du point de vue de leur validité interne (car reposant sur un plus grand nombre d'hypothèses non testables) que les méthodes expérimentales, elles ont un champ d'application plus large, leur mise en œuvre ne soulève pas de problèmes éthiques et leur validité externe, dans le cas d'utilisation de données d'enquêtes à large échantillon, soulève moins de scepticisme. Au-delà des débats sur la validité interne et externe des différentes méthodes quantitatives d'évaluation d'impact, la réflexion sur l'évaluation porte également sur leur « utilité » du point de vue opérationnel (Delarue, Naudet et Sauvat, 2009). Une amélioration de ce caractère utile pourrait notamment reposer sur la mise en œuvre de méthodes mixtes, articulant les approches quantitatives et qualitatives.

Les travaux menés par l'UMR dans le champ de l'évaluation d'impact mobiliseront plusieurs types d'approches non expérimentales et quasi expérimentales. Ils s'appuieront notamment sur des investissements lourds dans la collecte de données spécifiquement dédiées à l'analyse de l'impact de politiques de lutte contre la pauvreté et s'organiseront principalement autour de deux thèmes : impact social des politiques (P135 au Vietnam, aménagement urbain à Djibouti, analyse comparative des politiques sociales dans le cadre du projet NOPOOR) et impact de chocs extrêmes (catastrophes naturelles en Haïti et en Indonésie, conflit au Kenya). Parallèlement, une réflexion sur l'articulation des approches quantitatives et qualitatives dans les méthodes d'évaluation sera poursuivie.

Impact du programme P135 au Vietnam

L'étude au Vietnam vise à évaluer l'impact du programme P135 dont l'objet est de réduire la pauvreté dans les régions où vivent les minorités ethniques. Une enquête portant sur 400 communes et 6 000 ménages a été conduite en 2007 dans les zones pauvres considérées (groupes cibles) ainsi que dans les zones voisines présentant les mêmes caractéristiques (groupes témoins) et ce avant la mise en place du programme. L'exploitation de cette enquête de référence a permis entre autres de réaliser un premier état des lieux sur les conditions de vie des minorités ethniques et de montrer les multiples formes de privations dont cette population souffre : pauvreté en termes monétaires, de capital humain (éducation et santé), de capacité pour mener les programmes, pauvreté subjective en termes de besoins vitaux, isolement géographique, etc. Postérieurement à l'introduction du programme une seconde enquête a été réalisée, qui s'est achevée en 2012. L'évaluation de l'efficacité du programme reposera sur l'exploitation simultanée des deux sources de données.

Impact social d'un projet d'aménagement urbain à Djibouti

L'équipe de DIAL poursuivra l'évaluation d'impact social d'un projet d'aménagement urbain d'un quartier périphérique de Djibouti. Ce projet vise essentiellement à désenclaver le quartier et à fournir des équipements collectifs. L'impact attendu de ce projet initié en 2009 est d'améliorer les conditions de vie des habitants du quartier, en particulier en termes d'emploi, de santé, de logement et de sécurité. En février 2014, soit un an après l'achèvement du projet, l'enquête ex-post sera menée en partenariat avec l'institut djiboutien de la statistique. Elle visera à la fois à questionner les ménages résidant dans les îlots tirés en 2010 lors de l'enquête de référence dans le quartier d'intervention du projet et dans un quartier témoin ainsi qu'à enquêter les ménages qui ont déménagé depuis. L'objectif de ce pistage des ménages est d'obtenir, dans la mesure du possible, un panel le plus exhaustif possible des ménages initialement enquêtés. Cela permettra de mesurer l'ampleur des phénomènes de déplacement des populations et de voir dans quelles mesures les familles déplacées ont subi une variation positive ou négative de leurs conditions de vie, suite au réaménagement du quartier. L'étude d'impact mobilisera à la fois les méthodes d'appariement et de doubles différences. Elle fera l'objet d'un rapport adressé à l'Agence Djiboutienne de Développement Social et à l'Agence Française de Développement (respectivement opérateur et financeur du projet) ainsi qu'une publication dans une revue scientifique.

NOPOOR – Evaluation des politiques sociales

Dans le cadre du projet NOPOOR (2012-2017) plusieurs travaux s'intéresseront aux politiques sociales et à leur impact sur la pauvreté. Bien que tous concernés par les problèmes de pauvreté et de vulnérabilité, les pays couverts par le projet sont très divers en termes d'extension des politiques sociales. Dans certains pays africains, les systèmes de protection sociale ne touchent qu'une petite fraction de la population qui est généralement la plus favorisée de par son insertion dans le secteur urbain formel du marché du travail. Inversement, dans plusieurs pays d'Amérique latine, des politiques sociales innovantes ont été étendues aux populations les plus défavorisées. C'est le cas notamment des transferts monétaires sous condition de ressources (*conditional cash transfers*) mis en œuvre par exemple au Mexique (*Oportunidades*) et au Brésil (*Bolsa Familia*). Dans un premier axe de travail on s'attachera à analyser l'impact sur la pauvreté et la distribution des revenus de différents types de politiques sociales : transferts monétaires, salaire minimum, systèmes d'emploi garanti, systèmes de protection sociale et des politiques de transferts monétaires. La question de l'efficacité relative des politiques de transferts ciblés et des politiques de transfert universels sera notamment abordée. Dans un second temps, l'analyse des politiques sociales se fera sous un angle comparatif. Les travaux porteront sur 4 pays d'Amérique latine et sur 4 pays d'Afrique. Cette dimension comparative permettra à la fois d'enrichir les diagnostics spécifiques et d'augmenter la portée des résultats de l'analyse.

Evaluation de l'impact du Séisme en Haïti (EISHA) : Impact d'une catastrophe sur les conditions de vie et le marché du travail

Malgré la fréquence de catastrophes qui frappent les populations des pays en développement, peu d'études empiriques ont tenté d'appréhender leur impact sur les conditions de vie et le marché du travail. Dans le cadre d'une ANR et en collaboration avec l'Institut Haïtien de Statistique et Informatique (IHSI) et la Banque mondiale, plusieurs chercheurs de DIAL et un chercheur de l'INSEE participent à la conception d'une enquête qui sera mise en place courant 2012. L'objet de cette

recherche, amorcée en 2010, est d'analyser l'impact du séisme ayant ravagé Haïti le 12 janvier 2010 faisant des milliers de morts et des millions de déplacés. Plus précisément, il s'agit d'évaluer l'impact de moyen-terme d'un tel séisme sur les conditions de vie des ménages et leur intégration sur le marché du travail. Profitant de l'enquête sur le secteur informel réalisée par l'IHSI avec l'appui de DIAL en 2007, une composante panel (obtenue avec pistage des ménages) pour les ménages de la capitale permettra de comparer la situation avant/après des ménages affectés par le séisme avec celles des ménages qui n'ont pas été touchés par ce phénomène. Le projet ANR doit se terminer en 2013 et les résultats seront valorisés sur 2013-2015. Un colloque international (conjoint avec l'AIRD) est notamment prévu pour 2013. Une thèse de doctorat est en cours sur ce sujet (fin de thèse vers décembre 2014). Une série de papiers issus de l'exploitation des données de l'enquête seront produits dans les années qui suivront la collecte des données. Ils porteront notamment sur l'évaluation de l'impact direct du séisme et sur l'évaluation des politiques d'aide à la suite du séisme.

Impact des désastres naturels sur le bien-être et le capital humain des enfants en Indonésie

Ce projet de recherche a pour but d'examiner de quelle façon des catastrophes naturelles subies par les ménages affectent leur bien-être à court et à long terme. Il propose une contribution méthodologique, en évaluant la qualité d'estimations basées sur des mesures des chocs déclarés par les ménages. En utilisant, d'une part, les données de l'Indonesian *family Life Survey* (un panel nationalement représentatif de ménages indonésiens observés en 1993, 1997, 2000 et 2007) et, d'autre part, les données d'un catalogue des tremblements de terre importants qui se sont produits dans le pays depuis 1985 (United States Geological Survey), l'objectif du projet est de construire une mesure objective de l'intensité locale des séismes, pour documenter les déclarations par les ménages des chocs et corriger les effets de la subjectivité de ces déclarations dans les estimations de leurs impacts. Cette étude bénéficie de la disponibilité d'un panel long (1993-2007) et connu pour avoir un taux d'attrition très faible. Cette caractéristique permet d'identifier les conséquences à court et à long terme des chocs et minimise les risques de biais de sélection. Par ailleurs, les tremblements de terre touchant à la fois les milieux urbains et ruraux, il sera possible de fournir des estimations sur les deux milieux, ce qui est une contribution additionnelle du projet, étant donné que les analyses dans ce domaine portent souvent sur des données météorologiques et se limitent habituellement aux zones rurales, de sorte que l'impact de tels chocs sur le comportement économique des ménages ou des entreprises en milieu urbain n'a pas reçu une attention suffisante. Avec ces données, l'objectif sera aussi de mesurer les effets des chocs provoqués par les séismes sur les investissements en capital humain à long terme.

L'impact des conflits sur la santé la santé maternelle et infantile au Kenya

Une littérature émerge sur l'impact des conflits sur la santé. Blattman et Miguel (2010) proposent une revue de la littérature existante motivée par la prévalence des conflits civils en Afrique depuis les années 1960, et montre le manque de travaux réalisés d'un point de vue microéconomique. Un projet en collaboration avec Sonia Bhalotra et Christine Valente évaluera l'impact des violences politiques sur la santé maternelle et infantile. Ce projet vise à étudier la violence qui a suivi les élections de Décembre 2007 au Kenya à l'aide de deux vagues de l'Enquête Démographique et de Santé. Le point fort de ce projet est également l'emploi de données géoréférencées sur la localisation des violences, leur nature et leur intensité.

Proposition d'une méthode innovante d'évaluation d'impact

En collaboration avec CERISE et RUME, DIAL va poursuivre une réflexion entamée il y a quelques années sur les méthodes d'évaluation d'impact. L'objectif est de proposer une méthode innovante d'évaluation qui associe les approches quantitatives et qualitatives et qui concilie des objectifs scientifiques de preuve d'impact et des objectifs opérationnels pour les projets de développement. Le champ de l'évaluation est en effet caractérisé depuis une décennie par la montée en puissance des études expérimentales (RCT – Randomized Control Trials). Ces protocoles présentent néanmoins plusieurs limites. Ainsi, il est parfois difficile d'accorder les contraintes liées à leur lourdeur avec celles de programmes et de projets dont les cycles de financement se réduisent alors que la pression sur les résultats s'accroît avec le temps. Les démarches académiques se focalisant sur la démonstration de l'impact (« *prove* ») laissent donc souvent de côté l'amélioration des projets ou services (« *improve* »). Cette différence ne se résume pas au format des publications finales. Elle influence en effet tout le

processus : la définition des questions de recherche, la conception de la méthode, sa mise en œuvre, l'analyse, etc. Favoriser l'exploitation de la recherche pour la prise de décision opérationnelle implique de s'interroger sur les attentes de l'ensemble des acteurs impliqués dans la gouvernance et de prendre en compte les différents paramètres qui conditionnent la relation de l'institution avec ses usagers. Cela revient à faire des objets de l'étude les sujets de sa définition. Plusieurs chercheurs plaident ainsi pour la construction « d'évaluations axées sur l'utilisation » où l'évaluateur détermine avec les utilisateurs le type d'évaluation dont ils ont besoin.

Principales références bibliographiques

Barrett, C.B., et Carter, M.R. (2010) : The Power and Pitfalls of Experiments in Development Economics: Some Non-random Reflections, *Applied Economic Perspectives and Policy*, 32(4) :515-548.

Blattman, C., et Miguel, E. (2010) : Civil War. *Journal of Economic Literature*, 48(1) :3-57.

Cogneau, D., Grimm, M. et Robilliard, A.-S. (2003) : Evaluating poverty reduction policies: the contribution of micro-simulation techniques, in J.-P. Cling, M. Razafindrakoto, F. Roubaud (eds), *The New International Strategies for Poverty Reduction*, chap. XIV, Routledge, London/New York, pp. 340-370.

Deaton, A. (2010) : Instruments, Randomization, and Learning about Development, *Journal of Economic Literature*, 48(2) :424-455.

Delarue, J., Naudet, J.-D. et Sauvat, V. (2009) : Les évaluations sont-elles utiles ? Revue de littérature sur « connaissances et décisions », Paris, Agence Française de Développement, Série Notes méthodologiques 3.

Duflo, E., Glennerster, R. et Kremer, M. (2008) : Using Randomization in Development Economics Research: A Toolkit. In *Handbook of Development Economics*, Vol. 4, ed. T. Paul Schultz and John A. Strauss, 3895–3962. Amsterdam: Elsevier.

Ravallion, M. (2008) : Evaluation in the Practice of Development, The World Bank, Policy Research Working Paper 4547.

Shaffer, P. (2011) : Against Excessive Rhetoric in Impact Assessment: Overstating the Case for Randomised Controlled Experiments, *Journal of Development Studies*, 47(11) :1619-1635.

INTER - Economie internationale et Mondialisation

Chercheurs : Florence Arestoff, Guillaume Daudin, Ivan Ledezma, Hélène Lenoble-Liaud, Marta Menendez, El Mouhoub Mouhoud, Frédéric Peltraut, Jean-Marc Siroën, Aude Sztulman, Baptiste Venet.

Doctorants : Catherine Laffineur, Ayçil Yücer.

Collaboration extérieures : Marta Castilho (Universidade Federal do Rio de Janeiro), Bruno Amable (Université Paris 1), Maria Bas (CEPII), Hugues Jennequin (Université de Rouen), Joachim Guilhoto (Universidade de São Paulo).

Financement : 7^{ème} PCRD.

Le commerce international et l'internationalisation des activités des firmes, en tant que manifestations économiques majeures de la mondialisation, continueront à recevoir une attention particulière dans les efforts de recherche de l'UMR DIAL. Les thèmes à approfondir s'inscrivent dans la continuité des réflexions menées pendant la période 2008-2011 et traitent des questions importantes des littératures respectives, telles que la comptabilisation du commerce, l'identification empirique de ses différents coûts, les stratégies des entreprises face à la mondialisation ou encore le rôle des configurations institutionnelles nationales dans le commerce et la spécialisation. Les recherches envisagées ont, de manière générale, vocation à être publiées dans des revues à comité de lecture. Elles reposent sur des collaborations avec d'autres centres de recherche, nationaux et internationaux. Une grande partie des travaux a lieu dans le cadre de projets financés (un projet Européen FP7, un projet ANR ainsi qu'un contrat de recherche). Pour les recherches encore non financées, étant données les synergies, l'UMR explorera les possibilités d'un financement public dans des initiatives groupées.

Mesure de l'ampleur et des coûts du commerce international

Les statistiques habituelles du commerce international reposent sur des évaluations en valeur de production. Or, les exportations incluent des biens primaires ou intermédiaires importés, leur part pouvant atteindre, par exemple, plus de 80% pour les produits électroniques assemblés dans les pays émergents. Le mode traditionnel de comptabilisation ne permet donc pas d'apprécier la contribution du commerce au PIB ou à l'emploi, ni les déficits commerciaux bilatéraux (OMC et IDE-Jetro, 2011).

Dans le cadre d'une collaboration établie avec le centre NEREUS de l'Université de São Paulo (J. Guilhoto ; USP), spécialisé dans les comptabilités des matrices Input-Output, l'objectif est d'estimer le contenu en importations des exportations brésiliennes non seulement au niveau du pays, mais également à celui des États en tenant compte du commerce entre États brésiliens. Ce travail, auquel participe une doctorante, pourra être mis en perspective avec d'autres estimations du commerce mondial en valeur ajoutée (Daudin, Riffart et Schweisguth, 2011).

Les coûts du commerce international sont aussi paradoxalement mal connus. La réflexion théorique se centre souvent sur les politiques protectionnistes (e.g. droits de douane, quotas et autres barrières non-tarifaires). Cependant, elles n'ont qu'un impact comparativement faible sur les échanges (Anderson et van Wincoop, 2004). La distance, les différences de langues ou de système juridique, les liens historiques, expliquent une partie plus importante des variations de flux bilatéraux de commerce.

Dans la continuité de Daudin (2003) et Daudin (2005), la nature de coûts du commerce international et leurs liens avec les flux agrégés et les décisions des entreprises seront explorés. Deux directions de recherche vont être privilégiées. La première est celle de l'explication du « paradoxe de la distance », à savoir, l'augmentation du coefficient de la distance dans les équations de gravité. La seconde direction de recherche à explorer en priorité est celle de l'étude des conséquences de la levée de l'hypothèse des coûts du type "iceberg". Des travaux précédents conduits au sein de l'UMR et qui portent sur l'influence du respect des normes fondamentales de travail sur le commerce seront poursuivis pour approfondir ces aspects.

Les déterminants institutionnels du commerce et leurs conséquences sur le développement

Dans l'analyse des déterminants et conséquences du commerce international, l'UMR DIAL s'intéresse aux institutions, envisagées en tant que règles du jeu formelles qui encadrent le comportement des

différents acteurs. Un premier type d'institutions considéré dans les projets de cet axe est celui définissant la réglementation du marché des produits (RMP), dans le contexte national et vis-à-vis de l'extérieur. L'idée communément admise dans la littérature appliquée portant sur l'impact de la RMP suggère que pour améliorer l'efficacité économique et l'allocation de ressources les marchés devraient être déréglementés, et plus particulièrement ceux qui se trouvent en amont de la chaîne productive, comme par exemple les services de réseaux (énergie, transport, télécommunications). Dans une série de travaux menés au sein de l'UMR, dont plusieurs collaborations avec des chercheurs de l'Université Paris 1 et du CEPREMAP (e.g. Amable, Demmou et Ledezma, 2010), ce type de constat a été analysé de façon critique, en soulignant les différentes ambiguïtés, théoriques et empiriques, qui apparaissent dans la littérature.

Si la RMP est susceptible d'influencer les performances en matière de productivité au niveau sectoriel, alors elle peut déterminer les avantages comparatifs d'un pays et sa spécialisation internationale. C'est l'hypothèse que nous explorons grâce à une approche néoclassique duale qui, en mobilisant des fonctions de revenu national reflétant les décisions individuelles, permet de guider une implémentation empirique avec des données agrégées au niveau sectoriel. Ce type de travail ouvre la voie à plusieurs études, notamment l'extension de l'approche néoclassique à un cadre en concurrence imparfaite avec firmes hétérogènes ainsi que l'incorporation des institutions qui encadrent le marché du travail. D'autres collaborations en cours analysent en effet théoriquement la façon dont les imperfections du marché des produits et celles du marché du travail se complètent pour influencer les incitations à innover.

A la différence des institutions liées à la RMP dont la portée est au niveau de marchés ou secteur d'activité, d'autres définissent un cadre d'internationalisation particulier s'appliquant à une zone géographique à l'intérieur d'une nation, ce qui engendre mécaniquement des asymétries par rapport au reste du territoire national. Il s'agit des zones franches d'exportation (*export processing zones*) qui consistent à importer des composants en franchise douanière et fiscale puis à réexporter ensuite le bien (dans certains cas -Manaus- fournir le marché intérieur) en incorporant une faible part de la valeur ajoutée du bien final.

La prolifération de ces zones dans les pays émergents et en développement a été peu étudiée et essentiellement sous l'angle du respect des normes de travail. La seule base de données, construite sur cette optique, est celle de l'OIT (Singa Boyenge, 2007). Dans le cadre du projet ANR "*Les zones franches comme stratégie de développement: le cas de la Zone Franche de Manaus*" coordonné au sein de l'UMR DIAL, une base de données sur les zones franches dans le monde sera construite et permettra d'estimer les effets de la présence et de la nature de ces zones sur le commerce à partir d'un modèle de type gravitaire. Par ailleurs, pour ce qui concerne Manaus, il s'agira à la fois de cerner la spécialisation de la zone franche et son insertion dans la libéralisation commerciale brésilienne, afin d'analyser les répercussions sur la pauvreté et les inégalités en comparaison avec les autres régions du pays. Ce projet s'intègre également au *Work Package 5* du projet NOPOOR qui comporte une dimension comparative (Mexique, Madagascar).

Ces travaux mettent en avant l'intention de l'UMR DIAL de se positionner sur des questions ayant trait aux dimensions géographiques des échanges. Un thème important à approfondir dans ce sens est celui de la localisation des services et le développement des territoires. En effet, peu d'études se sont intéressées à analyser les mécanismes spécifiques à travers lesquels les services participent au développement des territoires. Dans la lignée des recherches effectuées par le groupe de travail "Économie des Services et Territoire" (Mouhoud, 2010), des recherches visant à appréhender les structures productives des territoires français compte tenu de leurs activités de services seront poursuivies. Le but sera de quantifier et de qualifier leur positionnement relatif à la fois sur l'ensemble du territoire mais également en fonction des enjeux et contraintes qui entourent les services au niveau mondial, dont notamment les libéralisations sectorielles et commerciales. L'analyse empirique est fondée sur une méthodologie visant à modéliser théoriquement le découpage des activités de services en différentes catégories, de manière endogène aux déterminants de leur localisation, afin d'en déduire leur impact sur les territoires.

Les entreprises dans la mondialisation

La disponibilité croissante de données micro-économiques à partir des années quatre-vingt-dix a permis de rendre compte du rôle joué par les entreprises dans la mondialisation et de la forte

hétérogénéité qui caractérise les industries. Un constat qui apparaît systématiquement dans ce type d'étude est que l'internationalisation des activités des entreprises est malgré tout rare (cf. Mayer et Ottaviano, 2007 pour une analyse des pays européens). Peu de firmes sont en mesure d'exporter, d'importer directement des inputs intermédiaires ou d'entreprendre des investissements directs à l'étranger (IDE). Le groupe des firmes multinationales (FMN) se distingue tout particulièrement par ses performances (volume, intensité capitalistique, travail qualifié, productivité, etc.).

Si le constat d'une hétérogénéité de firmes a reçu une très grande attention dans la littérature théorique (Redding, 2011), l'explication de l'hétérogénéité elle-même reste une question paradoxalement peu abordée. Une réflexion en cours, menée dans cet axe propose des bases théoriques permettant de comprendre comment des entreprises complètement identiques *ex-ante* peuvent finir par adopter des technologies différentes et comment l'intégration commerciale affecte ces choix. Cet effort théorique participe aux développements récents cherchant à étudier les interactions stratégiques des firmes à l'équilibre général. Les prédictions obtenues guideront un travail empirique sur des données démographiques de firmes au niveau industriel pour plusieurs pays, dont l'effort de collecte trouve des synergies avec les travaux au niveau sectoriel mentionnés plus haut. Une étude empirique plus approfondie sur les mécanismes sous-jacents ainsi que sur l'hétérogénéité des évolutions de la productivité des firmes sera menée sur des données d'entreprises chiliennes (enquête ENIA de l'institut national de statistique chilien, 1980-2000) et indiennes (base de données Prowess du *Centre for the Monitoring of the Indian Economy*, 1997-2006).

La littérature fait aussi mention d'une série d'impacts des IDE sur le marché du travail et sur la diffusion technologique, aussi bien dans le pays d'origine que d'accueil. En particulier, l'un des impacts importants de la division internationale des processus productifs est celui d'une pression à la hausse exercée sur la demande relative de travail qualifié. Cependant, des travaux récents (e.g. Goos, Manning et Salomons, 2009) font état des tendances plus fines, à savoir, une augmentation de l'emploi des non qualifiés et des qualifiés, mais une baisse significative de l'emploi de la classe moyenne (emplois routiniers, emplois administratifs), particulièrement en Europe.

Motivé par ce type de tendance, des travaux futurs de l'UMR, dont une thèse, se proposent d'étudier l'évolution du marché du travail engendrée par l'ouverture commerciale, la division internationale de la production et le progrès technologique. D'un point de vue théorique, l'élaboration d'un modèle d'échange de tâches permettra de comprendre le choix des firmes multinationales en termes de demande de tâches qualifiées de supervision et de coordination. Deux questions empiriques sont abordées : d'une part, l'impact de l'activité des firmes multinationales sur la demande de qualification, et, d'autre part, la mobilité socioprofessionnelle des individus ayant perdu leur emploi, vers des CSP moins touchées par le progrès technique ou la mondialisation. Dans le premier cas des données employeurs-employés sur la France seront mobilisées et dans le second le panel européen des ménages.

Les FMN jouent aussi un rôle essentiel dans la diffusion technologique. L'effet de celle-ci est le plus souvent envisagé du côté de l'offre, par le biais des technologies incorporées dans des biens intermédiaires, ou bien, par le biais des retombées technologiques vers des concurrents ou vers des fournisseurs locaux. Moins nombreuses sont les études analysant l'influence des nouvelles technologies mises à disposition par les FMN sur le comportement des ménages. Une étude de cas en cours menée par des chercheurs de l'UMR explore cette direction. Ils s'interrogent sur la façon dont l'opérateur Orange à travers l'instauration des services de *mobile banking* (Orange Money) à Madagascar, lancée officiellement en août 2010, a pu affecter le comportement des ménages, principalement en matière d'épargne et de transferts. Ce travail s'appuie sur un contrat de recherche signé avec Orange à partir duquel une enquête a été menée auprès d'un échantillon de 600 clients. L'information collectée comprend des questions socio-économiques sur les clients et leur ménage ainsi que des questions sur leur comportement financier.

Principales références bibliographiques

Amable, B., Demmou, L., Ledezma, I. (2010) : Product Market Regulation, Innovation and Distance to Frontier, *Industrial and Corporate Change*, Vol. 19, n° 1, pp. 117-159

Anderson, J., van Wincoop, E. (2004) : Trade Costs, *Journal of Economic Literature*, Vol. 42, n° 3, pp. 691-751.

- Daudin G., Riffart C., Schweisguth D. (2011)** : Who Produces for Whom in the World Economy? *Canadian Journal of Economics*, Vol. 44, n°4, pp. 1403-1437.
- Daudin, G. (2003)** : La logistique de la mondialisation, *Revue de l'OFCE*, Vol. 87, n° 4, pp. 409–435.
- Daudin, G. (2005)** : Les transactions de la mondialisation, *Revue de l'OFCE*, Vol. 92, n° 1, pp. 221–262.
- Goos, M., Manning, A., Salomons, A. (2009)** : The Polarization of the European Labor Market. *American Economic Review Papers and Proceedings*, Vol. 99, n° 2, pp. 58-63.
- Mayer, T., Ottaviano, G. (2007)** : The Happy Few: The Internationalisation of European Firms. New Facts Based on Firm Level Evidence, *Bruegel Blueprint Series*, Volume III. Bruegel, 81 pages.
- Mouhoud, E.M. (2010)** : Economie des services et développement des territoires. *Collection Travaux de la DATAR*, n°11, janvier, La Documentation Française.
- OMC, IDE-JETRO (2011)** : Trade patterns and global value chains in East Asia: From trade in goods to trade in tasks, OMC, 128 pages.
- Redding S. (2011)** : Theories of Heterogeneous Firms and Trade, *Annual Review of Economics*, Vol. 3, pp. 77-105.
- Singa Boyenge, J. (2007)** : ILO database on export processing zones (Revised), *Working Paper WP251*, International Labour Office.

GOUV - Gouvernance

Chercheurs : Lisa Chauvet, Javier Herrera, Emmanuelle Lavallée, Marc Raffinot, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Marc Siroën.

Collaborations extérieures : Jean-Pierre Cling (Université Paris 13), Paul Collier (University of Oxford), Anke Hoeffler (University of Oxford), Jean-Michel Wachsberger (Université de Lille).

Partenaires : Académie Vietnamiennne des Sciences Sociales, INSTAT à Madagascar, Coef-Ressources (membre du réseau international Afrobaromètre), Centre d'Etudes Economiques (CEE) de l'université d'Antananarivo.

Financements : 7^{ème} PCRD, Agence française de développement.

Dans la lignée des travaux de Rodrik (2000), les analyses concernant l'impact de la qualité des institutions sur les performances économiques sont aujourd'hui nombreuses. Ces études présentent toutefois un certain nombre de faiblesses et laissent d'importants champs encore peu explorés. Khan (2008) souligne que la grande majorité des analyses ne tient pas compte de l'importance dans les pays pauvres des institutions informelles. Pourtant ces dernières régissent autant, sinon au premier chef, les rapports sociaux et le fonctionnement de l'économie, et peuvent entraver le fonctionnement des institutions formelles. Malgré une littérature de plus en plus abondante, on ne sait toujours pas quelles sont les institutions qui sont favorables au développement. Khan (2008) insiste également sur les limites de la vision *mainstream* qui met essentiellement l'accent sur l'application de l'Etat de droit et le respect des droits de propriété.

En montrant que la démocratie réduit l'instabilité des performances économiques, les travaux de Rodrik (2000) confirment l'imbrication entre les processus politique et économique. Toutefois, la démocratisation dans les pays africains a eu des conséquences pour le moins mitigées. Chauvet et Collier (2009) mettent en évidence l'influence structurelle positive des élections qui, en renforçant la responsabilité politique (*accountability*), permettent une amélioration des politiques économiques. Toutefois, Collier et Hoeffler (2010) soulignent que les tactiques illicites, quand elles sont entreprises par les candidats, sapent l'efficacité économique des élections.

La faiblesse institutionnelle des jeunes démocraties ou des démocraties riches en ressources naturelles a mis en avant le rôle primordial joué par les élites politiques et économiques. A partir de données transversales, Besley, Montalvo et Reynal-Querol (2012) mettent en évidence que les caractéristiques individuelles des leaders influencent les performances de croissance des pays. Plus précisément, ils montrent que les pays dont les leaders sont plus éduqués tendent à avoir de meilleures performances de croissance. L'interaction entre qualité des institutions et aptitudes des leaders demeure toutefois centrale. Collier et Hoeffler (2010) montrent en effet une substituabilité entre les deux: les changements de leaders sont importants pour les performances économiques dans les systèmes politiques où les élections sont entachées de fraudes ; les caractéristiques des leaders perdent en importance quand les élections sont propres.

De nombreux travaux convergent également sur l'existence d'un système d'allocation de rentes et plus largement de redistribution de bénéfices, sous forme de patronage ou de clientélisme. Selon North *et alii* (2009), c'est ce système qui garantit la stabilité politique et la répartition des pouvoirs dans la société. Mais Khan (2008) se distingue de ces auteurs en défendant que les rentes sont présentes dans toute société - elles sont formelles dans les pays développés et plus ou moins illégales dans les pays les moins avancés. Selon lui, ces rentes ne sont pas toutes néfastes au développement. Suivant cet argument, les failles éventuelles se situent dans la volonté et la capacité des institutions à gérer l'allocation des rentes pour favoriser celles bénéfiques aux performances économiques ("*rent-enhancing growth*") et réduire celles qui sont nocives au développement.

Le clientélisme et le patronage ne sont qu'une forme de corruption dans les pays en développement. La 'petite corruption', phénomène endémique dans de nombreux pays, a également fait l'objet de multiples études. Les comportements des acteurs engagés dans des situations de corruption ont été reliés à différents facteurs : la probabilité d'être condamné et le coût des sanctions qui est lié à la qualité du système judiciaire ; le coût moral (ou l'aversion pour l'illégalité) déterminé, selon l'argument culturaliste, par les normes sociales ou les frontières plus ou moins claires entre les sphères publique et

privée. Par ailleurs, nos précédents travaux infirment l'hypothèse selon laquelle la corruption "huile les rouages" de l'administration (Lavallée, Razafindrakoto et Roubaud, 2010).

Le programme de recherche sur le thème de la gouvernance qui sera mené à DIAL durant les années à venir porte principalement sur ces questions. Seront étudiés: (1) les liens entre institutions, responsabilité politique (*accountability*) et performance économique ; (2) la façon dont l'écart entre les aspirations citoyennes et les performances économiques et sociales modèle la préférence pour un régime politique démocratique, à Madagascar et au Pérou ; (3) le rôle des élites dans la construction de la démocratie à Madagascar et (4) L'influence de la corruption sur la qualité des institutions économiques et politiques.

Un dernier thème - celui de la gouvernance mondiale - sera également développé au sein de l'UMR. Il prend pour point de départ les travaux soulignant l'hégémonie des Institutions de Bretton Woods (IBW), les dysfonctionnements internes, le décalage entre les discours et les actions de ces dernières (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Khan (2008) remet en cause la manière dont la "bonne gouvernance" est préconisée par les institutions internationales. Il souligne notamment que les réformes visent essentiellement les institutions formelles qui sont censées rendre les incitations du marché plus efficaces ("*market-enhancing governance*"). Cette approche réductrice, ignorant notamment les institutions démocratiques, est selon ces auteurs à l'origine de la portée limitée de la réorientation récente des stratégies de développement. Dans cet axe de recherche, les chercheurs de DIAL exploreront la manière dont les politiques publiques des pays en développement sont influencées par les différents acteurs, nationaux et internationaux.

Elites et responsabilité politique

Ce thème vise à expliciter la manière dont le mode de gouvernance influe sur les trajectoires de long terme des pays. Il s'intéresse aux interactions entre l'Etat, les élites politiques et économiques et les citoyens ordinaires.

Plusieurs études complémentaires par leurs thèmes et par les méthodologies qu'elles adoptent seront menées de front. Tout d'abord, nous explorerons l'impact des différents mécanismes de responsabilité politique sur les performances économiques des PED en distinguant les déterminants nationaux (élections, contre-pouvoirs, média, système judiciaire) et les déterminants extérieurs (aide militaire, aide au développement, initiatives de gouvernance mondiale). Les Etats dits "fragiles" attireront particulièrement notre attention dans la mesure où la consolidation de la responsabilité politique est au cœur de leur problématique de développement.

Ensuite, nous examinerons les liens entre les aspirations des citoyens et les institutions politiques en prenant comme objet d'étude les cas de Madagascar et du Pérou. Afin d'évaluer la pertinence de la majorité des analyses négligeant le rôle de la population et stipulant qu'elle est instrumentée par les élites politiques, nous nous intéresserons à l'évolution dans le temps des attentes et aspirations des citoyens, ainsi qu'à leur appréciation des processus à l'œuvre. Nous explorerons dans quelle mesure les sentiments d'insatisfaction ont été à l'origine des crises successives connues par Madagascar en analysant différentes enquêtes ad hoc réalisées auprès de la population depuis 1995. Nous mènerons également une étude sur données péruviennes dont l'objectif sera de comprendre la manière dont les aspirations des individus modèlent leurs préférences politiques. Les inégalités et la pauvreté relative jouent un rôle important dans la formation des aspirations et des écarts avec les réalisations. Nous tenterons de lier explicitement l'écart entre les aspirations et les performances économiques avec les préférences politiques pour des régimes démocratiques ou non. La recherche envisagée étudiera les préférences politiques des secteurs populaires au Pérou à la lumière des résultats de sondages récents qui permettent d'analyser conjointement les inégalités des aspirations/réalisations et les préférences politiques.

Enfin, nous nous pencherons sur le rôle et les stratégies des élites à Madagascar. L'objectif sera d'étudier si ce groupe d'acteurs peut être à l'origine de blocages grâce à un verrouillage du système : à travers le contrôle de l'accès aux ressources; en cherchant à évincer les nouveaux acteurs potentiels du développement. L'analyse reposera sur une enquête quantitative ainsi que sur des entretiens qualitatifs réalisés auprès des élites.

Corruption

Ce deuxième thème a pour objet d'approfondir la connaissance des comportements des acteurs confrontés à la corruption. Traditionnellement dans la littérature sur la corruption, son impact sur la qualité des institutions formelles est déconnecté de l'étude de la logique des acteurs. En prenant en compte les approches récemment développées par la nouvelle économie institutionnelle, nous explorerons la manière dont les motivations de la corruption influencent ses répercussions. Helmke et Levitsky (2004) mettent également en avant des contraintes *informelles* qui peuvent expliquer les comportements. Ils distinguent deux types de corruption : la corruption "institutionnalisée" (ou devenue une norme) qui implique des sanctions importantes pour celui qui refuse de s'y conformer ; la corruption qui résulte de simples régularités comportementales (par exemple, dictée par la faiblesse des niveaux des salaires).

Ainsi, l'objectif des recherches sur cette thématique est de tenir compte de l'imbrication des contraintes formelles et informelles pour une meilleure compréhension de la logique de comportement des acteurs. En distinguant les types de corruption selon leur degré d'institutionnalisation, une comparaison de leurs effets respectifs sur la qualité des institutions étatiques sera menée. Nous privilégierons l'approche comparative en nous appuyant sur le corpus existant d'enquêtes : enquêtes 1-2-3 avec ses modules sur la gouvernance, mises en œuvre dans différents pays, et notamment disponibles sur plusieurs années (depuis 1995) à Madagascar ; les enquêtes Afrobaromètre ; pour le Vietnam, le module sur la gouvernance de l'enquête VHLSS 2008, les données de l'enquête Global Corruption Barometer (GCB) de Transparency International, ainsi que celles issues de la nouvelle enquête sur les jeunes. Ces enquêtes pourront être complétées afin d'explorer les pistes identifiées au fil des avancées du programme.

Toujours en utilisant ces enquêtes, nous étudierons les effets de la corruption (telle qu'elle est vécue et perçue par les individus) sur leur bien-être subjectif. Les modules "pauvreté subjective" et "gouvernance" des enquêtes 1-2-3 seront mobilisés. Ils informent sur l'évaluation que les ménages font de leurs propres conditions de vie à travers plusieurs questions ayant trait au bien-être, au degré de satisfaction relativement aux besoins minimums, ou encore à la notion de pauvreté relative. Cette dernière permet de saisir une dimension importante de la pauvreté qui est liée aux inégalités dans la société étudiée et au sentiment d'exclusion que cela peut entraîner chez les plus défavorisés. Nous pourrions donc étudier l'influence de la corruption vécue et perçue par les individus sur leur pauvreté relative. Les personnes qui ont été victimes de la corruption, ou celles qui estiment que la corruption est très répandue, s'estiment-elles plus pauvres que les autres ? Plus encore, le dispositif d'enquêtes permet également d'avoir des données objectives sur la situation des ménages notamment sur leur revenu et leur consommation. Nous pourrions donc comparer le niveau de vie objectif d'un individu à son niveau de vie subjectif et étudier l'effet de la corruption vécue et perçue sur l'écart qu'il peut exister entre les deux.

Gouvernance mondiale

Ce projet s'intéresse à une problématique relevant de l'économie politique internationale. Les institutions internationales ont fait l'objet d'une vaste littérature. Toutefois, notre approche se distingue de celle usuellement adoptée par les chercheurs dans ce domaine en se focalisant sur les relations entre les acteurs (l'Etat, les institutions internationales et les citoyens) dans un pays donné (et non au niveau international). Par ailleurs, elle se propose de combiner d'une part des analyses économiques sur la trajectoire des pays et l'évolution des conditions de vie de la population et, d'autre part, l'étude des relations qu'entretient l'Etat avec les organisations internationales. Elle tiendra compte de la perception par la population du rôle de la communauté internationale. Les recherches seront focalisées sur les Institutions de Bretton Woods (IBW) qui ont un poids important dans les PED.

L'hypothèse de travail repose sur l'idée que les caractéristiques des relations entre les autorités nationales et les institutions internationales influent significativement sur la mise en œuvre et l'efficacité des politiques publiques. D'une part, nous analyserons de façon détaillée la pertinence ou non des différentes politiques économiques et réformes institutionnelles adoptées par les pays, à l'initiative des institutions internationales. D'autre part, nous étudierons les rapports de force et les facteurs ou enjeux sous-jacents expliquant les comportements et la nature des relations entre les acteurs : les contraintes économiques (le poids de la dette, des déséquilibres et l'importance des financements extérieurs), les pressions politiques (le poids des pays finançant l'aide) et sociales (fatigue de l'aide), la gestion des rentes (la distribution sectorielle de l'aide et les modes de captation à

travers les projets), les normes et pratiques (légitimité des institutions, prégnance des paradigmes), les règles (statut et champ d'intervention des Institutions de Bretton-Woods), etc.

Partant des recherches déjà conduites sur le modèle de développement adopté par la Banque mondiale au Vietnam (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2009), les analyses seront approfondies pour ce pays et entreprises parallèlement sur Madagascar et le Pérou dans le cadre d'une approche comparative. Ces pays se distinguent par leurs caractéristiques socio-culturelles, le rôle et le pouvoir différenciés de l'Etat, et a priori par l'entretien de relations avec les institutions internationales spécifiques à chacun. L'approche combinera l'exploitation de données d'enquêtes auprès de la population, des entretiens auprès d'acteurs clefs, et l'analyse documentaire.

Enfin, la question de la gouvernance mondiale sera abordée à travers l'étude du rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de son influence sur le commerce mondial. Nous explorerons également les difficultés du processus de négociation (Doha Round), ainsi que la position de l'OMC dans la gouvernance mondiale. Cette approche sollicitera les théories de la négociation (Siroën, 2011) avec une focalisation sur les "nouveaux sujets" (travail, environnement, concurrence, marchés publics) dont le lien avec le commerce devra être exploré notamment à partir de modèles gravitaires.

Principales références bibliographiques

Besley, T., Montalvo, J.G., et Reynal-Querol, M. (2012) : Do educated leaders matter?, forthcoming in the *Economic Journal*.

Chauvet, L., et Collier, P. (2009) : Elections and economic policy in developing countries, *Economic Policy*, vol. 24, pages 509-550.

Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2009) : *La Banque mondiale : A la recherche d'un modèle de développement et le cas du Vietnam*, Hanoi : Editions Tri Thuc (ouvrage paru en vietnamien), 291p.

Collier, P., et Hoefler, A. (2010) : Democracy's Achilles Heel, or, how to Win an Election without really Trying, Centre for the Study of African Economies WPS 2009-08.

Helmke, G., et Levitsky, S. (2004) : Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda, *Perspectives on Politics* 2:0404, 725-740,

Khan, M. H. (2008) : Governance and Development: The Perspective of Growth-Enhancing Governance, in GRIPS Development Forum (ed.) *Diversity and Complementarity in Development Aid: East Asian Lessons for African Growth*, Tokyo: National Graduate Institute for Policy Studies.

Lavallée, E., Razafindrakoto, M., et Roubaud, F. (2010) : Les mécanismes à l'origine de la corruption : une analyse sur micro-données africaines, *Revue d'Economie du Développement*, 3/2010.

North, D. C., Wallis, J. J. et Weingast, B. R. (2009) : *Violence and Social Orders A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge, Cambridge University Press.

Rodrik, D. (2000) : Institutions for High-Quality Growth: What They Are and How to Acquire Them. National Bureau of Economic Research Working Paper 7540.

Siroën, J.-M. (2011) : Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha : les leçons d'un échec annoncé, *Négociations*, n°2, pp. 9-21.

HECO - Histoire économique et développement

Participants : Philippe Chalmin, Denis Cogneau, Guillaume Daudin, Emmanuelle Lavallée, Sandrine Mesplé-Somps.

Collaborations extérieures : Béatrice Dédinger (Sc. Po Paris), Elise Huilery (Sc. Po Paris), Julie Lochard (Erudite, Université de Paris-Est Créteil), Gilles Spielvogel (UMR Développement et Sociétés IRD-Université Paris I).

Financement : ANR blanc.

L'objectif du thème HECO est de mener un travail sur l'histoire longue afin de mieux comprendre et anticiper l'évolution de la mondialisation et des différences de développement actuelles. Plus particulièrement, les champs d'investigation du thème HECO porteront premièrement sur la période coloniale et son impact sur le développement des pays ex-colonisés (essentiellement par la France) et deuxièmement sur l'analyse historique du commerce et de la mondialisation à partir du xviii^e siècle. Il s'agit à la fois de chercher dans des phénomènes de long terme les racines des différences de développement et de la mondialisation actuelle et d'utiliser les expériences passées de développement et de mondialisation commerciale pour éclairer les phénomènes contemporains.

Il n'existe pas en France de centre de recherche en économie dédié à l'histoire des faits économiques. Les économistes les mieux connus sur ce sujet s'intéressent plutôt à l'histoire financière (e.g. P.-C. Hautcœur, etc.) ou à l'histoire de France (par exemple dans l'atelier Simiand du Campus Paris-Jourdan). Les travaux effectués dans cet axe de recherche sont innovants et ont pour ambition de s'inscrire durablement dans le champs disciplinaire de l'histoire des faits économiques. Le thème HECO se propose à la fois de fournir un travail de collecte de données historiques jusqu'à présent jamais entrepris et de renouveler la manière d'étudier le lien entre histoire, développement et mondialisation. L'objectif final est bien sûr la publication des résultats dans les meilleures revues du champ et la mise à disposition de la communauté des chercheurs et du public des bases de données produites en licence Creative Commons.

Les travaux du thème HECO seront structurés en deux thèmes : (1) Colonisation et développement contemporain ; (2) Histoire comparative du commerce et du développement des pays européens.

Colonisation et développement contemporain

Ce premier thème s'inscrit quasi entièrement dans un large projet de recherche intitulé « Histoire coloniale et développement en Afrique » (AFRISTORY). Il bénéficie d'un financement ANR (2012-2015) et DIAL est un des partenaires de ce projet.

Ces dernières années le champ de l'économie du développement a été foncièrement renouvelé et alimenté par l'analyse de l'histoire longue des pays. Plus particulièrement, l'étude des modes de colonisation des différentes zones géographiques du monde a permis de comprendre certaines racines des inégalités mondiales contemporaines de développement. Elles tiennent essentiellement à l'émergence d'institutions qui n'ont pas permis à un certain nombre de pays de prendre le tournant de la révolution industrielle et/ou de construire un mode de spécialisation économique et d'insertion internationale économique leur permettant de se développer économiquement. A l'exception de rares études historiques proprement dites, les travaux qui mobilisent l'histoire pour comprendre les facteurs de développement actuels sont des travaux empiriques sur des échantillons de pays qui mettent en rapport des données historiques avec des données caractérisant les spécificités géographiques et climatiques des pays étudiés et des données contemporaines de niveau de développement (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001; Nunn, 2008). La méthode de ces travaux s'inscrit dans la lignée des modèles empiriques de croissance économique. Outre les critiques de cette approche macroéconomique transversale déjà émises concernant les travaux « standards » sur les facteurs de la croissance, ces travaux portant sur le lien entre histoire, colonisation et inégalités contemporaines de développement ont fait l'objet de critiques spécifiques. Elles tiennent à la fois à la faible qualité et couverture géographique des données coloniales mobilisées et aux limites de la stratégie empirique. Du fait de leur caractère agrégé et de la faible variété des données coloniales collectées, ces travaux ne permettent pas généralement de comprendre à la fois les divers canaux de transmission par lesquels l'histoire reculée (dont la colonisation) peut influencer le mode de fonctionnement des économies ex-

colonisées ni de saisir l'hétérogénéité de développement interne aux pays. Donc, même si ces travaux renouvellent de manière tout à fait importante le champ de l'économie du développement, ils restent assez frustrés et sommaires concernant l'histoire économique des pays en développement et mobilisent des outils d'identification de liens de cause à effet entre histoire et niveaux de développement actuels discutables.

La première tâche de ce thème qui s'effectue en collaboration avec les autres membres de l'ANR AFRISTORY est de constituer une base de données statistiques sur les ex-colonies françaises : colonies d'Afrique occidentale, d'Afrique équatoriales, Madagascar, Algérie, Maroc, Tunisie et Indochine. Dans la lignée des travaux de Huillery (2009) portant sur le coût de la colonisation de l'Afrique occidentale, nous comptons faire un bilan sur les flux financiers (dépenses et recettes) entre la métropole et ses colonies du début de la colonisation aux indépendances. De même, des données sur les infrastructures publiques et les créations de richesses seront collectées et analysées. Ce travail de synthèse et d'analyse de ces données coloniales n'a jamais été entrepris.¹⁷ Il donnera lieu à la fois à la publication d'articles faisant le point sur le coût de la colonisation dans des revues d'histoire économiques ainsi qu'à la mise à disposition d'une base de données documentées.

La seconde tâche est l'étude de l'impact de la colonisation sur le développement actuel de l'Afrique et de la péninsule indochinoise. Contrairement aux travaux cités précédemment, des données microéconomiques contemporaines seront mobilisées et seront associées aux données collectées précédemment. Ces dernières permettront de connaître les différences en matière de colonisation entreprise (intensité, durée, niveaux de prélèvements fiscaux, investissements publics et privés,...). A l'instar des travaux par exemple menés par Iyer (2010), nous souhaitons exploiter ces variabilités spatio-temporelles pour identifier le rôle de la colonisation sur les écarts de développement contemporain.

La troisième tâche est l'étude des effets de la décolonisation sur le commerce international sectoriel. Dans la lignée des travaux de Lavallée et Lochard (2012a, 2012b), cette tâche nécessitera la collecte de données de commerce bilatéral sectoriel des anciennes colonies françaises et anglaises avant leurs indépendances et leur fusion avec leur équivalent contemporain COMTRADE.¹⁸ Ce travail, déjà initié, permettra d'établir une base de données originale et ouvrira la voie à de nombreux travaux sur l'influence des indépendances sur la diversification -géographique et sectorielle - du commerce des anciennes colonies.

Histoire comparée de la mondialisation et du développement

Toutes les évolutions économiques contemporaines ne peuvent pas s'expliquer par l'histoire longue de la mondialisation et du développement. Cependant, l'histoire peut être utile même lorsqu'il s'agit de comprendre des mécanismes purement contemporains : l'économie n'étant que rarement une science expérimentale, il est important de prendre en compte pleinement l'histoire pour dégager les tendances et les faits stylisés à l'origine de la réflexion théorique. Notre deuxième objectif est d'utiliser les expériences passées de développement et de mondialisation commerciale pour éclairer les phénomènes actuels.

L'économie mondiale n'a pas connu un seul, mais deux mouvements de recul de la mondialisation dans le passé: celui des années 1930 est bien connu, mais on oublie souvent que les taux d'ouverture européens des années 1780 n'ont été retrouvés, après les guerres de la Révolution et de l'Empire, que durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. (O'Rourke, 2006 ; O'Rourke, De La Escosura, et Daudin, 2010). Comment cette mondialisation est-elle morte ? Quel effet a-t-elle eu sur le développement des pays européens engagés dans la Révolution industrielle ? La première étape de cette étude sera la construction d'une nouvelle base de données du commerce extérieur français. Pour que cette base de données puisse avoir un rôle d'exemplarité et correspondre aux différentes questions de recherche existantes, il est nécessaire d'imaginer un système d'encodage collaboratif commun pour correspondre aux multiples approches des chercheurs et du public. Nos contacts avec le média lab de Sciences Po ont suggéré le développement d'une méthode s'inspirant des travaux sur les "datascape". La

¹⁷ Les travaux pionnés en la matière de Jacques Marseille (2005) ne portent que sur l'Algérie et n'utilisent pas de données de finances publiques mais des données de balance de paiements.

¹⁸ Commodity Trade Statistics Database, base statistique sur le commerce international des Nations -Unies, <http://comtrade.un.org/db/>.

deuxième étape portera sur un programme interprétatif incluant l'obtention d'une image plus précise du commerce extérieur, de la nature de la spécialisation et de ses mutations, du lien entre dynamiques régionales et dynamiques nationales et du rôle de la politique et des conflits dans les processus de mondialisation et dé-mondialisation.

De même, les pays actuellement développés ont connu des phases de transformations structurelles profondes pour acquérir leurs structures économiques actuelles. Il est possible que ces phases contiennent de l'information utile pour la compréhension des transformations contemporaines de pays qui sont parfois actuellement à des niveaux de développement inférieurs à ceux de l'Europe d'avant la Révolution industrielle, quels sont les enseignements de l'expérience des pays européens durant leur transformation en société industrielle pour les pays qui cherchent actuellement à parcourir ce chemin ? Voici des voies de recherche déjà entamées au sein de l'axe : rôle des migrations dans la modernisation du régime démographique et analyse de la contribution des marchands dans la transformation des secteurs traditionnels en acteurs de l'économie moderne.

Les travaux prévus dans le thème HECO s'inscrivent dans des programmes de recherche qui fédèrent des chercheurs français en économie du développement travaillant sur l'impact de l'histoire, ainsi qu'un groupe de chercheurs européens et internationaux qui s'intéressent à l'histoire du commerce et de la mondialisation portant sur la période précédant celle déjà explorée par la base Ricardo (1830-1938) qui constituera le socle statistique des analyses produites dans la deuxième composante du thème HECO. Ces divers programmes de recherche bénéficient de financement tel que l'ANR AFRISTORY (2012-2015). Un autre financement est en cours de demande auprès de l'ANR Corpus, données et outils de la recherche en sciences sociales et porte sur les outils d'étude du commerce extérieur français 1716-1830 (TET18).

L'axe se compose d'une équipe expérimentée ayant déjà travaillé aux frontières du développement, de l'économie internationale et de l'histoire. L'équipe compte approfondir des collaborations déjà existantes avec les économistes et les historiens (J.-P. Bassinot, D. Cogneau, B. Dédinger, J.-P. Dormois, E. Huillery, J. Lochard). Nous désirons approfondir le réseau de recherche créé par Loïc Charles et Guillaume Daudin avec plus d'une quarantaine de chercheurs (dans plus d'une dizaine de pays) intéressés par les statistiques commerciales mondiale durant le xviii^e siècle dans le monde.

Nous souhaitons aussi former des étudiants par la recherche de manière à améliorer leurs compréhension des phénomènes de développement et de mondialisation pour mieux les armer à la fois pour la recherche et pour des carrières dans les institutions internationales de coopération.

Un premier défi posé aux chercheurs impliqués dans le thème HECO est de trouver un juste équilibre entre la production de bases de données, très fortement chronophage et l'analyse des données collectées. Cependant, les financements en cours et à prévoir permettent d'embaucher des assistants de recherche qui, dûment formés, permettent de limiter le temps des chercheurs passé à la collecte des données. Alors que ces dernières années les débats sur la colonisation, son coût et ses effets ont été vifs, un second enjeu de l'équipe des chercheurs impliqués dans le thème HECO sera de savoir diffuser les connaissances produites au sein de la communauté scientifique mais aussi auprès d'un large public.

Principales références bibliographiques

Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J. A. (2001) : The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation, *American Economic Review*, 91(5) :1369-1401

Huillery, E. (2009) : The Black Man's Burden - The Cost of Colonization of French West Africa , Paris School of Economics Discussion Papers.

Iyer, L., (2010) : Direct versus Indirect Colonial Rule in India: Long-term Consequences. *Review of Economics and Statistics*, 92(4) :693-713.

Lavallée, E., Lochard, J. (2012a) : The erosion of colonial trade after independence: new evidence from French colonial data. Mimeo DIAL

Lavallée, E., Lochard, J. (2012b) : The erosion of colonial trade after independence: the specific effect of French colonialism. Mimeo DIAL

Marseille, J. (2005) : *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris Albin Michel, 1984 réed. 2005.

Nunn, N. (2008) : The Long Term Effects of Africa's Slave Trades, *Quarterly Journal of Economics*, 123(1) :139-176.

O'Rourke, K. (2006) : The worldwide economic impact of the French Revolutionary and Napoleonic Wars, 1793-1815, *Journal of Global History*, 1: 123–149.

O'Rourke, K., Prados de la Escosurar, L., Daudin, G. (2010) : Trade and empire in Stephen Broadberry et Kevin H. O'Rourke (éditeurs) *The Cambridge Economic History of Modern Europe, volume 1: 1700-1870*, p. 96-121, Cambridge University Press

b. Analyse SWOT

Points forts:

- (1) **L'existence de partenariats anciens et solides avec plusieurs institutions au Sud et au Nord.** Au Sud, à la faveur de l'expatriation de certains de ses chercheurs, l'ancienne UR047 de l'IRD, dont est issue l'UMR, avait su établir des relations de confiance avec plusieurs instituts de statistiques de pays en développement (pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, Madagascar, Pays Andins, Vietnam, Thaïlande) ainsi qu'avec des établissements universitaires (université Cheikh Anta Diop au Sénégal, l'Académie des Sciences sociales au Vietnam) et avec l'Organisation économique et statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) au Mali. Côté Dauphine, les relations sont anciennes avec l'université Fédérale Fluminense au Brésil, les universités de Rabat et la Caisse des Dépôts et Gestion du Maroc. Au Nord, les relations de l'UMR sont étroites avec l'INSEE (les activités statistiques de DIAL viennent en appui de la coopération statistique menée par l'institut), le Centre d'Etudes de Population, de Pauvreté et de Politiques Sociales (Luxembourg) ou encore l'Ecole d'Economie de Paris et le centre international de formation de l'OIT à Turin, où plusieurs membres de DIAL enseignent et interviennent dans l'organisation des masters. Ces partenariats constituent un réseau mobilisable pour répondre rapidement et efficacement aux appels d'offres nationaux ou internationaux. Le projet NOPOOR dont DIAL est le leader est en l'illustration.
- (2) **Une compétence reconnue dans le domaine de la conception et de la conduite des enquêtes.** Grâce en partie à ces partenariats, DIAL a pu développer de solides compétences dans le domaine des enquêtes statistiques, par la réalisation de projets ambitieux de collectes de données (enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'ouest et à Madagascar, enquêtes du réseau des observatoires ruraux à Madagascar, projets Pauvreté et Structure Familiale et MIDDAS, etc.)
- (3) **Un accès privilégié à des données de première main.** Les données collectées lors de ces différents projets alimentent la recherche des chercheurs de DIAL de deux façons. Premièrement, en offrant aux chercheurs de DIAL un accès privilégié à des bases de données qui permettent de répondre à des questions de recherche encore peu traitées dans la littérature ou bien de façon insatisfaisante et, deuxièmement, en donnant l'opportunité de proposer et de tester des dispositifs innovants de collecte de données.
- (4) **Une large palette de compétences dans des domaines très variés:** microéconométrie, économétrie des séries temporelles, économétrie géographique, modèles de microsimulation, évaluation d'impacts, économie et commerce international, histoire économique, modélisation microéconomique, connaissance intime des "terrains" d'investigation. La réunion de ces compétences donne à DIAL le potentiel de produire des recherches innovantes de haut niveau international.
- (5) **Articulation formation-recherche:** l'existence à Dauphine d'un master recherche sur les thèmes du développement et de l'économie internationale permet aux membres de l'UMR de s'impliquer dans la formation par la recherche. L'effort de vulgarisation nécessaire à la transmission des connaissances permet aux chercheurs de prendre du recul sur leur discipline et de mieux identifier les voies de recherche prometteuses. Les étudiants bénéficient également de la proximité de leurs enseignants et de la possibilité de poursuivre en thèse sur les thèmes identifiés en master.

Points faibles:

- (1) **Des difficultés matérielles dans la conduite et le traitement statistique des enquêtes.** La conception et la conduite des enquêtes sont des tâches qui demandent un lourd investissement de travail. Il en va de même du nettoyage et de la mise en forme des données, étapes indispensables à leur traitement statistique, tout d'abord ; à leur diffusion publique, ensuite. Malheureusement les chercheurs de DIAL ne peuvent compter que sur eux-mêmes dans ces tâches. Cela limite

considérablement les possibilités dans ce domaine et implique un délai parfois important entre la collecte des données et la production des premiers travaux analytiques, plus encore leur diffusion publique. Le recrutement d'un ingénieur statisticien permettrait de réduire cette difficulté.

- (2) **Une bi-localisation qui ne facilite pas les échanges:** les contraintes d'espace à Dauphine et à l'IRD ne permettent pas pour le moment d'envisager la réunion en un même lieu de l'ensemble des chercheurs de l'unité. Cela limite les interactions entre les membres de l'UMR. Le séminaire interne et l'organisation régulière de réunions sont destinés à palier cette difficulté. Par ailleurs plusieurs membres de l'UMR organisent leur emploi du temps de façon à partager leur activité entre les deux localisations.
- (3) **La confrontation de cultures d'établissement différentes:** en dehors de la recherche, les chercheurs, d'une part, les enseignants chercheurs, d'autre part, n'ont pas les mêmes priorités. A l'IRD la connaissance du "terrain" et l'ouverture aux pays du Sud, matérialisée par l'établissement de partenariats avec des institutions de pays en développement, sont considérés comme des missions fondamentales des membres de l'Institut. A Dauphine, l'accueil et la réussite des étudiants sont au premier plan des missions des enseignants chercheurs. L'ordre des priorités et les contraintes qui en résultent n'étant pas le même, il arrive que d'un côté ou de l'autre l'attitude ou les décisions prises par certains, relevant d'un établissement, ne soient pas comprises par les membres de l'UMR qui appartiennent à l'établissement partenaire.
- (4) **Le souci de communiquer au Sud, consommateur de ressources.** Conformément aux missions de l'IRD et aux convictions de ses membres, DIAL, probablement plus que la moyenne des centres de recherches en économie, déploie des efforts pour rendre les résultats de ses travaux accessibles aux publics concernés. Beaucoup de travaux sont ainsi publiés en anglais et également en français ou encore en vietnamien. Les chercheurs de DIAL sont également invités à intervenir régulièrement dans des manifestations scientifiques organisées par les institutions partenaires au Sud. Toutes ces activités sont consommatrices de ressources qui ne peuvent être consacrées à d'autres tâches de production scientifique.

Risques liés au contexte:

- (1) **Les terrains sur lesquels travaillent de nombreux chercheurs de l'unité sont souvent instables politiquement.** Les récents événements au Mali témoignent de cette fragilité. Un pays jusqu'alors considéré comme un modèle de démocratie africaine se retrouve du jour au lendemain coupé en deux et au bord de la guerre civile. Mener des projets dans un tel contexte est très difficile. Ainsi, les risques identifiables sont ceux liés à l'instabilité politique et sociale qui peut rendre impossible la poursuite de projets conçus sur des périodes relativement longues et qui reposent sur une présence de long-terme sur le terrain, sur la liberté de circulation et sur la disponibilité des partenaires.
- (2) Même en l'absence de problèmes tels que ceux évoqués ci-dessus, **les données statistiques sur lesquelles reposent certains projets peuvent être rendues disponibles plus tard que ce qui était initialement envisagé**, du fait de difficultés matérielles ou d'un manque de formation des personnes en charge de la collecte des données.
- (3) **Des risques portent également sur la diffusion de ces données en direction du monde académique.** Les pays dans lesquelles les données sont produites en sont souvent les propriétaires et veulent s'assurer le monopole de leur diffusion. Cela peut créer des obstacles difficilement surmontables pour les chercheurs extérieurs.
- (4) **Certains sujets peuvent ne pas être perçus comme politiquement admissibles par les autorités des pays concernés** qui interdisent alors la diffusion des résultats des études (cas des travaux sur la corruption et la bonne gouvernance).

- (5) **La concurrence internationale, la relative faiblesse des salaires des chercheurs et enseignants chercheurs en France et le prix élevé du logement en région parisienne** pourraient rendre plus difficiles les recrutements.
- (6) **Le contexte économique peu favorable pourrait conduire à une réduction des ressources disponibles**, rendant plus difficile le financement de certains projets prévoyant de faire appel à des financements extérieurs.

Possibilités liées au contexte:

- (1) **L'embauche d'un à deux ingénieurs statisticiens** qui rejoindraient l'unité permettrait de conduire plus facilement certains des projets de recherche de l'unité.
- (2) **La fondation Paris Dauphine et la création de chaires pourraient faciliter la recherche de financements sur projets.** Des discussions sont en cours pour la création d'une chaire Développement et Santé Publique et d'une chaire Inclusion Financière. Dans les deux cas un des membres de l'unité en serait le co-directeur scientifique. Ces chaires pourraient financer des recherches sur les thèmes qu'elles considèrent prioritaires, comme la santé maternelle et infantile, l'efficacité des programmes de vaccination publique, le fonctionnement des marchés financiers dans les pays en développement ou encore l'exclusion financière des pauvres.

3. Mise en œuvre du projet

A moyen-terme, l'UMR entend affermir sa position en tant qu'unité de recherche et d'enseignement de référence dans les domaines de l'économie du développement et de l'économie internationale. La stratégie de publication vise à augmenter la présence des travaux de l'unité dans les grandes revues internationales, sans pour autant négliger la publication de travaux à destination d'un public de non spécialistes et/ou non anglophone. L'attention au Sud ne doit en effet pas être négligée. Dans la mesure où une grande partie des travaux de l'unité concernent des pays à bas revenus non anglophones, il est important de veiller à diffuser leurs résultats en direction de ce public. La lettre de l'UMR, DIALOGUE, ainsi que l'édition de la revue *Statéco* et la publication d'ouvrages sont en particulier destinés à cet usage. Dans la même optique, les partenariats seront développés et entretenus. La conduite du projet NOPOOR jusqu'en 2017 permettra la progression dans ce domaine.

En matière de recrutement, l'unité demeure relativement petite. Les années 2011 et 2012 ont permis le recrutement de deux maîtres de conférences, d'une chercheuse et d'un professeur (remplaçant un membre de l'unité parti en retraite). Dans l'idéal, l'unité devrait recruter encore trois ou quatre chercheurs et enseignants-chercheurs de façon à atteindre la taille optimale qui permettrait de conduire le programme de recherche tout en répondant aux demandes d'encadrement des étudiants et aux appels d'offres recoupant les domaines d'intérêt de l'UMR. Plusieurs chercheurs appartenant à l'IRD ont pour objectif de passer l'Habilitation à Diriger des Recherches, ce qui permettra d'augmenter les possibilités d'encadrement et d'accueil des doctorants à effectifs constants.

A plus long-terme, DIAL, adossé au LEDa, sera devenu un des principaux pôles français et européen de recherche et d'enseignement sur les domaines de l'économie internationale et du développement. Au sein du LEDa, les collaborations entre DIAL et les différentes équipes auront été développées sur les thèmes relatifs à la santé (notamment à travers la création envisagée d'une chaire Développement et Santé Publique), l'exploitation des matières premières et de l'énergie (dont les pays en développement sont souvent de gros producteurs) et la finance internationale (dont les pays émergents deviennent des acteurs de premier plan). Le partenariat avec l'Ecole d'Économie de Paris aura été renforcé à travers la montée en puissance de l'université de recherche Paris Sciences et Lettres dont Dauphine et l'Ecole Normale sont deux institutions fondatrices. Le rayonnement de DIAL prendra plusieurs formes:

- (i)** une présence affirmée dans les grandes revues internationales par le maintien d'un rythme satisfaisant de publications de haut niveau et par la présence des membres de l'unité dans les comités éditoriaux de ces revues ;
- (ii)** une diffusion systématisée et automatisée des bases de données produites grâce à l'expertise de DIAL à partir d'un site internet, en direction de la communauté scientifique ;
- (iii)** le renforcement de l'accueil des étudiants du Sud, l'organisation régulière d'écoles d'été et la poursuite de l'implication des chercheurs et enseignants chercheurs de l'unité dans les masters des universités parisiennes et étrangères;
- (iv)** l'organisation régulière - sur un rythme biennuel - d'une grande conférence internationale sur le développement, à l'image de celle qui s'est tenue à Paris en juillet 2011.